

" Le monde a changé » ,
dissent-ils....

Pourquoi ? Pour qui ?...

Emissions Des Sous ... et des Hommes,
animée par Pascale Fourier,
AligreFM 93.1

Collection
Les petites voix dissonantes

Sommaire

De l'idéologie.....

1. Emission du 26 mars 2002 - émission 19
Tous keynésiens en 1960, tous libéraux en 2000 : comment est-on passé de l'un à l'autre ? (1/2)
Avec Serge Halimi, journaliste au Monde Diplomatique
2. Emission du 02 avril 2002 - émission 20
Tous keynésiens en 1960, tous libéraux en 2000 : comment est-on passé de l'un à l'autre ? (2/2)
Avec Serge Halimi, journaliste au Monde Diplomatique
3. Emission du 27 juin 2003 - émission 55
Le modèle social des « Trente Glorieuses »: l'Etat social (1/2)
Avec Christophe Ramaux, maître de conférences à Paris I.
4. Emission du 4 juillet 2003 - émission 56
Le modèle social des « Trente Glorieuses »: l'Etat social (2/2)
Avec Christophe Ramaux, maître de conférences à Paris I.

...à son intégration dans les faits,
et dans les têtes...

1. Emission du 2 aout 2001 - émission 1
Quels sont les traits caractéristiques de la mondialisation dite « libérale » ?
Avec Dominique Plihon, professeur d'économie à l'Université Paris-Nord.
2. Emission du 12 decembre 2003 - émission 69
Que s'est-il passé à la fin des années 70 au niveau économique ?
Avec Gérard Duménil, directeur de recherche au CNRS
3. Emission du 19 decembre 2003 - émission 70
Le néo-libéralisme était-il une réponse nécessaire à la crise structurelle des années 70 ?
Avec Gérard Duménil, directeur de recherche au CNRS
4. Emission du 18 juin 2002 - émission 28
Par quels biais la mondialisation néolibérale s'est-elle mise en place ?
Avec Michel Husson, chercheur à l'IRES.
5. Emission du 25 juin 2002 - émission 29
Une autre mondialisation est-elle possible ?
avec Michel Husson, chercheur à l'IRES.
6. Emission du 17 octobre 2003 - émission 61
Comment les baisses d'impôts et la dénonciation des déficits s'inscrivent-ils dans la logique de l'idéologie néolibérale?
Avec Liêm Hoang Ngoc, maître de Conférences à Paris I.
7. Emission du 5 juillet 2005 - émission 115
Une Europe non libérale est-elle possible ?
Avec Liêm Hoang Ngoc, maître de conférences à Paris I.
8. Emission du 28 juin 2005 - émission 114
Après le référendum: quand le Parti Socialiste laisse apparaître les divergences idéologiques en son sein...
Avec Liêm Hoang Ngoc, maître de conférences à Paris I

Présentation

par Pascale Fourier, animatrice de Des Sous... et des Hommes.

Ce livre est le recueil de douze transcriptions d'émissions diffusées entre 2001 et 2005 par AligreFm dans le cadre de l'émission Des Sous... et des Hommes.

En avril 2000 naissait le projet de ce qui sera l'émission Des Sous... et des Hommes, née sur AligreFM, radio associative de la bande FM parisienne, en août 2001. Sa présentation était celle-ci :

« Libéralisation des marchés des capitaux, hausse de la bourse des nouvelles technologies, hausse des taux directeurs des banques centrales, inflation, plein-emploi, création de valeur, corporate gouvernance, ... autant de mots que l'on peut lire dans les journaux ou écouter sur les ondes, sans que pour autant une explication de ceux-ci ne soit donnée ni les incidences de ces évolutions explicitées. Pourtant les événements de Seattle ont montré que nombre de citoyens avaient soif de

soumettre les évolutions économiques au débat démocratique, et partant de comprendre les tenants et les aboutissants de celles-ci. Trop souvent l'information économique se contente d'énoncer les faits sans les expliquer d'une façon simple, ce qui ne peut que plonger les citoyens dans l'incompréhension, l'apathie ou la révolte floue.

C'est pour ces raisons que s'impose la création d'une émission ayant pour but de décrypter les notions économiques liées à l'actualité et d'éclairer les choix qu'elles supposent. Son ton serait pédagogique, alerte, décapant. »

« Soumettre les évolutions économiques au débat démocratique », tel est bien l'enjeu ! Car six ans après, ce que d'aucun avait appelé la « pensée unique » prédomine encore dans les médias classiques, ce qui confine au déni de démocratie. Quoi donc ? On ne pourrait trouver d'économistes qui ne penseraient pas qu'il n'y a qu'une seule voie, la concurrence permanente de tous contre tous, une mondialisation libérale débridée, la soumission aux diktats de l'OMC ou de l'Union Européenne, la prétendue « adaptation nécessaire », l'amointrissement permanent des garanties sociales, les prétendues « réformes » impératives ? Il n'y aurait donc aucuns économistes qui pensent différemment ? Si, il y en a. Pour qui veut bien les faire entendre. Mais l'on peut s'interroger sur la volonté réelle des médias actuels de jouer le rôle qui devrait être le leur, leur rôle de ferment de la démocratie. Car il n'y a de réel débat démocratique que si on permet aux citoyens d'entendre différents discours, différentes analyses qui susciteront controverses, débats, prises de position et finalement

décisions des citoyens. On est actuellement bien loin du compte.

Depuis cinq ans, Des Sous... et des Hommes reçoit donc économistes, sociologues, responsables de grandes associations, journalistes, de ceux que l'on entend peu ou pas ailleurs et qui pourtant ne sont pas des moindres. Est-il normal que leur discours trop souvent ne puisse être entendu qu'en écoutant une des dernières radios libres de la bande FM parisienne ? Mais, dira-t-on, ils représentent la Gauche « radicale » ; ce sont des sortes d'extrémistes, des rétrogrades qui ont raté le train de la modernité, des archaïques... L'invective risque de fuser comme elle fuse déjà dans les médias classiques à l'encontre de certains des invités de Des Sous ou des mouvements qu'animent certains d'entre eux... Invective facile pour qui veut occulter qu'il défend le consensus faussement mou qui prévaut actuellement et qui empêche tout simplement de penser la situation économique-politique actuelle...

« Des Sous... et des Hommes est donc une « émission engagée » », dira-t-on aussi, entre bâton à la main et sourire narquois aux lèvres... Ni plus ni moins que d'autres émissions des médias classiques qui donnent les cours de la Bourse à longueur d'antenne, qui laissent la parole exclusivement à ceux qui soutiennent de « nécessaires déréglementations », vilipendent le poids « excessif » de l'Etat, prônent sans cesse l'« indispensable flexibilisation du marché de l'emploi », réclament un âge plus tardif de départ en retraite, l'allégement des cotisations sociales, la responsabilisation des assurés sociaux, entre autres....

En fait, Des Sous est née tout simplement des interrogations qui venaient à l'esprit d'une simple citoyenne face à ces discours unilatéraux... Le consensus apparent semblait bien étrange... Trouver d'autres analyses, d'autres perspectives... Comprendre, comprendre, comprendre ce qui s'était passé au tournant des années 1970/1980 ! Ce premier volume des transcriptions des émissions de Des Sous a l'ambition de remettre les événements en perspective : qu'y avait-il avant le « néo-libéralisme » ? Pourquoi le compromis keynésien qui avait prévalu pendant les « Trente Glorieuses » s'est-il effondré ? A quelles nécessités répondent la mise en place de ce que l'on appelle un peu vite la « mondialisation » et cette nouvelle phase du capitalisme qu'est le néolibéralisme ? Donner une autre interprétation que celle que l'on entend ordinairement, c'est permettre de commencer à débattre...

A l'aube d'une naissance, coup de colère, et message à qui voudra bien l'entendre....

Ce texte, destiné aux Pages Horizons-Débats du Monde et non retenu, a été écrit en Mars 2000, un mois avant que ne naisse l'idée de faire Des Sous. Nul mieux que lui n'explique les raisons d'être de cette émission...

A ceux qui ont tué l'espoir.

Je n'ai d'autre légitimité pour écrire que celle d'appartenir à la génération dont vous déplorez l'absence d'engagement dans les partis politiques, vous, Monsieur Hollande dont les propos étaient repris dans Le Monde du 5-6 mars, et plus généralement vous, hommes de gauche de la génération de 68 et de celle qui l'a précédée. Légitimité bien légère ? Non. Légitimité de la colère, de l'atonie subie, de l'impuissance impatiente.

Vous avez tué ou laissé tuer l'espoir de tout progrès social.

Vous nous avez laissés, nous qui sommes devenus adultes sous Mitterrand, sans capacités à décrypter le monde. Revenus du communisme ou du maoïsme, vous avez jeté aux orties toute velléité de proposer une grille de lecture possible, tout désir même de penser le monde, d'en décrypter, d'en dénoncer les rapports de force tant vous redoutiez d'être accusés

d'archaïsme si vous parliez de « lutte des classes » ou de tout ce qui pouvait y ressembler. Les libéraux ou plutôt les ultra-libéraux se sont engouffrés dans la brèche : vous aviez cédé le terrain, comme si la chute du Mur de Berlin rendait caduque l'idée de penser le monde « à gauche ».

Nés dans les années 60-70, nous avons frémis -enfants encore- sous le coup des chocs pétroliers, puis nous avons baissé la tête devant la politique de rigueur que l'on nous disait nécessaire, puis nous l'avons baissée encore plus bas devant le chômage, vague déferlante dont nous ne voyions pas la fin. Il fallait se taire, courber le dos, attendre que cela passe -sans espoir que cela passe-, avec l'espérance peut-être d'en sortir vivant.

Puis ce furent les grands mythes entretenus par des médias où vous brilliez par votre absence : le hochet de la lutte anti-raciste que vous nous proposiez ne cachait déjà pas votre criminelle absence de propositions réelles, de réflexions profondes pour une organisation de la société au service du citoyen et non de l'économie. Ces mythes, vous les avez laissés s'installer, s'enraciner, nous engluer - parfois même vous les cautionniez... Ce furent ceux de la mondialisation vue comme un état de fait sur lequel les hommes n'auraient ni influence ni prises, ceux de la nécessaire dérégulation qui ne bénéficie, sous couvert de liberté, qu'aux puissants capables d'imposer leurs lois non-écrites, d'autres encore, petits mythes ravageurs que l'on voit chaque mois fleurir dans les médias . Vous avez permis qu'on nous installe dans un monde tragique, gouverné par les dieux tout-puissants

de l'économie à la volonté desquels nous ne pouvons échapper. Face à eux, nous sommes pauvres petits héros de la vie quotidienne nous débattant sous le regard insensible et peut-être un peu amusé de ces nouveaux dieux. Vous avez laissé s'installer la fatalité, c'est-à-dire la fausse conscience que l'ordre des choses ne peut être autre, qu'il n'est pas d'alternatives possibles. Pauvres galériens attachés à notre banc de souffrance, nous avons fini par croire nous-mêmes qu'il ne fallait pas se révolter, qu'il fallait continuer de ramer sans réclamer notre pain, de peur de faire chavirer notre galère-entreprise sous l'effet de notre révolte, sans même que nous réalisions que , dans cette galère, se trouvent ceux qui rament, mais aussi ceux qui tiennent le fouet, battent le tambour, et qui souvent banquetent.

La société se dichotomise chaque jour plus, et vous ne criez toujours pas. Vous regardez la société sombrer, sans même sembler avoir conscience que sonnent les clairons de ceux qui se font les hérauts d'une société que, en d'autres temps, vous auriez réprouvée, sans même que vous sembliez entendre les vivats qui célèbrent la preuve de votre défaite, votre impuissance à proposer une autre organisation de notre société. Peut-être dans vos retraites dorées de vieux ex-révolutionnaires n'entendez-vous pas la sourde et impuissante révolte de ceux dont vous auriez pu être les guides.

S'engager en politique auprès de vous ? Pour soutenir quelles idées, quelles propositions, quelle vision de la société qui soit radicalement différente de celle que l'on nous impose ? Il n'est pas

d'organisation sociale sans rapports de force : où se situent-ils d'après vous ? De quel côté êtes-vous ?

Vous ne pouvez déplorer le manque d'engagement d'une génération et ne pas reconnaître que vous êtes responsables de la fin de l'espoir social, c'est-à-dire de la fin de la capacité à se concevoir non comme des individus isolés, mais comme des membres de groupes sociaux susceptibles de faire entendre leur voix, d'entrer en lutte, de peser sur les choix. Le concept d'« individu », et la notion de liberté qu'on lui attache à tort quand on le fait de façon systématique, est une grande force aux mains des néo-libéraux. Donnez-nous des raisons de nous fédérer, non seulement dans la protestation - Seattle a montré que nous en étions capables - , mais dans l'espoir.

De l'idéologie...

Que s'est-il passé au tournant des années 70/80 ? D'abord et avant tout un changement idéologique...et c'est sans doute, au moment où l'on chante la prétendue « fin des idéologies », ce qu'il convient de rappeler dès l'abord. Comment est-on passé du consensus keynésien au consensus libéral ? Quelles conditions ont rendu ce basculement possible ? Quel choix de société prévalait avant ce bouleversement ? Quels retournements cette évolution a-t-elle supposés ? Retour sur les soixante années passées...

Emission du 26 mars 2002 - émission 19

**Tous keynésiens en 1960, tous libéraux en 2000 :
comment est-on passé de l'un à l'autre ? ($\frac{1}{2}$)**

avec **Serge Halimi**,
journaliste au Monde Diplomatique.

Pascale Fourier : Ce qui a attiré mon attention, c'est un article de Serge Halimi dans le Monde Diplomatique de janvier 2002. L'article s'intitulait : " Quand la droite américaine pensait l'impensable ". Dans cet article, Serge Halimi soulignait le rôle des " think tanks " américains, les boîtes à idées qui ont développé au tournant des années 1960 et 1970 l'idéologie néolibérale. Le journaliste soulignait qu'en 1960, tout le monde était keynésien : les conservateurs britanniques, les républicains américains et les gaullistes français. En 2000, même à gauche, dit-il, tout le monde est néolibéral : travaillistes blairistes, démocrates clintoniens et socialistes français. Comment est-on passé en trente ans d'un consensus à l'autre ? C'est ce que j'ai voulu demander à l'auteur de l'article. Lors de notre rencontre, le journaliste a d'abord brossé le paysage de l'évolution idéologique des trente dernières années.

Tous keynésiens

Serge Halimi : Lorsque vous examinez le champ des idées politiques, surtout lorsqu'il est question de politique économique, ce que l'on constate jusqu'au milieu des années 1960 (un peu plus tard dans certains pays, un peu

moins dans d'autres), c'est le triomphe d'un capitalisme relativement interventionniste qu'on qualifie de keynésien, et où l'État cherche à réguler l'activité économique, relançant la machine quand elle est un peu lente et la ralentissant quand elle paraît un peu rapide. L'État est donc impliqué dans une dynamique d'intervention régulière et continue dans la vie économique. C'est une façon de procéder qui est dominante dans à peu près tous les pays, qu'ils soient gouvernés ou non par des majorités dites de gauche - à l'époque, ce sont essentiellement des majorités sociales démocrates comme il y en a eu au Royaume-Uni, en Europe du Nord et d'une certaine manière aux États-Unis quand les démocrates étaient au pouvoir -, ou qu'ils soient gouvernés par des conservateurs, des libéraux, ou des républicains aux États-Unis, c'est-à-dire la droite ou le centre-droit. Les majorités passent, mais les politiques économiques se ressemblent. Ce sont des politiques qui cherchent à favoriser l'enrichissement des classes moyennes, à garantir aussi une certaine amélioration du sort de la classe ouvrière, pas forcément pour des raisons désintéressées mais parce qu'on redoute une possibilité d'ascension des forces de gauche, voire d'extrême-gauche, qui à l'époque, dans certains pays, sont marxistes. On essaye en quelque sorte de "retirer le tapis sous les pieds" de ces forces de gauche et d'extrême-gauche en leur disant : « Regardez le mode de régulation économique que l'on a choisi: il arrive à offrir à cette catégorie sociale d'ouvriers, d'employés, un certain nombre d'avantages ». Ce sont donc des politiques qui se traduisent globalement par un rééquilibrage de la valeur ajoutée de plus en plus au profit du travail, même marginalement, quitte à pénaliser le capital : il domine déjà la vie économique et

sociale globalement, on lui fait comprendre qu'il ne faut pas que ce soit écrasant ; il doit donc accepter de payer le prix de la stabilité sociale, de la lutte subtile contre les tentations révolutionnaires de la classe ouvrière, en acceptant une certaine redistribution des fortunes. Cette redistribution des fortunes, évidemment, oblige l'État à intervenir de manière régulière aussi dans les dynamiques fiscales de ces pays. Et tout cela, cette espèce d'équilibre que l'on pourrait qualifier de " centre-gauche ", qu'on a qualifié d'équilibre keynésien, caractérise à la fois les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, la plupart des pays occidentaux, des pays capitalistes (parce qu'on parle naturellement des pays capitalistes). Il n'est pas question de mettre en œuvre dans quelque pays que ce soit quelque socialisme que ce soit. Il s'agit d'un capitalisme, mais qui est largement régulé par l'État. À tel point que dans les années 1970, lorsqu'on interroge Richard Nixon, président républicain (donc qui appartient à une majorité plutôt de droite aux Etats-Unis), sur sa politique économique, il explique : " Nous sommes tous keynésiens à présent ".

Tous libéraux...

Si vous vous projetez maintenant trente ans plus tard, on constate que les choses ont entièrement basculé, que les politiques d'intervention de l'État sont très largement, sinon disqualifiées, en tout cas abandonnées, dans des pays où la majorité est de droite, néolibérale et fière de l'être et qui se revendique comme telle (je pense à ce qui s'est passé au Royaume-Uni du temps de Margaret Thatcher, aux Etats-Unis du temps de Reagan, du temps de Bush père, et maintenant de Bush fils), mais aussi dans des pays où la majorité est censée être " de

gauche " comme le Royaume-Uni de Anthony Blair ou la France de Lionel Jospin. Dans tous ces pays, il semble que la politique économique privilégiée abandonne l'essentiel du jeu aux grandes entreprises et accepte l'idée que l'État doit réduire sa place dans la vie économique, doit réduire ce que l'on appelle les "prélèvements obligatoires" (il faudrait revenir sur ce mot qui à mon sens est une construction idéologique néolibérale, mais je m'éloignerais de mon sujet). Il est donc préconisé de réduire la part de l'État dans l'économie, dans le contrôle des groupes industriels. En France il y a vingt ans, un grand nombre de groupes industriels étaient la propriété de l'État. Étaient nationalisées de grandes banques, des entreprises comme Pétrobrás, Suez, Paribas, la BNP. Toutes ces entreprises étaient détenues par l'État et étaient très largement déterminées par les directives du Trésor du Ministère des Finances. À l'heure actuelle, il est évident que cette situation a complètement changé. Que la majorité soit de droite ou de gauche, il y a eu une très grande vague de privatisation et le consensus est plutôt de ne pas être keynésien (comme Richard Nixon revendiquait de l'être à la fin des années 1960-début des années 1970), mais d'être tous néolibéraux. Il y a une phrase en quelque sorte emblématique de cette évolution : le président Clinton disait il y a quelques années : " L'ère de l'État interventionniste est révolue. " Plus récemment, Lionel Jospin a dit: " Ce n'est pas à l'État d'administrer l'économie, ce n'est pas son rôle ". En d'autres termes, ce qui s'est passé ces trente dernières années, quelle que soit la majorité politique au pouvoir, c'est un gigantesque réaligement des politiques économiques. On privilégiait auparavant l'intervention de l'État, la régulation, l'accord avec les syndicats, une

espèce d'arrangement entre les grands groupes à la fois du patronat et des grands groupes ouvriers : une redistribution des fortunes permettant que l'écart entre les revenus du capital et les revenus des salaires se réduise. Et puis trente ans plus tard, c'est l'inverse, encore une fois quelle que soit la majorité au pouvoir : creusement des inégalités de fortune, réduction de l'intervention de l'État, grands programmes de privatisations.

Pascale Fourier : Peut-être qu'on s'est rendu à l'évidence que cela ne pouvait pas durer comme cela, que c'était une nécessité de changer ?

Le discours de l'évidence à l'époque keynésienne... puis libérale.

Serge Halimi : Ce qui est intéressant, c'est que ce discours de l'évidence économique est exactement celui qui prévalait dans les années 1960. On expliquait déjà à l'époque que c'était " la fin des idéologies " parce que la droite avait compris la nécessité d'un État keynésien. Elle l'avait d'autant mieux comprise que cette période d'intervention économique dans un régime capitaliste (on ne parle pas du tout d'un clivage entre capitalisme et socialisme) a donné ce que l'on a appelé en France " les Trente Glorieuses ", période qui a été une vague de croissance continue dans la plupart des pays occidentaux. À l'époque, les gens disaient : " On s'est rendu à l'évidence, l'intervention économique, ça marche : les inégalités de revenus se sont réduites ; les conditions de vie de la classe ouvrière et des employés se sont améliorées et les chefs d'entreprises n'ont pas à se plaindre car ils n'ont jamais fait autant d'affaires ", ceci

grâce à une classe moyenne de plus en plus prospère et à une classe ouvrière qu'on décrivait comme en voie d'embourgeoisement. C'était un système qui semblait gagnant pour tout le monde et qu'on ne discutait pas. C'était un peu comme la loi de la pesanteur, on " se rendait à l'évidence " : il n'y avait qu'une seule politique possible et cette politique était une politique d'intervention de l'État dans l'économie.

Alors, ce qui est intéressant, c'est, effectivement, que ce discours de l'évidence est maintenant tenu par ceux-là mêmes qui, il y a trente ans, étaient des dissidents, des " marginaux ", des opposants, des gens qu'on vouait au ridicule, qu'on présentait comme des idéologues. Et c'est ce même discours qui est maintenant tenu par ces " ex-idéologues ", qui reprochent aujourd'hui à ceux qui leur proposeraient un autre monde, un autre système de régulation économique et sociale, d'être eux-mêmes des idéologues qui ne savent pas comment doit marcher le monde.

Il faut peut-être s'interroger sur cette espèce de construction idéologique qui refuse l'idéologie en assumant que l'idéologie est toujours le point de vue de l'adversaire et qu'il y a une réalité unique. Ce rappel de la situation des années 1960 comparée à la situation de ce début de siècle exprime bien qu'il n'y a pas qu'une seule façon de voir les choses, mais qu'il y a une vision dominante et qu'elle s'impose de manière à se présenter comme la seule manière possible de faire les choses intelligemment ; tous ceux qui élèveraient quelque objection que ce soit seraient des idéologues, ou bien des personnes manifestement incapables de comprendre les mécanismes de l'économie.

Pascale Fourier : Qu'est-ce qui s'est passé pour qu'il y ait eu ce retournement ?

Causes du basculement.

Serge Halimi : Beaucoup de choses. D'abord, c'est qu'à la fin des années 1960-début des années 1970, le mode de régulation keynésien avec l'intervention de l'État semble opérer moins bien qu'avant. Il y a une montée des tensions inflationnistes, la machine s'emballa. Pour prendre un exemple très important parce que les États-Unis et le Royaume-Uni ont été en quelque sorte à l'avant-garde de ce basculement idéologique, à la fin des années 1960, aux États-Unis, on s'aperçoit qu'il est difficile de combattre sur deux fronts : une guerre contre la pauvreté et une guerre contre le communisme au Vietnam. Les dépenses induites par la montée des budgets sociaux pour lutter contre la pauvreté et par la montée des dépenses militaires pour lutter contre le « communisme » au Vietnam provoquent des tensions inflationnistes. Cette espèce de moindre performance économique à la fin des années 1960 et au début des années 1970 donne une ouverture aux théoriciens du néolibéralisme qui expliquent : " Vous voyez bien, votre machine ne marche pas aussi bien qu'avant, et ce que vous êtes en train de provoquer à travers la poussée de l'inflation, c'est ce que Keynes réclamait lorsqu'il parlait de l' « euthanasie des rentiers » - c'est-à-dire que ceux qui disposent de fortunes assises voient cette fortune s'éroder année après année parce que les taux d'intérêts sont presque systématiquement inférieurs au taux d'inflation . Donc vous allez provoquer une réorganisation de la société au détriment des classes moyennes et des

classes prospères, c'est-à-dire (dans l'idée des néolibéraux) des entrepreneurs, de ceux qui créent des fortunes. On va arriver à une situation de paralysie économique ».

Alors, ce qui est évidemment important, c'est que ces idées triomphent. Il ne faut faire aucun reproche injuste en tout cas aux libéraux et aux néolibéraux, ils ont toujours dit la même chose. Ils l'ont dit à la fin des années 1940 avec Hayek, et la Fondation du Mont Pèlerin au Royaume-Uni : une espèce de laboratoire ultra-libéral qui regroupait des gens devenus par la suite tout à fait prestigieux, comme Hayek qui a été prix Nobel, Milton Friedman qui a aussi été prix Nobel ; mais lorsqu'ils se réunissent, ils se réunissent dans un désintérêt à peu près total. Personne ne prête attention aux remèdes qu'ils proposent parce que le malade semble bien se porter et quand le malade semble bien se porter, on n'appelle pas le médecin. À la fin des années 1960, ces médecins qui proposent toujours les mêmes remèdes arrivent à se faire écouter davantage.

Et puis, l'autre élément qu'il faut avoir à l'esprit, c'est le rapport de forces social. Ce ne sont pas des idées qui se sont développées " comme cela ", " dans la stratosphère ". Ce sont des idées qui représentent un certain nombre d'intérêts sociaux. Elles favorisent les possédants, les entrepreneurs, les détenteurs de fortunes alors que les interventions économiques sont plus sensibles aux intérêts des salariés. Or, ce qui se produit à la fin des années 60-début des années 70, c'est une montée politique des forces les plus réactionnaires, mais aussi les plus aisées, dans les sociétés occidentales. Cette montée politique et cette montée sociale, à un moment

où il y a une demande idéologique d'idées différentes dans la mesure où la machine semble moins bien fonctionner, provoque un nouveau rapport de forces qui n'a plus rien à voir avec celui qu'on connaissait dans les années 1950 ou 1960. Les gens sont prêts à entendre autre chose. Si vous voulez, quand vous criez : " Il y a le feu " dans un restaurant ou dans un cinéma, les gens regardent les voies de sortie, les issues de secours. Si personne ne crie " il y a le feu ", personne ne regarde où sont les issues de secours. Donc, les néolibéraux présentent une carte relativement simple à comprendre des remèdes à la situation économique qui semble se dégrader. Ils bénéficient donc d'une écoute plus attentive dans les années 1970 que vingt ans auparavant.

Emission du 02 avril 2002 - émission 20

**Tous keynésiens en 1960, tous libéraux en 2000 :
comment est-on passé de l'un à l'autre ? (2/2)**

avec **Serge Halimi** ,
journaliste au Monde Diplomatique

Pascale Fourier : Dans l'émission précédente, vous nous avez expliqué, Serge Halimi, comment l'évolution du contexte économique avait permis que soit enfin entendue l'idéologie néolibérale. Vous nous disiez que cette idéologie avait été " concoctée " au sein d'officines destinées à contrecarrer l'idéologie keynésienne, hégémonique depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. C'étaient les fameuses " boîtes à penser " américaines : les " think tanks ". Mais comment est-on passé d'un corps d'idées conçu dans ces " boîtes à pensée " au rouleau compresseur libéral que l'on connaît actuellement?

Financement des think-thank

Serge Halimi : Un facteur important, c'est que les idées néolibérales, à partir des années 1960, bénéficient d'un appui financier très important et très massif des entreprises. Les chefs d'entreprises ont le sentiment d'être victimes de politiques économiques et sociales qui privilégient selon eux les syndicats. Les entreprises ont le sentiment d'être d'autant plus victimes de ces politiques qu'elles n'ont pas développé d'alternatives, qu'elles n'ont pas, comme le dit l'un d'entre eux, " pensé

l'impensable ". Il faudrait arriver à faire advenir l'impensable, c'est-à-dire, le refoulement de l'État-providence que personne n'envisage dans les années 1950. Comment faire pour que l'impensable devienne le pensé, devienne la politique qui sera mise en œuvre ? Vous allez systématiquement financer les travaux de chercheurs, d'universitaires qui iront dans un sens bien précis, avec une feuille de route déterminée à l'avance et qui se résumerait en quelques points : il faut casser les syndicats, il faut refouler l'État-providence et il faut donner davantage de pouvoirs aux chefs d'entreprises. Vous réunissez des chercheurs et vous leur dites : " On sait ce que vous allez trouver dans vos recherches, on est prêt à financer vos recherches avec l'argent dont vous aurez besoin pour justifier des politiques dont on sait déjà ce qu'elles seront ". Vous allez avoir énormément d'universitaires qui vont avoir table ouverte, études ouvertes aussi longtemps que nécessaire pour développer ces politiques. Alors que naturellement, en face, vous n'avez pas le même dispositif : vous n'avez pas des gens qui d'une part savent ce qu'ils doivent trouver parce qu'on le leur a indiqué, et qui disposent d'autre part des moyens nécessaires pour développer une politique justifiant une intervention plus poussée de l'État. Il y a une volonté délibérée de la part des grosses entreprises, des gros chefs d'entreprises, de ceux que l'on peut appeler les « gros capitalistes », de développer une demande pour des idées conformes à leurs intérêts.

Pascale Fourier : Comment est-on passé ensuite de ces laboratoires universitaires au grand public ?

Diffusion de l'idéologie néo-libérale par les médias

Serge Halimi : Ces laboratoires sont à la fois universitaires et plus qu'universitaires. Progressivement, ils incorporent un certain nombre d'essayistes ou de journalistes qui développent dans certains journaux des éditoriaux réguliers vulgarisant des thèses néolibérales. Aux Etats-Unis, par exemple, un journal comme le Wall Street Journal, le quotidien le plus diffusé du pays, lu par les petits patrons (petits patrons au sens très large puisqu'il est diffusé à près de deux millions d'exemplaires), aura tous les jours des chroniques qui présenteront en quelque sorte le B-A-BA de la pensée néolibérale. Les chroniqueurs deviendront ensuite célèbres à travers les textes qu'ils écrivent dans le Wall Street Journal, ils se feront inviter dans des émissions de télévision où ils diffuseront les mêmes idées, participeront à des débats où ils diffuseront les mêmes idées, interrogeront les hommes politiques pour les soumettre à un certain nombre de questions orientées en fonction de ces idées. Progressivement, des conceptions qui apparaissaient complètement absurdes deviendront, sinon le nouveau langage dominant, sinon la nouvelle pensée autrefois " impensée ", en tout cas une expression récurrente dans la vie intellectuelle aux Etats-Unis, et bien sûr aussi au Royaume-Uni puisque c'est dans ces deux pays-là que ces idées commenceront à accéder à une certaine respectabilité.

Vers le pouvoir...

Pascale Fourier : Cela va passer par l'élection de Reagan d'un côté et de Thatcher de l'autre ?

Serge Halimi : Les élections de Reagan et de Thatcher ne se sont pas forcément faites sur des thèmes aussi

idéologiques et aussi intellectuels que les textes qui auraient été écrits par la " Fondation du Mont Pèlerin " ou par la " Heritage Foundation " aux États-Unis. Cela dit, ils viennent au pouvoir en revendiquant une réduction du rôle de l'État. Et évidemment, pour ce faire, le plus simple, c'est de pousser à une assimilation presque systématique de l'État aux impôts, en disant : " Vous payez trop d'impôts. " À partir des années 1970, il y a eu une sorte de révolte fiscale des classes moyennes. Et utilisant cette révolte, ils arrivent au pouvoir et après, une fois au pouvoir, ils s'entourent de conseillers économiques acquis aux idées néolibérales, qui auront pour volonté principale de les faire passer dans la réalité économique. Et qui les feront d'autant plus passer qu'au même moment, les syndicats et les forces de gauche seront affaiblis pour des raisons diverses selon les pays et ne seront donc pas en mesure de fournir une opposition importante à ces politiques, si on la compare à l'opposition qu'on aurait pu imaginer vingt ans ou trente ans plus tôt. C'est d'ailleurs pour cela que dans le cadre des États-Unis comme dans le cadre du Royaume-Uni, les principales batailles qu'engageront les nouveaux gouvernants, qu'il s'agisse de Reagan ou de Thatcher, porteront presque aussitôt contre les syndicats et le syndicalisme. Des mesures coercitives viseront systématiquement les syndicats et les luttes qu'ils pourraient animer. Souvenons-nous qu'aux États-Unis, l'une des premières décisions que prendra Ronald Reagan quelques mois après avoir été élu président, c'est de révoquer 10 500 contrôleurs aériens qui s'étaient mis en grève. Ces 10 500 personnes seront donc révoquées et perdront leur emploi.

Pascale Fourier : On a beaucoup parlé des USA, de la

Grande-Bretagne, mais en France, comment s'est fait la glissade de la gauche vers une sorte d'acceptation du libéralisme ?

En France

Serge Halimi : En France, la situation est un peu plus compliquée parce qu'effectivement, comme vous le suggérez, c'est paradoxalement surtout la gauche qui sera l'institutrice du néolibéralisme. Je dis " paradoxalement ", mais ce n'est pas un cas unique. La même situation se retrouve en Nouvelle-Zélande. Dans ce pays, c'est un gouvernement de gauche, social-démocrate, qui mettra en œuvre les principales réformes néolibérales, transformant des services publics en marchés et en entreprises privées ; et ce, alors même que la coalition de droite est plutôt réservée face à ces politiques. La France n'est donc pas un cas unique. Mais ce qui se passe en France, c'est qu'en 1981, comme vous le savez, la gauche arrive au pouvoir dans un contexte idéologique qui, dans le monde occidental, est déjà plutôt un contexte néolibéral. Elle arrive donc à contre-courant des idées dominantes du monde occidental. Ces politiques sont beaucoup plus keynésiennes encore que celles qui existaient du temps de Pompidou ou de Giscard d'Estaing, puisque dès que la gauche arrive au pouvoir, au moment même où la plupart des autres pays privatisent, la France décide, à partir de 1981-1982, de nationaliser un certain nombre de grandes entreprises.

Le problème, c'est que cette politique de nationalisation et d'intervention massive de l'État semble ne pas réussir. Il y a toutes sortes de débats pour savoir si elle réussit

ou pas, si la perception de l'échec n'est pas elle-même induite par une montée fulgurante de l'idéologie néolibérale dans les classes dirigeantes et au sein du monde intellectuel. Peut-être qu'on souligne les difficultés là où ailleurs, on les aurait " évacuées " en disant : " Bon, les choses sont difficiles, attendons ". En France, elles sont présentées comme l'échec d'un mode de gestion socialiste, social-démocrate ou interventionniste. Mais toujours est-il que, lorsque ces politiques d'intervention économiques semblent ne pas réussir, en 1982-1983, la gauche, c'est-à-dire à ce moment-là essentiellement le Parti Socialiste, pour se maintenir au pouvoir, décide de donner un brutal " coup de barre à droite ".

Au lieu d'être en quelque sorte le capitaine de politiques interventionnistes, il va devenir le capitaine de politiques de plus en plus néolibérales, évolution qui sera complétée lorsque Laurent Fabius deviendra premier ministre en 1984, autour de cette seule volonté de moderniser et de rassembler. " Rassembler ", on sait que cela sera surtout attirer un électorat centriste ou un électorat de droite. " Moderniser ", cela voudra dire restructurer des secteurs économiques entiers quitte à provoquer une montée brutale du chômage puisque, à l'époque, François Mitterrand donnera comme consigne à son Premier Ministre d'être brutal lorsqu'il s'agit de conduire les restructurations. Donc, en quelque sorte par une espèce d'ironie de l'Histoire, les socialistes qui auront été à partir de 1981 les architectes d'un coup de barre à gauche brutal, à partir de 1983-1984 deviendront les architectes d'un coup de barre à droite brutal. Ils pratiqueront donc une politique et puis son contraire. Evidemment, lorsque vous avez un gouvernement de

gauche qui pratique des politiques associées aux prescriptions de la droite, vous répandez dans l'opinion le sentiment qu'il n'y a qu'une seule politique possible puisque même la gauche, en quelque sorte, " avale son chapeau " et pratique les politiques-mêmes contre lesquelles elle avait été élue lorsqu'elle arrive au pouvoir en 1981. Elle semble donner raison à ses adversaires, et lorsqu'elle perd les élections en 1986, ses adversaires de droite reviennent au pouvoir pour appliquer une politique qui sera encore plus libérale que la politique déjà très libérale des socialistes jusqu'en 1986.

J'ajoute que, un peu comme aux États-Unis, à ce moment-là, lorsque l'inflexion politique aura été donnée par les forces de gauche puis par les forces de droite, il y aura un accompagnement idéologique majeur par la Fondation Saint-Simon par exemple. Elle jouera un peu le rôle de boîte à idées de la droite américaine et de la droite britannique en France. Elle regroupera des gens comme Alain Minc, Laurent Joffrin, François Furet, Pierre Rosanvallon, c'est-à-dire des intellectuels qui sont tantôt catalogués à droite, tantôt à gauche, mais plutôt dans la gauche moderne, modérée, rocardienne (ce qu'on appelle " la deuxième gauche "). Cette espèce de laboratoire confirmera dans l'opinion cette idée que finalement il n'y a qu'une seule politique possible puisque les gens se regroupent pour appliquer partout le même type de recommandations aux dirigeants politiques. Ces recommandations qui viendront donc d'intellectuels et de journalistes essayistes seront appuyées par un formidable battage médiatique. C'est l'exemple de l'émission " Vive la crise ! " en 1984 à laquelle sont associés Yves Montand et Laurent Joffrin, l'actuel directeur du *Nouvel Observateur* qui a été l'un des

grands artisans de l'adaptation de cette pensée néolibérale en France, même si maintenant il se revendique comme le critique de cette pensée néolibérale. Vous aurez donc cette émission " Vive la crise ! " présentée par Yves Montand, qui est un véritable bréviaire néolibéral —elle aurait pu être écrite par un penseur financé par Margaret Thatcher ou par Ronald Reagan—, et au même moment, sur TF1, - il s'agit là de grosses télévisions, de gros appareils idéologiques - , vous avez l'apparition de Bernard Tapie et de ses émissions à la gloire du capitalisme qui s'appellent " Ambition ". Il écrira un livre qui s'appellera Gagner et fera progresser dans le pays cette thématique du patron qui gagne face aux syndicats archaïques accrochés à leurs privilèges. La " modernité " contre les " archaïsmes ", la modernité étant, bien entendu, une modernité néolibérale à l'image des États-Unis.

Pascale Fourier : On a maintenant l'impression qu'il y a une espèce de pensée unique, qu'il n'y a pas d'alternative. En tout cas, les médias le présentent quasiment tout le temps comme cela. Et la façon dont certains journalistes interrogent les candidats aux Présidentielles est assez symptomatique de la manière dont on discrédite de façon systématique toute pensée qui pourrait être autre, au niveau économique. Est-ce qu'il y a une possibilité de penser un " autre impensable " finalement, une alternative à ce qui semble être la pensée unique, comme cela s'est fait dans le temps ?

Espoir?

Serge Halimi : La première chose qui nous donne un certain espoir, c'est le rappel de l'Histoire, le rappel de

ces moments où l'on nous disait : " Il n'y a qu'une seule politique possible " et le souvenir du fait que vingt ans plus tard, cette politique-là avait disparu, très largement remplacée par une autre présentée comme impossible vingt ans auparavant. L'autre chose, c'est que naturellement, ce qui a aidé ces boîtes à idées à développer une pensée perçue comme hétérodoxe au départ, c'est le fait qu'elles ont travaillé sans être intimidées en permanence par le consensus, par la doxa dominante. Elles se sont dit : " Nous ne sommes pas là pour séduire tout le monde tout de suite, nous sommes là pour développer un corps de doctrine, et lorsque ce corps de doctrine sera développé, on essaiera de le défendre, mais nous ne sommes pas obligées jour après jour de nous inspirer des sondages d'opinions. Nous allons travailler un peu à l'écart du battage médiatique et nous allons travailler à l'écart des partis politiques. Notre objectif n'est pas de faire du lobbying dans un parti politique contre un autre parti politique, c'est de transformer les données de l'équation idéologique pour tout le monde. Ce qui fait que quel que soit le parti au pouvoir, nous aurons créé un terreau idéologique tel qu'il sera forcé de reprendre nos idées même si à l'origine, nos idées ne seraient pas celles qu'il aurait naturellement tendance à reprendre. "

C'est ce qui s'est passé en France, en Nouvelle Zélande où vous avez des coalitions de gauche qui se transforment en architectes de politiques de droite, cela parce qu'il y a aussi une dimension de classe sociale qui n'est pas négligeable. En France, le Parti Socialiste est de plus en plus embourgeoisé, il représente de plus en plus les classes moyennes et supérieures, donc il a de moins en moins la volonté d'œuvrer au service des

catégories populaires —qui, de toute façon, votent de moins en moins socialiste... En revanche, il a tendance à favoriser ce qui devient son nouvel électorat. Il est évident que, pour employer des formules qu'on pourrait peut-être juger archaïques mais qui n'ont jamais été aussi pertinentes à mon sens, il y a " un intérêt de classe " à développer des politiques néolibérales qui favorisent toujours les revenus du capital et les revenus des détenteurs de fortune au détriment des revenus du travail et des salariés. Il faut se souvenir que, par exemple entre 1983 et 1998 pour faire concret, la répartition de la valeur ajoutée en France s'est infléchie en faveur du capital de 8,9 %. Les salariés ont perdu près de 9 % de la valeur ajoutée ; ce qui a très largement bénéficié aux détenteurs de capitaux, car tout ce qui a été perdu par les uns a été gagné par les autres. 700 000 milliards de francs par an ont été retirés au travail pour être versés au capital ; ce qui indique assez que ces idées-là ne sont pas seulement des idées, qu'elles traduisent des réalités économiques, des réalités fiscales, des politiques mises en œuvre par les pouvoirs publics, favorisant certains au détriment des autres.

Emission du 27 juin 2003 - émission 55

**Le modèle social des « Trente Glorieuses » :
l'Etat social
(1/2)**

avec **Christophe Ramaux**,
maître de conférences à Paris I.

Pascale Fourier : Ces derniers temps, les " réformes " battent leur plein : ça a l'air d'aller très très mal. Après la retraite, c'est bientôt la Sécu, EDF-GDF qui risque d'être privatisé... Bref, on a l'impression d'un monde qui s'effondre, d'un monde qui est remis en cause. Mais c'était quoi, ce monde d'avant?

L'Etat social: les 4 piliers et la légitimisation.

Christophe Ramaux : Il n'est pas inintéressant d'essayer de saisir dans leur unité les services publics, la protection sociale, le droit du travail (dont celui à la négociation collective) et les politiques économiques keynésienne (budgétaire, monétaire ou de redistribution des revenus) pour soutenir la croissance et l'emploi. Je pense qu'il y a une notion qui en fait résume tout ceci parfaitement, c'est la notion d' « État social ». Ce qu'on peut dire, c'est que le XXe siècle nous a légué une révolution, et cette révolution, c'est l'Etat social. L'Etat social avec les quatre piliers qui viennent d'être mentionnés

Pascale Fourier : Et ça s'est construit quand ?

Christophe Ramaux : Ça s'est construit progressivement. On peut dire que, dès la fin du XIXe siècle, on a des linéaments, notamment en matière de protection sociale, mais c'est surtout à partir de 1945 que l'État social va connaître son plein déploiement, avec une vraie révolution. Prenons un domaine qui est celui du revenu. Aujourd'hui il faut savoir qu'il y a plus de 35% du revenu disponible des ménages qui est constitué par des prestations sociales. C'est quelque chose de tout à fait colossal alors qu'il n'y avait que 1% de ce revenu qui était constitué de telles prestations au début du XXe siècle. Donc on a bien eu une vraie révolution en matière de formation des revenus.

La question que l'on pourrait se poser est : quel est le fondement de l'État social ? Comment a été légitimé l'État social ? Ce que l'on peut dire - et là on est directement renvoyé à la notion de Services publics -, c'est que la légitimité de l'État social, repose, au fond, sur une idée toute simple : c'est l'idée que l'intérêt général ne peut pas être déduit du jeu des intérêts particuliers. A partir du moment où la société reconnaît cela - et cela ne s'est pas fait tout seul, il y a eu des luttes sociales bien entendu - l'État social trouve sa positivité propre en quelque sorte. Dit autrement, mais de façon plus négative, le marché peut faire sans doute beaucoup de choses, mais le système de marché - et a fortiori le système de capitalisme marchand laissé à lui-même (ce qui n'est pas exactement la même chose que le marché), à savoir le capitalisme libéral - n'est pas en mesure de satisfaire une série de besoins sociaux en matière de plein emploi, d'accès à la santé, de réduction des inégalités... et donc il y a la nécessité d'une

intervention publique qui n'est pas un palliatif par rapport au marché. C'est cela qui est important: je pense que si on veut vraiment fonder la notion d'Etat social, il faut comprendre que celui-ci ne se réduit pas simplement à répondre aux imperfections sur les marchés; il a une positivité propre. Il y a quelques années, il y a eu le débat un peu fumeux, lancé par L. Jospin sur la distinction entre société de marché et économie de marché. Pourquoi peut-on juger que cette distinction est finalement spéieuse ? Parce qu'on peut soutenir que nous vivons d'ores et déjà aujourd'hui dans une société qui est, pour une part, bien entendu, une société capitaliste, mais pour une part aussi dans une société qui échappe au capital. Dit autrement : nous vivons non pas dans une société de marché mais dans une société avec du marché et avec de l'intervention publique (ainsi d'ailleurs qu'une sphère associative qui n'est pas réductible aux deux précédentes)

Pascale Fourier : Il y a des gens qui vous diraient peut-être que cet Etat social n'a aucune efficience économique. A la limite, ça freine le développement économique de la France...

Un modèle qui grève la compétitivité de la France?

Christophe Ramaux : " L'Etat social freine le développement économique de la France "... Il y a plusieurs arguments avancés en ce sens. Il y a l'argument de la compétitivité, qui est bien entendu un argument tout à fait sérieux. Il ne s'agit pas de rejeter ça d'un revers de main trop facilement. Mais il y a des chiffres qui viennent d'être publiés qui montrent que la France est le pays au monde qui reçoit le plus d'investissements

directs à l'étranger. Donc c'est le pays au monde qui est le plus attractif!! On n'a donc pas de problème aujourd'hui en matière d'attractivité du territoire. De toute façon, l'argument sur la compétitivité est un argument qu'il faut savoir manier un peu finement. Si on considère que la seule source de compétitivité, c'est le moins-disant salarial, c'est une spirale sans fin. Si la vocation de la France au début du XXI^e siècle, c'est de concurrencer les pays qui payent le moins bien au monde, vous avez bien compris que c'est synonyme d'une régression sociale considérable.

Assurer le mieux-être social

Et là on peut revenir sur l'Etat social. La vocation de l'Etat social n'est pas - même si c'est peut-être ça historiquement - d'assurer simplement un minimum de sécurité. C'est beaucoup plus que ça. C'est d'assurer un certain bien-être social, c'est d'assurer un certain mieux-être social. Il y a cette idée de mieux-être social dans l'Etat social, l'idée que l'Etat social ne se contente pas d'assurer un filet de protection minimal - ça c'est le régime assistanciel, l'assistance ! La vocation de l'Etat social, c'est d'assurer un mieux-être social. On parlait avant de " progrès social ". Sans même parler d'émancipation, c'est l'idée que demain sera mieux qu'aujourd'hui. Je pense qu'aujourd'hui, ce qui nous manque depuis vingt ans - et ce qui explique une série de phénomènes, y compris au niveau politique - c'est l'idée que demain sera mieux qu'aujourd'hui, que l'avenir de nos enfants - même si ce n'est pas le socialisme, si ce n'est pas l'âge d'or - sera mieux que celui qu'on connaît. Depuis vingt ans, avec les politiques néo-libérales, c'est cet horizon-là qui s'obscurcit.

Pascale Fourier : A vous écouter, je me dis qu'il est d'un ringard absolu, cet économiste ! Vous êtes d'un archaïsme débridé: vous défendez un Etat social qui amène un mieux-être social, mieux-être social et sécurité.... Finalement vous voulez assurer aux gens une sécurité telle qu'ils ne vont pas être amenés à travailler, à se donner du mal...., du moins, c'est ce que craint peut-être le MEDEF.

Contre l'insécurité

Christophe Ramaux : Comment répondre le plus directement à ça ?... Je ne suis pas contre la responsabilité, contre la prise de responsabilité, mais il y a une série de travaux - notamment les travaux de Robert Castel - qui, sur ce point, montrent de façon tout à fait pertinente que pour être propriétaire de soi, pour pouvoir s'envoler, il faut partir de quelque chose, il faut être propriétaire de quelque chose. L'histoire de l'Etat social, c'est un peu ça : par rapport aux capitalistes qui ont la propriété privée pour pouvoir être propriétaires d'eux-mêmes, pour être propriétaires de soi, en face, on a les classes populaires qui, par l'Etat social - par la propriété sociale, comme dit Robert Castel - ont pu réaliser leur vie, être propriétaires de leur vie. Pour pouvoir prendre des responsabilités, il faut avoir un socle. Pour pouvoir être mobile, il faut avoir ce socle de départ. Sinon, c'est l'insécurité sociale généralisée. Je pense que de ce point de vue-là, l'enjeu de ces vingt dernières années - et encore plus l'enjeu de ce que nous propose le MEDEF, à travers la société du risque - c'est la mise en cause de cela. Loin de favoriser la prise de responsabilité individuelle, la société que nous propose le

Medef conduit à un « individualisme négatif », comme dit Robert Castel. Il ne s'agit pas du tout de renier ou de dénier tout ce que peut avoir de positif une certaine forme d'individualisation, ce n'est pas ça du tout l'enjeu. C'est de comprendre que l'insécurité sociale généralisée produit de l'individualisme négatif : du repli sur soi, de la souffrance...toutes choses qui sont largement opposées à l'épanouissement individuel.

Pascale Fourier : Mais justement, quelle est la finalité sous-jacente à la remise en cause perpétuelle de cet Etat social dont on voit les grosses offensives actuellement ?

La remise en cause de l'Etat social: vers la société du risque?
--

Christophe Ramaux : Si on prend l'argumentaire du Medef et de toute une série de travaux sociaux-libéraux - y compris dans le domaine de la recherche - le MEDEF a mené son offensive de " refondation sociale " autour de la société du risque. On serait entré dans une nouvelle société du risque. Passons sur le fait attendu que tout ceci est censé remplacer une société de classes, c'est-à-dire que les classes sociales tendent à disparaître dans cette représentation, ce qui est parfaitement contestable sur le plan des réalités objectives - on pourrait y revenir, mais enfin passons. Dans cette histoire, à mon avis, ce qu'il faut retenir, c'est que tout se joue d'abord au niveau des représentations. Ce qui est important, c'est d'abord un enjeu de représentations, sachant que ce qu'on a dans la tête, les représentations, ça fait réalité. C'est bien entendu essentiel. Ce que cherche à véhiculer le MEDEF à

travers l'idée de société du risque, c'est d'abord une idée simple: c'est l'idée que demain sera marqué par le risque. Si vous réfléchissez bien, le risque, ça évoque quoi ? Ça évoque la crainte. Donc la représentation de la société que véhicule le MEDEF, c'est que nous vivons dans une société marquée par la crainte, étant entendu que des gens qui ont peur, il n'y a rien de plus discipliné...

La société du risque du point de vue du MEDEF, c'est parfaitement fonctionnel parce que ça véhicule une représentation sociale marquée par le repli sur soi et donc par l'absence de résistance collective. De ce point de vue, les retraites, c'est la cerise sur ce gâteau ! Qu'est-ce qu'on dit après ? Il y a le chômage, il y a la précarité... Maintenant ce qu'on rajoute, c'est que même pour les vieux jours, rien n'est garanti ! Au-delà des effets bien réels, à travers la réforme des retraites, on parachève un processus qui est l'idée que dorénavant plus rien n'est garanti. Ça s'oppose à toute logique statutaire. Tout à l'heure, j'ai dit que l'Etat social, c'était la logique du bien-être social, du mieux-être social, mais c'est aussi une logique statutaire et institutionnelle qui découle du fait que le marché laissé à lui-même ne peut pas répondre à une série de besoins sociaux. Donc il y a nécessité d'une intervention institutionnelle, statutaire, par l'intervention publique.

Pascale Fourier : Il y a quelque chose que je ne comprends pas. Comment se fait-il que des hommes politiques puissent reprendre des arguments du Medef tels que ceux que vous venez de dire, alors que normalement ils sont censés chercher le bien public ? Je ne comprends pas très bien où est leur logique...

Le marché laissé à lui-même, le système le plus efficace?

Christophe Ramaux : Il faudra les inviter pour le leur demander... Je pense qu'au-delà du positionnement des uns et des autres, il faut essayer d'aller à la racine des choses, de comprendre ; partir du principe que c'est d'abord un combat, que ce qui est en jeu à travers la question des retraites, de la refondation sociale, de la question de la Sécurité Sociale, c'est un problème de convictions, de théories. Je pense qu'il y a un intérêt matériel bien compris pour un certain nombre d'hommes politiques dont peut-être vous parlez, mais passons là-dessus... Deux paradigmes s'opposent. On a d'un côté les libéraux qui considèrent que le marché est le système le plus efficace. De l'autre côté, vous avez les hétérodoxes, keynésiens, marxistes, régulationnistes, etc, qui, quoique ayant des approches différentes, se retrouvent autour de l'idée que le capitalisme libéral n'est pas efficace. Il ne s'agit pas de laisser l'efficacité aux libéraux. Moi je suis économiste, je suis pour l'efficacité ! Le capitalisme libéral n'est pas efficace ? Il en a fait la preuve à travers son histoire ! L'histoire de ce dernier siècle a montré que ce n'est qu'à travers l'intervention publique - il ne s'agit pas pour moi de défendre le capitalisme comme horizon indépassable de l'humanité - que le capitalisme est capable de rebondir. On voit très bien que le patronat à la fois ne cesse de fustiger les dépenses de l'Etat et ne cesse d'exiger, par exemple, une augmentation des aides à l'emploi. Le patronat reçoit de façon finalement assez positive toutes les aides à l'emploi qui ont été multipliées au cours de ces dix dernières années et qui représentent aujourd'hui près de 20 milliards d'euros. Les aides à

l'emploi, je le rappelle, consistent en ce que l'Etat prenne en charge une bonne partie des cotisations sociales.

Pascale Fourier : Je suis toujours un peu étonnée car je lis les journaux, j'écoute la radio, je regarde même la télé et ce que vous dites, c'est le contraire de ce que j'entends. Vous venez de dire que les entreprises demandaient sans cesse des aides à l'Etat pour baisser les charges sociales : je me dis que c'est une très bonne chose parce que ça fait baisser le coût du travail ! Ça fait baisser le coût du travail, du coup ça rend possible la création d'emplois... Donc oui, je suis pour, à la limite...

Baisser le coût du travail: efficace?
--

Christophe Ramaux : Je vais essayer de vous convaincre que vous avez tort. L'argumentation libérale consiste à dire effectivement que, pour résoudre les problèmes d'emploi, il faut baisser le coût du travail. Cette idée, est simple : c'est l'idée que le travail est une marchandise comme une autre, comme les tomates et les champignons; il suffit de baisser le coût pour augmenter la demande de travail, c'est-à-dire l'embauche. Moi, je fais partie de ceux (les économistes hétérodoxes qu'on a évoqués) qui considèrent que ça ne marche pas comme ça. Ça peut à la rigueur marcher pour les champignons et les tomates, mais ça ne marche pas pour le travail. Le travail, ça n'est pas une marchandise comme une autre ! Tout simplement parce que le travail, bien entendu, cela a un coût pour une entreprise - il ne s'agit pas de nier ça -, mais ce n'est pas que ça : c'est aussi un revenu, un salaire auquel donne lieu le travail. Il faut savoir aujourd'hui que dans un pays comme la France - et c'est

le cas dans la plupart des pays développés - le salaire entendu au sens large, c'est le salaire direct que touchent les travailleurs et les prestations sociales qui font partie du coût du travail et sont financées par cotisations... Or la consommation des ménages alimente, représente, plus des deux tiers des débouchés des entreprises. Vous avez bien compris que si vous abaissez sans cesse ce principal débouché des entreprises, eh bien les entreprises, globalement, ne vont pas s'y retrouver ! On sait pertinemment que l'autre poste, c'est l'investissement. L'investissement des entreprises, cela représente environ 20% du débouché des entreprises pour produire des machines. On ne peut pas produire des machines pour produire des machines pour produire des machines... Il faut bien qu'à un moment donné, ces machines servent à produire des biens de consommation : donc on retrouve ce qu'on a dit précédemment. On sait pertinemment que ce qui bloque aujourd'hui l'investissement, depuis plus de 10 ans globalement, ce n'est pas le coût du travail, ce n'est pas des profits qui seraient trop faibles (les profits ont été largement rétablis), ce qui bloque l'investissement, c'est la consommation trop faible des ménages.

Alors, reprenons tout. Ça fait maintenant 20 ans qu'on dit : " Il faut baisser le coût du travail ", notamment via les exonérations de " charges sociales " - je reviendrai après sur cette notion de " charges " tout à fait contestable. Ça fait 20 ans qu'on dit : " Il faut baisser le coût du travail pour pouvoir relancer l'emploi ". Mais là on n'est plus dans les controverses abstraites entre économistes : ces politiques, elles ont été appliquées ! Elles ont été appliquées depuis 20 ans... Et ça n'a pas marché ! Vous avez bien compris que globalement depuis

20 ans, le chômage a fortement augmenté. Donc cette théorie libérale, selon laquelle le seul moyen pour relancer l'emploi, c'est de baisser le coût du travail, est parfaitement contestable. C'est l'inverse aujourd'hui. Aujourd'hui, très clairement, il faut augmenter les salaires, il faut augmenter le revenu disponible des ménages pour, au contraire, favoriser la croissance et l'emploi.

Pascale Fourier : Vous vouliez me dire que " charges sociales "...

Baisser les « charges sociales »?
--

Christophe Ramaux : Eh bien, " charges ", c'est rentré dans le langage courant, quand on parle des cotisations sociales, on parle de "charges". On n'a qu'une seule envie quand on a une charge, c'est de s'alléger de la charge ! Donc la notion même de " charge sociale " introduit l'idée qu'il faut décidément alléger ce fardeau. Moi, je fais partie de ceux qui considèrent que les charges en question - et donc je me refuse d'utiliser ce terme - ces charges sociales ne sont pas des " charges ", ce sont des " cotisations sociales ". Pourquoi ce sont des " cotisations " ? C'est très important! A la fin de chaque mois, il y a une partie de la masse salariale - une énorme partie de la masse salariale - qui est prélevée sous forme de cotisations. Mais ces cotisations ne partent pas dans un trou, dans un coffre de la Sécurité Sociale : ces cotisations sont immédiatement reversées sous forme de prestations sociales. C'est ce que j'ai dit tout à l'heure: ces prestations sociales, c'est plus de 35% du revenu disponible des ménages. Donc quand on parle de " charges sociales ", ce qu'on oublie, c'est que si on allège

ces " charges sociales ", ça veut dire quoi ? Ça veut dire qu'on va réduire les prestations. Et les prestations, c'est quoi ? Ce sont les prestations vieillesse, santé, chômage, famille... Tout ça, ça représente plus de 35% du revenu disponible des ménages, sans capitalisation. C'est-à-dire qu'à la fin de chaque mois - c'est là qu'il y a une différence entre le système dit " de répartition " et la capitalisation - il y a une partie du revenu disponible des ménages qui est en fait constitué de cotisations prélevées sur la masse salariale, du salaire, qui est reversé sous forme indirecte, sous forme de prestations. Donc si on baisse les " charges ", il faut dire à quelles prestations on touche et comment on va faire du point de vue de la consommation des ménages.

Emission du 4 juillet 2003 - émission 56

**Le modèle social des « Trente Glorieuses » :
l'Etat social
(2/2)**

avec **Christophe Ramaux**,
maître de conférences à Paris I.

Pascale Fourier : La semaine dernière , on a parlé de l'Etat Social qui s'était mis en place notamment à la fin de la guerre si j'ai bien compris. Mais il y a quelque chose qui m'étonne un petit peu... Je n'arrive pas bien à comprendre, quel lien on pourrait faire entre la déliquescence de cet Etat Social justement et la hausse du chômage. Est-ce qu'il y a une concomitance, un lien de cause à effet entre les deux ?

Le chômage: quand le capitalisme reconnaît ses responsabilités

Christophe Ramaux : Tout d'abord, " déliquescence ", le mot est un peu fort car il y a quand même de beaux restes et je pense qu'il ne faut pas se mettre dans la tête que l'Etat Social a disparu. Il reste quand même de très très beaux restes et je fais partie de ceux qui considèrent y compris que l'avenir est de ce côté-là. Donc on ne part pas de zéro.

Alors sur le chômage... bien sûr qu'il y a un lien, il y a un lien dans les deux sens en fait. La montée du chômage, bien entendu, comme toujours, c'est l'armée de réserve à

la Marx, c'est-à-dire que le chômage est un fantastique instrument pour discipliner les âmes et les corps et donc pour en rabattre sur les droits sociaux. Donc bien entendu, la montée du chômage a servi d'instrument de ce point de vue-là à tous ceux qui veulent en rabattre sur l'État Social.

Mais peut-être que le plus intéressant, c'est aussi de voir dans l'autre sens, c'est-à-dire de voir comment l'État Social a traité la question du chômage. Le chômage, historiquement est inventé à la fin du XIXème. Jusqu'à la fin du XIXème, on ne parle pas vraiment de chômeurs. En fait, jusqu'alors on distinguait trois positions par rapport au travail, trois catégories. La première est celle des travailleurs qui chôment de temps en temps : le fait de chômer, c'est un attribut du travail en quelque sorte. Ce sont les saisonniers agricoles notamment. La deuxième est celle des handicapés, mais qui doivent faire la preuve de leur handicap pour pouvoir de bénéficier de la bienfaisance privée ou publique. Et puis la troisième est celle des vagabonds, qui hante le Moyen-Age et qui hante encore la société libérale du XIXème siècle : ceux qui peuvent travailler mais qui ne veulent pas travailler, qui donc sont pourchassés.

Et à la fin du XIXème, il y a un bouleversement complet dans les représentations. Ça ne s'est pas fait du jour au lendemain. Mais il y a un bouleversement complet, c'est-à-dire que la société capitaliste reconnaît qu'elle est susceptible de générer du chômage. Et c'est une vraie révolution, ça aussi !! Et pourquoi ? Parce que c'est la reconnaissance, par le capitalisme, d'un défaut d'organisation sociale, d'une faute en quelque sorte, qui

est très lourde. Le capitalisme reconnaît qu'il peut, pas forcément en permanence (il n'y a pas toujours du chômage dans le capitalisme), mais qu'il peut au moins régulièrement, provoquer, générer du chômage. C'est la reconnaissance d'une faute qui est colossale ! Les défenseurs du capitalisme nous parlent toujours en terme d'efficacité, mais il faut les prendre sur ce terrain de l'efficacité : le chômage, c'est un gaspillage colossal ! Ca signifie qu'il y a des personnes qui veulent contribuer à la création de richesses et à qui le système interdit de participer à cette création ! Et c'est pour cela que la reconnaissance par le capitalisme du chômage a toujours été fragile. Il a fallu attendre 60 ans, 1958, pour que de cette reconnaissance du chômage on passe à l'indemnisation du chômage : la création de l'U.N.E.D.I.C. Et puis surtout ce qu'on peut ajouter, c'est que, régulièrement et on est en plein dedans, régulièrement il y a des défenseurs du système qui présentent des thèses qui aboutissent en fait à nier l'existence du chômage.

Pascale Fourier : Mais enfin, vous dites que c'est le système qui crée du chômage... Moi, par les médias, j'entends dire plutôt que ce sont les chômeurs qui ne veulent pas travailler.

Chômage volontaire?

Christophe Ramaux : Justement, on est exactement dans cette problématique de négation du chômage ! Le chômage, par définition, c'est une responsabilité sociale. Par définition ! Est chômeur celui qui est sans emploi, qui recherche un emploi, qui est disponible pour occuper un emploi, mais qui ne trouve pas d'emploi parce que le

système n'est pas en mesure de lui donner un emploi ! Ca, c'est la reconnaissance du chômage à la fin du XIXème. Et donc tous les discours qui disent : " Mais les chômeurs ne veulent pas travailler ! ", ce sont des discours qui nient l'existence-même du chômage, des discours qui en reviennent au registre libéral du XIXème, avec l'idée que s'il y a des gens qui n'ont pas de travail, c'est parce qu'ils le veulent bien. Donc là, pour le coup, on est en présence d'une vraie régression. On ne parle plus de vagabonds - au XIXème siècle, on parlait de vagabonds - ; maintenant on fait plus savant, on parle de " trappes à inactivité " ou de « trappe à chômage », mais c'est exactement la même chose. Ceux qui n'ont de cesse de pointer les fameuses " trappes à inactivité ou chômage ", ont, au fond, la même argumentation que ceux qui pourfendaient les vagabonds à la fin du XIXème. Pourquoi c'est exactement la même chose ? La problématique des trappes à inactivité, ça consiste à soutenir qu' avec le R.M.I., les allocations chômage, les personnes ne veulent pas travailler ! " , - donc c'est bien l'idée que les chômeurs sont responsables de leur situation ! Ce qui revient à nier le chômage puisque par définition le chômage relève de la responsabilité sociale et non pas d'une responsabilité individuelle

Indemnisation du chômage...

Les faits nous montrent que l'argumentation libérale sur les « trappes à chômage » ne tient pas la route. Toutes les études montrent que d'abord, il faut le rappeler, on ne vit pas bien au chômage ! L'écrasante majorité des chômeurs, ne relèvent pas du système d'assurance chômage, ne bénéficient pas de ce que l'on appelle aujourd'hui l'A.R.E. (l'Aide au retour à l'emploi). Cela

signifie que, au mieux, ils bénéficient des minima sociaux. que sont l'ASS ou le R.M.I . Cela représente de l'ordre de 450 euros par mois, et on ne peut pas déceimment dire qu'il y a aujourd'hui dans ce pays des millions et des millions de personnes qui acceptent volontairement de vivre avec cette somme ! C'est une marque de mépris d'oser affirmer ça, qui est absolument colossale !! Toutes les études montrent non seulement que le niveau de vie des chômeurs est particulièrement faible à cause de ces montants d'indemnisation très faibles, mais elles montrent aussi que les chômeurs n'ont qu'une seule préoccupation qui est de retrouver un emploi !. De ce point de vue-là, toutes les thèses ultra-gauche sur la fin du travail sont des thèses intellectualistes mais qui ne parlent pas de la réalité concrète : la volonté des chômeurs de reprendre un emploi non seulement pour gagner plus mais aussi pour se sentir « utiles au monde ».

La volonté de travailler : on peut mettre ça en parallèle avec le fait que, finalement, la société aujourd'hui, face à ce drame social qu'est le chômage, consacre très peu de ressources pour indemniser les chômeurs. Les chômeurs, ce sont des millions et des millions de personnes. Les Rmistes, c'est plus d'un million d'allocataires, plus de 2 millions de bénéficiaires au total avec leur famille. En fait, quand on regarde les sommes que ça représente en terme d'indemnisations, c'est particulièrement faible. Il faut savoir que la somme des différentes allocations chômage entendue au sens large (ARE, ASS mais aussi RMI) représente de l'ordre de 10% seulement des dépenses de protection sociale, 3% du PIB. En fait, on a des millions de personnes qui vivent avec ces filets de sécurité, vraiment minimaux pour le coup, mais il faut savoir que ça représente peu de choses ! La question

qu'il faut poser serait, au contraire, celle de la revalorisation de toutes ces allocations Aujourd'hui on est dans la procédure inverse puisque la nouvelle convention U.N.E.D.I.C. qui a été signée va, au contraire, aboutir, au 1er janvier 2004 à une baisse absolument drastique des droits des chômeurs...

Pascale Fourier : Rocard disait dans Le Monde du 19 juin, dans un article absolument remarquable à tous points de vue, que finalement le capitalisme avait gagné, qu'on était dans une économie mondialisée sans frontières, qu'il fallait en prendre acte, et que ses petits camarades de gauche devraient bien le faire. Est-ce qu'effectivement le fait qu'il y ait cette économie mondialisée ne nécessite pas obligatoirement le fait de renoncer à cet Etat Social que vous défendez depuis déjà deux émissions ?

La mondialisation ou le dessaisissement du peuple.

Christophe Ramaux : Je ne sais pas si l'article de Michel Rocard était remarquable. Il était remarqué. Bon la mondialisation... Je vais peut être prendre les auditeurs à rebrousse poils, mais ça va les réveiller... Je fais partie de ceux qui considèrent que la mondialisation, est d'abord, à nouveau, quelque chose qui joue sur le registre des représentations. C'est-à-dire que, ce qui est en jeu à travers la mondialisation, c'est une certaine représentation qu'on cherche à instiller dans le corps social, dans les têtes de chacun. Et c'est pour ça, je vais à la conclusion avant de développer, que je suis contre la mondialisation. Quel est l'enjeu ? Ce qu'on cherche à instiller dans les têtes de chacun, à travers la mondialisation, c'est l'idée que les principales décisions,

en matière économique et sociale sont prises dorénavant d'emblée à l'échelle du monde. C'est-à-dire qu'on laisse entendre que le sort de chacun, le sort immédiat de chacun, se joue quotidiennement d'abord et avant tout à l'échelle du monde. Si on y réfléchit bien cette trame-là, ça aboutit à quoi ? Elle aboutit, nécessairement à dessaisir le peuple. Parce que le peuple, à cette échelle-là, à l'échelle du monde, n'a, par construction, aucune prise !! Par définition ! Il y a que de joyeux zozos, doux rêveurs là pour le coup, qui parlent de " citoyenneté mondiale ". "...on pourra y revenir, mais enfin... Ce sont des thèses qui ne tiennent pas compte du fait que pour que le pouvoir du peuple puisse s'exercer, il faut qu'il existe un cadre institutionnel dans lequel il puisse se déployer. Il n'y a pas de citoyenneté mondiale tout simplement parce que pour être citoyen, il faut vivre en république. La citoyenneté, ce n'est pas un sentiment. J'ai des amis qui se disent citoyens du monde... Mais je leur dis toujours : " Mais la citoyenneté, si on la prend au sens fort, si l'on prend la citoyenneté au sérieux, n'est pas un sentiment !! ". C'est la république qui institue les citoyens. Si on ne vit pas en république, on n'est pas citoyen, et comme il n'y a pas de république mondiale, il n'y a pas de citoyenneté mondiale. Il peut y avoir des contre-pouvoirs, le travail des ONG, des associations, qui sont tout à fait utiles, il ne s'agit pas du tout de nier ça, ni de nier la nécessité de politiques internationales. Mais ce qui est en jeu à travers la mondialisation, c'est autre chose.

C'est un peu complémentaire à la notion de risque dont je parlais la semaine dernière. Avec le risque, le MEDEF essaie en permanence de véhiculer une représentation de l'insécurité généralisée. Quand on a une population

insécurisée, on a une population docile - la mondialisation, est parfaitement complémentaire de ce point de vue. Avec la mondialisation, on laisse entendre aux citoyens qu'ils n'ont plus aucun pouvoir ! Et donc on revient sur l'idée du pouvoir du peuple, à travers l'élection de ses représentants. C'est tout cela qui est en jeu à travers la mondialisation. Et c'est pour ça que je n'hésite pas à me prononcer contre la mondialisation. Dit autrement : je ne suis pas altermondialiste, -je sais que c'est un terme particulièrement à la mode dans la gauche critique -, je suis internationaliste ! Je suis pour des politiques internationales sur toute une série de domaines. Mais la notion d'altermondialisation, c'est une notion qui, quelque part, conforte cette idée, qui est une idée du capital de mon point de vue, selon laquelle les principales décisions se prennent à l'échelle du monde, c'est-à-dire à une échelle où, par définition, le peuple n'a aucune prise.

Pascale Fourier : Mais alors , vous appelez quoi ??? Le retour des nations.... ??

Prisonniers de la conception ethniciste de la Nation du FN?

Christophe Ramaux : Oui, tout à fait. Dans le mouvement altermondialiste, surtout en France peut-être, il y a une grande confusion intellectuelle sur la question de la Nation. Je vais à l'essentiel tout de suite. Ma conviction, c'est qu'aujourd'hui il y a une partie de la Gauche qui est prisonnière du schéma intellectuel du Front National sur la question de la nation, c'est-à-dire qu'ils pensent la question de la nation exactement de la même manière que le Front National. Et comme, à juste titre cette

gauche-là n'aime pas le Front National, eh bien elle rejette la nation. Qu'est-ce qui est en jeu dans tout ça ? La conception du Front National de la nation, c'est quoi ? C'est l'idée de référer la nation aux origines, au sang, à la religion, à l'ethnicisme pour aller vite. Donc, c'est une conception raciale de la nation. Bien entendu, je suis opposé à cette vision des choses.

Mais la nation comme toute construction politique, - et c'est une construction politique - , peut s'investir d'un contenu différent. A cette conception ethniciste du Front National, je pense qu'il est nécessaire d'opposer une autre conception, qui est une conception citoyenne, qui est l'idée que la nation repose sur la citoyenneté. C'est pour cela d'ailleurs qu'il est important de ne pas dissocier les deux. La nation repose sur la citoyenneté, ça veut dire quoi ? Ça veut dire que celui qui vit sur un territoire donné, dès lors qu'il vit en république - encore faut-il qu'il vive en république, ce n'est pas gagné bien entendu, c'est un combat toujours à recommencer - mais dès lors qu'il vit en république, dès lors qu'il vit sur un territoire où existe une république, eh bien il est citoyen de cette république. Et en étant citoyen de cette république, par-delà ses origines, qu'il s'appelle Mohammed, Mamadou ou Arthur , en France, eh bien il doit être citoyen français au même titre que moi. Totalement au même titre que moi.

Nation, République et Histoire...

Cela ne veut pas dire d'ailleurs qu'il n'y a pas une certaine dialectique entre la conception culturaliste de la nation et cette conception citoyenne. Quelle est cette dialectique ? Comme je viens de l'indiquer, je fais partie

de ceux qui défendent une conception citoyenne de la Nation par opposition à la conception raciale, ethniciste, culturaliste de la Nation qui est portée par l'extrême-droite et dont est prisonnière, à mon avis, une partie de la gauche critique, ce qui la conduit à rejeter la nation. Mais il y a une dialectique entre les deux. Pourquoi ? Parce que les républiques ne tombent pas du ciel ! La République, c'est la démocratie forte, si vous voulez ; c'est l'idée que le pouvoir revient au peuple, à travers notamment la possibilité d'élire ses dirigeants. Cela pose certes beaucoup de problèmes, il y a des problèmes de bureaucratie, etc. Mais peu importe ! Il y a quand même cette boussole qui est l'idée que le pouvoir doit revenir au peuple . C'est le principe : " un homme, une voix " et non pas " une action, une voix " comme le propose le capitalisme actionnarial aujourd'hui. Pourquoi il y a une certaine dialectique ? Parce que les républiques ne tombent pas du ciel, elles sont nécessairement inscrites dans des territoires. Ces territoires ont été marqués historiquement par leur cortège de guerres, y compris avec leur volet ethniciste, mais tout l'enjeu justement, c'est cela, c'est de savoir porter cette histoire, - ça ne veut pas dire l'assumer en bloc, mais savoir porter cette histoire pour donner un autre sens à la vie en commun sur ce territoire.

On peut prendre le problème par un autre sens. La nation citoyenne repose sur le pouvoir du peuple. Mais pour que le pouvoir du peuple puisse s'exercer, il faut un langage commun. Le pouvoir du peuple, cela suppose qu'il y ait une délibération politique, cela suppose de la démocratie politique. Et pour qu'il y ait démocratie, il faut qu'il y ait un langage commun. Et donc de facto, cela suppose bien souvent, concrètement, une langue commune. Il y a

quelques pays, par exemple si l'on prend l'Algérie avec les Kabyles, où il y a un sentiment d'appartenance national commun, y compris aux kabyles ; les Kabyles sont fiers d'être Algériens. Mais si on excepte ce pays-là et quelques autres, en fait, on se rend compte que faire fonctionner une démocratie avec plusieurs langues c'est quelque chose de très compliqué, tout simplement parce que la démocratie, cela suppose de la délibération. Et donc là, on est bien renvoyé à un volet « culturaliste ». Donc il y a bien une dialectique entre les deux. Je suis un républicain, mais pas un républicain abstrait. Il faut savoir ancrer la république en chair et en os dans des territoires donnés par l'Histoire. L'enjeu cependant, c'est de savoir quelle est la boussole ? Est-ce que la boussole, c'est le pouvoir des hommes, par-delà leurs origines, par-delà le legs historique, ou est-ce que c'est une conception ethnociste de la nation ? Et je reste persuadé que ceux qui embrassent la mondialisation, y compris au nom de l'altermondialisation, quelque part ont un profond mépris de la Nation pour la bonne et simple raison, je l'ai déjà dit, qu'ils sont prisonniers du schéma intellectuel du Front National.

Pascale Fourier : J'ai suivi avec passion, Christophe Ramaux, ce que vous disiez, parce que ça chamboulait un peu les représentations qu'on pouvait avoir. Mais j'aimerais bien qu'on essaie de faire un pont rapide entre, finalement, Etat Social et Etat-Nation. Quel lien entre les deux, quelle nécessité peut-être d'un lien entre les deux ?

L'Etat-Nation, fondement politique de l'Etat Social

Christophe Ramaux : Le lien, il est organique, il est

direct !! L'Etat Social, on l'a vu la semaine dernière, c'est au moins quatre piliers : services publics, droit du travail, protection sociale, et des politiques économiques interventionnistes pour soutenir notamment les créations d'emplois... L'Etat Social, c'est ce qui donne la cohérence à ces quatre piliers , ce que je propose d'appeler la Révolution du XXème siècle, celle qu'il nous a légué quelque chose en positif, c'est-à-dire qui existe toujours aujourd'hui, même si depuis 20 ans tout ceci est grignoté par les néo-libéraux. Mais il y a de beaux restes ! Et l'Etat-Nation, ce n'est rien d'autre que le fondement politique de l'Etat Social. Tout ceci s'explique aisément, à partir du moment où l'Etat-Nation, républicain, je ne parle pas des Etats-Nations ethnicistes, mais à partir du moment où l'Etat-Nation repose sur des principes républicains, c'est-à-dire le pouvoir du peuple, on conçoit que le peuple ait réussi à imposer, notamment à travers les élections, la constitution progressive d'une série de garanties sociales qui forment ce qu'on peut appeler aujourd'hui l'Etat Social. Il y a donc un lien direct entre les deux, historiquement. Et il y a un lien direct entre les deux aujourd'hui. Le capital n'a de cesse d'agiter la mondialisation comme une contrainte, indépassable, pour détruire l'Etat Social. Il a compris, de son point de vue, que pour casser l'Etat Social, il fallait remettre en cause son fondement politique, c'est-à-dire l'Etat-Nation républicain. Ce qui est en jeu à travers la mondialisation, c'est d'abord cela. On pourrait évoquer les réponses que l'on peut apporter par rapport à ça. Moi j'ai dit tout à l'heure que j'étais pour l'internationalisme, mais que j'étais contre la mondialisation. Donc je suis pour faire rebondir, au contraire, l'Etat Social alors que les libéraux proposent de le réduire, de l'abattre.

Une Europe vraiment sociale: le principe de faveur

Mais il y a une autre dimension, qui est, par exemple, l'échelle européenne. Je pense qu'à l'échelle européenne, ce qui est en jeu aujourd'hui - et on va le voir dans les prochains mois notamment avec le débat sur la Constitution -, c'est comment à la fois construire l'Europe, - car je suis favorable, bien entendu, à la construction européenne - sans que ça se traduise par une régression en matière d'Etat Social. Et là, le mot d'ordre « vive l'Europe sociale » ne peut suffire ! Construire l'Europe sociale, ça ne peut pas se faire si on n'accepte pas de considérer que, pour les pays les plus développés en matière sociale, notamment la France, mais aussi l'Allemagne et les pays scandinaves par exemple, le socle du droit social, doit rester le droit national ! A l'échelle européenne, construire l'Europe sociale, ça ne peut être que deux choses étroitement liées : c'est d'abord empêcher les pratiques de dumping social, et puis permettre la convergence par le haut des pays les moins avancés, sachant qu'avec l'élargissement aux pays de l'Europe de l'Est, il y a des écarts de revenus par tête d'habitants qui sont absolument colossaux. Donc on ne pourra pas demain imposer le SMIC français... quand je dis demain c'est pour plusieurs décennies. On ne pourra pas avoir en Lituanie, en Bulgarie, l'équivalent du SMIC français avant plusieurs décennies; il faut être lucide de ce point de vue-là, ce n'est pas possible. Donc qu'est-ce qu'il faut faire ? Eh bien, par exemple, il faut construire un droit social européen, mais qui ne se substitue pas au droit national, c'est-à-dire, qui ne se substitue au droit national que s'il apporte un plus. Ca veut dire quoi par exemple concrètement ? Ca veut dire que les travailleurs français ou allemands, il ne faut pas leur mentir. Il ne

faut pas leur dire que grâce à l'Europe, ils vont avoir des droits en plus : ça, c'est faux ! Dans peut-être quelques domaines peu défrichés : la lutte contre les discriminations par exemple (et encore on a vu ce qu'on a pu introduire en France ; au nom de l'égalité Homme-Femme, on a banalisé le travail de nuit). En dehors de terrains peu défrichés par le droit national, il faut avoir conscience du fait que l'Europe peut apporter beaucoup aux travailleurs français. Elle peut apporter le fait qu'on construise une Europe sans qu'il y ait de dumping social de la part des pays les moins avancés. C'est déjà beaucoup en terme de risques de délocalisations, etc. Mais au-delà de ça, le droit social européen n'apportera aucune règle substantive qui apportera un progrès pour le travailleur français ou allemand. Donc il est important pour tous ces travailleurs de dire que le socle du droit social reste le socle national. Si vous voulez, dit autrement, il faut que les directives européennes en matière de droit social ne s'appliquent que si elles apportent un plus pour les travailleurs. C'est ce qu'on appelle, -un grand principe du droit du travail en France -, le « principe de faveur » qui est l'idée qu'une règle ne s'applique que si elle apporte un plus pour les travailleurs.

Pascale Fourier : Eh bien là j'ai qu'une seule envie, c'est de retrouver Christophe Ramaux tout bientôt, malheureusement ce sont les vacances, donc on ne va pas pouvoir... Peut-être en Septembre... En attendant, bonnes vacances à tous, ... et puis à la rentrée !

**... à son intégration dans
les faits, et dans les têtes.**

L'idéologie libérale s'est
inscrite dans les faits...
Des bouleversements ont
eu lieu dans l'organisation
de l'économie mondiale -
touchant tant le Sud que
le Nord- , européenne,
française. Mais elle a
aussi gagné dans les
institutions européennes,
et dans nombre des têtes
des élites socialistes, ce
qui concourt aux succès de
ses thèses et à leur
imposition...

Emission du 2 août 2001 - émission 1

Quels sont les traits caractéristiques de la mondialisation dite « libérale » ?

avec **Dominique Plihon**,
professeur d'économie à l'Université Paris-Nord,
membre du Conseil scientifique d'Attac.

Pascale Fourier : Dominique Plihon, vous êtes professeur d'économie à Paris-Nord, et vous allez publier en Octobre un livre qui s'appellera Le nouveau Capitalisme. Vous avez également participé à de nombreux livres sur la finance mondiale. La première question, le premier point qui m'interroge plus que tout, concerne la mondialisation : à quoi renvoie en fait ce mot?

Le terme « mondialisation » recouvre trois phénomènes

Dominique Plihon : Quand on parle de mondialisation, on fait allusion à trois phénomènes :

- la mondialisation des échanges commerciaux (les échanges de biens et de services à travers le monde),
- la mondialisation des capitaux (c'est-à-dire le fait que l'argent peut circuler avec une grande facilité aujourd'hui à travers le monde, dans tous les pays),
- et enfin le développement mondial croissant des grandes firmes, celles que l'on appelle les multinationales.

Pascale Fourier : Mais est-ce que la mondialisation est,

comme je l'entends dire au travers des médias, le point d'aboutissement inéluctable de l'évolution économique ?.

La mondialisation, réponse à la crise du capitalisme de la fin des années 70

Dominique Plihon : Non, cette évolution n'est pas naturelle. En fait, la mondialisation, et quand je dis « mondialisation », je parle de la mondialisation actuelle qui est la mondialisation libérale, cette mondialisation-là est le fruit de décisions politiques, de choix idéologiques mus par des intérêts économiques bien précis. La mondialisation libérale, on peut la dater de la fin des années 70, au moment où le capitalisme était en crise. Le capitalisme était en crise parce qu'il y avait :

- une chute des taux de profit des entreprises,
- de l'inflation, qui a été exacerbée par les chocs pétroliers de 1974 et de 1979,
- et un partage des richesses dans l'économie qui était relativement favorable aux salariés qui, à l'époque, étaient dans une position de rapport de force relativement en leur faveur.

Tout ceci, évidemment, ne plaisait pas vraiment aux grandes entreprises.

Pascale Fourier : Mais quand vous dites que la mondialisation est la suite d'un choix politique qui répondait à des difficultés, à la limite, c'est bien que cela ce soit passé comme cela : c'est une nécessité effectivement!...

Restaurer le taux de profit

Dominique Plihon : Il y avait besoin d'assainir l'économie

qui, effectivement, connaissait des problèmes graves en terme de croissance ralentie, d'inflation. Mais, en fait, ce qui c'est passé, c'est que ce sont les détenteurs de capitaux qui voyaient la rentabilité de leurs investissements baisser qui ont fait pression pour redresser la situation.

Pascale Fourier : Et ils ont fait comment ?

Des mesures sous-tendues par une croyance

Dominique Plihon : Au tournant des années 70, il y a eu un sommet de ce que l'on appelle le G7, groupe des 7 principaux pays industrialisés, groupe dominé par les Etats-Unis de Reagan et la Grande-Bretagne de Thatcher. L'idée était de briser le rapport de force qui avait été favorable aux salariés jusque-là, pour restaurer l'avantage aux détenteurs de capitaux. Et en fait, derrière tout cela, il y a une approche idéologique que nous appelons le « néo-libéralisme », c'est-à-dire l'idée qu'il faut faire reculer absolument l'emprise de l'Etat, des syndicats, des salariés en général, parce que du point de vue des entrepreneurs, des grandes entreprises en particulier, tous ces intérêts sociaux, économiques de l'Etat et des salariés brisaient la liberté des entreprises.

Et donc, on a décidé de prendre des mesures : il fallait

- restaurer la concurrence,
- libéraliser les mouvements de capitaux, donc supprimer le contrôle des capitaux,
- libéraliser le commerce, supprimer les barrières douanières, par exemple,
- de manière générale, faire reculer l'emprise des Etats, par exemple en faisant baisser les impôts, en allégeant

les prélèvements obligatoires, en privatisant les entreprises - en rendant les entreprises au privé donc - , en réduisant d'une manière générale l'ensemble des services publics ...

Pascale Fourier : Quels sont les bienfaits attendus de cela ?

Dominique Plihon : L'idéologie libérale nous dit que, à partir du moment où le marché règne en maître dans l'économie, à partir du moment où les intérêts individuels sont ceux qui priment sur les intérêts collectifs, on aboutit à un ordre dans lequel la somme des intérêts individuels permet - j'emploie un mot d'économie - de " maximiser l'intérêt collectif ". Ca, c'est l'idéologie libérale.

Pascale Fourier : Tout à l'heure, vous disiez que la mondialisation permettait de restaurer les profits des entreprises ... je n'ai pas très bien compris en quoi...

Recul de l'Etat et reprise en main du salariat.....

Dominique Plihon : Je dirais qu'il y a deux idées à retenir à ce sujet-là qui me semblent importantes.

C'est premièrement que la mondialisation, c'est le recul de l'Etat, donc le fait de donner aux entreprises plus d'importance, plus de libertés pour faire ce qu'elles veulent en quelque sorte, et donc ce qu'elles veulent par exemple dans les politiques salariales. On organise une situation dans laquelle le rapport de force devient nettement plus favorable aux patrons par rapport aux salariés et aux organisations syndicales ; la maîtrise des

coûts salariaux, principale charge pour les entreprises, est donc rendue beaucoup plus facile. L'Etat recule dans son rôle de régulateur et laisse le champ libre aux entreprises... En effet, dans la période antérieure, il y avait trois grands partenaires dans l'économie :

- l'Etat,
- les salariés et les organisations syndicales qui les représentent,
- et les entreprises .

L'Etat était là pour réguler, pour créer une situation d'équilibre, soit par la loi, soit par des interventions directes entre les salariés et les entreprises - notamment réguler ce qu'on appelle le rapport capital/travail. L'Etat reculant et décidant de laisser la main aux entreprises, celles-ci ont occupé le terrain et ont pris désormais un ascendant plus grand sur les salariés, les organisations syndicales qui n'avaient plus la protection ou l'aide de l'Etat en quelque sorte pour créer un rapport de forces à peu près équilibré. La mondialisation, c'est aussi l'ouverture des frontières... et, à partir du moment où l'on ouvre les frontières, un impératif devient majeur: la compétitivité. Cette compétitivité, imposée par la mondialisation, a été utilisée par les entreprises comme un argument pour peser sur les coûts salariaux, pour remettre en cause un certain nombre d'avantages sociaux qui coûtaient aux entreprises, et donc la mondialisation, de ce point de vue-là est un instrument extraordinaire, un argument tout à fait puissant aux mains des entreprises face aux salariés.

Recul de l'Etat et colonisation de nouveaux espaces par l'entreprise

La deuxième raison pour laquelle la mondialisation et les nouvelles politiques mises en place par les pouvoirs publics favorisent l'entreprise est la suivante : dans la mesure où l'Etat recule, il va donner un espace plus grand aux entreprises qui vont désormais coloniser d'autres espaces de l'économie, de la société ... et c'est notamment les privatisations. Donnons un exemple : l'eau, par exemple, qui avant était essentiellement un bien produit par des régies municipales, gérées et contrôlées par des autorités publiques, est désormais privatisée. Vivendi a fait et fait toujours aujourd'hui une grande partie de sa fortune sur le commerce de l'eau, dont le prix, soit dit en passant, a augmenté dans des proportions vertigineuses. Or l'eau - et ça sera d'ailleurs un débat je pense de ce vingt et unième siècle qui commence - peut être considérée comme un bien public. Et donc on peut se poser la question de savoir pourquoi on a laissé des groupes privés, dont le seul objectif est de faire du profit, s'approprier ce qui est un bien public international.

Pascale Fourier : Je suis peut-être un peu monomaniacque, mais vous dites que la mondialisation s'est mise en place au départ pour assurer la restauration des profits : la mondialisation n'était-elle donc vraiment pas une nécessité?

La mondialisation, une réponse nécessaire?

Dominique Plihon : La mondialisation n'était absolument pas une nécessité de ce point de vue-là: les profits baissaient, mais ils n'étaient absolument pas catastrophiques. Simplement les détenteurs de capital financier se sont dit, à un moment donné : " Il faut que

ces profits arrêtent de baisser ; nous sommes dans un rapport de forces, international notamment, qui ne nous est pas très favorable ; il faut inverser la machine et créer un rapport de forces beaucoup plus favorable aux grands groupes multinationaux, notamment pour qu'ils restaurent leur compétitivité ". Et aujourd'hui nous sommes dans une situation où tous les grands groupes - je parlais de Vivendi, mais on peut en citer bien d'autres - sont des groupes qui réalisent des niveaux de profits jamais vus ou très peu vus dans l'Histoire. Ils ont donc complètement gagné leur pari. Et aujourd'hui on peut même dire qu'il y a des surprofits, c'est-à-dire que les profits vont bien au-delà de ce qui serait, dans un régime capitaliste, jugé normal pour la rémunération du capital.

Emission du 12 décembre 2003 - émission 69

Que s'est-il passé à la fin des années 70 au niveau économique ?

avec **Gérard Duménil**,
Directeur de recherche au CNRS

Pascale Fourier : Dans les années 1970/80, on a eu l'impression que la machine déraillait ; à l'époque, on nous parlait de " la crise ". On avait plus ou moins lié cela au choc pétrolier, du moins à une certaine période. Et puis, les économistes que j'ai interviewés ici m'ont parfois parlé de " crise structurelle ", sans trop m'éclairer sur ce que cela pouvait être ; d'autres parlent de " fin du modèle des 30 glorieuses "... Finalement, que s'est-il passé?

Milieu des années 70, une détérioration de la situation économique: ses caractéristiques.

Gérard Duménil : Il ne faut pas idéaliser les premières décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, mais les choses ne se passaient pas trop mal au niveau de la croissance. Tout n'était pas rose pour tous, surtout dans le monde en général... Au milieu des années 1970, les choses se détériorent soudainement. Je ne discute pas, pour le moment, des raisons de cette détérioration, j'essaie simplement de voir de quoi il s'agit.

C'est d'abord un ralentissement de la croissance, lié à la

diminution de l'investissement, c'est-à-dire de ce que les entreprises sont prêtes à ajouter tous les ans à leurs potentiel productif en construisant de nouveaux édifices, en achetant de nouvelles machines, tout ce qui va permettre de produire véritablement. On peut dire aussi l'"accumulation". Le taux de croissance va chuter en l'espace de quelques années. On observe un très fort ralentissement de ce point de vue. De plus, l'activité économique devient plus instable, les récessions, plus nombreuses. C'est aussi une période dans laquelle va se développer graduellement une inflation qui ira en s'accéléralant, donc une hausse des prix, et surtout une vague de chômage.

Cela dépasse le cadre de la France (je parle surtout des "pays du centre", soit des autres pays européens et des Etats-Unis), En France, entre 1975 et 1985, se développent des vagues d'inflation et de chômage, dites "structurelles". Ce sont des nouvelles tendances qui se créent : un véritable changement de cours. Les taux de chômage vont atteindre 10% : c'est quelque chose de tout à fait nouveau puisque l'on sort d'une période de plein emploi ! Il y a donc véritablement un train qui déraile. On entre dans une nouvelle phase.

Une « crise » dont on sort dans la première partie des années 80

Jusqu'à quand cela va-t-il durer ? Ce n'est pas très facile à dire, mais il faut prendre conscience du fait que cette crise structurelle ne se prolonge pas jusqu'à maintenant. Dans la première partie des années 1980, certains symptômes indiquent une sortie de crise. La lenteur de la croissance et le chômage vont durer, se perpétuer, mais

à partir d'autres mécanismes. Les mécanismes dont nous parlerons plus tard ne sont plus les mêmes véritablement. Certains pourraient dire d'un pays comme la France : " On est en crise depuis le milieu des années 1970! " ... C'est une vision trop simple... Ce n'est plus de crise dont il s'agit, mais d'un nouvel ordre social.

Pascale Fourier : Et en ce qui concerne la crise structurelle des années 70, à quoi était-elle due ? Au prix du pétrole qui aurait tout fait craquer ?

Les causes de la crise de la fin des années 70

Ralentissement de la productivité du travail

Gérard Duménil : Le prix du pétrole a été une petite chose, un événement dans une évolution beaucoup plus longue et plus profonde. Essentiellement, cela a à voir avec le progrès technique, le changement technique. Ce sont des notions un peu compliquées. Il s'agit d'abord du progrès de la productivité du travail. La productivité du travail, c'est ce qu'un travailleur moyen est capable de produire en une heure. Mais, pour produire, il ne faut pas simplement du travail : il faut aussi des machines, des équipements. Il est donc également important de s'interroger sur la quantité de produits que l'on peut fabriquer avec une machine moyenne. On peut dire « productivité du travail » et « productivité du capital ». Le capitalisme peut entrer dans des évolutions caractérisées par un progrès de ces variables, plus ou moins rapide, ou connaître une détérioration de ses performances. Cette question du changement technique est centrale pour comprendre ce qui s'est passé. Avec le début des années 1970, on entre dans une période où se

manifestent des évolutions défavorables. Par exemple, la productivité du travail poursuit sa croissance, mais plus lentement... Cela veut dire que pour produire une même quantité de biens, au fil des années, on continue à économiser, mais on économise comparativement moins de travail chaque année. Par ailleurs, pour obtenir ces petites économies de travail, il faut investir beaucoup : il faut acheter des machines qui sont lourdes, des machines de prix élevé.... Tout cela coûte cher aux entreprises...

Chute du taux de profit

C'est cette détérioration du cours du changement technique qui va dérégler cette dynamique de progrès. Elle va se matérialiser dans la chute de la rentabilité du capital, la chute du taux de profit. Le taux de profit est une variable clé dans le système où nous vivons. La question est : si une entreprise investit 1 million d'euros, combien va-t-elle gagner, combien va-t-elle faire de profit en fin d'année : 50.000 euros, 100.000, et on va comparer cette somme à ce que l'entreprise a avancé. Y aura-t-il un taux de profit de 5% ou de 10% ? Pour parler simplement, il s'agit de la « capacité à gagner de l'argent » quand on a investi son argent dans une entreprise. Ce taux est important dans la production capitaliste parce que, si les entreprises font beaucoup de profit, elles ont la capacité d'investir davantage, du moins en règle générale... La trésorerie est à l'aise car l'argent rentre. Lorsque l'on gagne ainsi facilement, on est dans une sorte de situation d'aisance. Cela permet aux entreprises d'être ambitieuses, de croître et de se gérer dans un certain calme, sans être mises constamment sous tension, je veux dire sans s'endetter à

court terme à la banque, sans avoir un découvert, par exemple. Cette variable qu'est le taux de profit a commencé à diminuer après la Seconde Guerre mondiale. Ce mouvement s'est accéléré au cours des années 1970 et a été le facteur essentiel de l'entrée en crise.

Pascale Fourier : Vous parliez tout à l'heure des progrès techniques et vous disiez qu'ils étaient plus lents au cours des années 1970 qu'avant : pourquoi ?

Causes du ralentissement des progrès techniques
--

Gérard Duménil : C'est une question difficile. Les premières décennies de l'après-guerre ont été des années particulièrement favorables. Cela est lié à des changements historiques qui se sont produits au début du siècle, d'abord aux Etats-Unis. Je dis " progrès technique " pour simplifier, mais en fait, c'est beaucoup plus que cela. Ce n'est pas étroitement de technique qu'il s'agit, mais aussi d'organisation des entreprises, d'une certaine manière, de leur gestion. Ce sont des transformations qui se sont mises en marche aux Etats-Unis au début du XX^e siècle, ce qu'on a appelé " la révolution managériale ". Ces changements ont conduit à une nouvelle organisation des entreprises, porteuse d'une nouvelle efficacité, avec le développement des cadres et des employés qui sont des gens dont le travail est justement de faire tourner correctement les entreprises. Ce mouvement n'a pas vraiment été interrompu par la crise de 1929 : cette crise a, à l'inverse, abouti à l'élimination des fractions les plus retardataires du système productif. Après Seconde Guerre mondiale, on est entré dans une situation très

favorable à ce point de vue.... On a tiré les bénéfices de cette transformation pendant 20 à 30 ans, mais ils se sont graduellement amenuisés. Ce nouveau type d'organisation qui, au départ, s'était mis en place dans des secteurs très particuliers de l'économie, s'est généralisé à l'ensemble de l'économie et graduellement, en s'étendant, il a progressivement perdu de ces capacités.

Pascale Fourier : Vous me parliez tout à l'heure de la chute des taux de profits. Il y a beaucoup d'économistes qui disent que c'est à cause des salaires. Est-ce vrai ? C'est en tout cas ce que j'ai lu...

Une chute du taux de profit liée à des salaires excessifs?

Gérard Duménil : La cause fondamentale de cette transformation a été, comme je le disais, la diminution des performances du progrès technique. La croissance du salaire, ou plutôt la croissance du coût salarial car il faut ajouter toutes les cotisations, a été contrôlé immédiatement, extrêmement rapidement ; dès la récession de 1975 en France par exemple, on a vu le taux de croissance du salaire diminuer considérablement : les gens qui travaillaient à cette époque le savent bien. Il a été un peu plus difficile de prendre le contrôle des charges sociales parce qu'elles répondent à des déterminants institutionnels : des choses comme des dépenses de santé ou les retraites ont leur dynamique propre. Mais finalement, le contrôle a été pris de l'ensemble de ces coûts. Le raisonnement qui impute la chute du taux de profit au salaire tente de faire croire qu'il y a eu une première période où le salaire croissait

lentement et où le taux de profit se maintenait ; la croissance plus rapide du salaire aurait ensuite déréglé cet équilibre. C'est tout l'inverse : il y a eu une première période où le coût salarial et les protections sociales croissaient très rapidement, et le taux de profit se maintenait. Cette dynamique de progrès a été déréglée par le fait que les performances du progrès technique se sont détériorées. Comme je le disais, dès que cette détérioration s'est manifestée, très rapidement, un contrôle de la croissance du salaire a été pris. Bien davantage qu'une cause, le rythme de croissance des salaires a été un effet de ces mouvements. Mais cette prise de contrôle rigoureuse de la croissance du salaire n'a pas suffi pour enrayer la chute du taux de profit, car les performances du progrès technique se sont détériorées très profondément. Le chômage a joué un rôle énorme dans le contrôle du salaire, mais les résultats obtenus n'ont pas suffi pour arrêter complètement cette diminution du taux de profit. C'est dans ce sens-là qu'il faut voir les choses et pas à l'inverse !

Pascale Fourier : Ce ne sont donc pas les salariés qui, étant en position de force au tournant des années 1970, ont tout fait capoter ?

Gérard Duménil : Non. La croissance des salaires ne s'est pas accélérée : il y avait un progrès de la productivité du travail, il y avait un rythme de croissance des salaires dans des conditions favorables de changement technique, et les choses se passaient globalement bien. Elles se sont graduellement détériorées, mais, quand on examine les données, on voit que cette détérioration vient du côté de la technique : il a fallu ajuster la

croissance du salaire. Cela s'est fait rapidement, comme je l'ai dit. Ce n'est pas une accélération de la croissance du coût salarial qui aurait produit le changement des performances de l'économie après la Seconde Guerre mondiale, dans les années 1970.

Pascale Fourier : A cette époque, la situation était donc terrible: le taux de profit chutait, et c'était très ennuyeux pour l'investissement... Comment a-t-on fait pour faire repartir la machine, si tant est qu'elle soit repartie ?

Une réponse à la crise: le blocage des salaires

Gérard Duménil : Eh bien justement, elle n'est pas véritablement repartie. Si vous examinez les taux de croissance en France et même aux Etats-Unis, vous voyez qu'il y a une diminution importante de ceux-ci : l'investissement a considérablement baissé, la croissance annuelle de tous ces équipements dont disposent les entreprises pour produire s'est fortement ralentie. Cela ne veut pas dire que l'économie ne fonctionne plus, cela veut dire que les résultats obtenus sont moins bons. Comment a-t-on fait pour faire marcher la machine ? On a bloqué le coût salarial par exemple. Cela a ouvert une nouvelle voie, celle suivie par nos économies dans les années 1970 et le début des années 1980, mais à un niveau d'efficacité très inférieur au niveau antérieur.

Pascale Fourier : Et à la fin des années 1970 ...

La fin des années 1970: l'entrée dans le néo-libéralisme

Gérard Duménil : A la fin des années 1970 s'est produit un changement très important : l'entrée dans le néolibéralisme, qui est un nouvel ordre social, avec des nouvelles règles de gestion des entreprises, de nouvelles institutions et politiques économiques ; on a d'abord cassé l'inflation en augmentant très fortement les taux d'intérêts ; on a défini de nouvelles règles pour l'ensemble de l'économie et de la société. Cet ordre a eu son efficacité pour certains groupes, mais il a également eu des coûts énormes pour d'autres groupes sociaux, en particulier à travers la prolongation du chômage.

Pascale Fourier : " Efficacité " : en quoi ? Et " coût " : pour qui ?

Efficacité et coûts...

Gérard Duménil : Pour ce qui est de l'efficacité, le premier élément est évidemment l'inflation. A la fin des années 1970, on avait une inflation cumulative. La première décision a été de casser l'inflation par la hausse des taux d'intérêts, quel que soit le coût de cette mesure. Par rapport à cette question de l'inflation, on peut parler de succès. Simultanément, les conditions du progrès technique ont commencé à s'améliorer, et les taux de profit ont retrouvé une tendance à la hausse. Le coût en a été énorme puisque cela a prolongé le chômage, perpétué la croissance lente au-delà de la crise !

Le néolibéralisme, par ses mécanismes, va permettre de drainer les ressources vers certaines catégories sociales : à travers des taux d'intérêts corrigés de l'inflation très élevés, par des distributions de dividendes massives, il va accroître les revenus de

certaines catégories sociales privilégiées ; en même temps, malgré le rétablissement des conditions du changement des conditions techniques, malgré la tendance plus favorable de la rentabilité du capital dans certaines définitions, la croissance ne s'est pas rétablie. Le néolibéralisme n'est pas système d'investissement, d'accumulation soutenue du capital, et n'est pas un système de croissance. La conséquence, dans un pays comme la France, en sera la perpétuation du chômage. En terme de chômage, les Etats-Unis s'en sont mieux tirés que la France pour des raisons qui ont à voir avec les caractères du changement technique et la domination que ce pays exerce sur le monde. L'Europe est encore engagée dans un processus de rattrapage par rapport aux performances de l'économie américaine, et ce processus est très coûteux en emplois. S'il y a du chômage en France, ce n'est pas du tout à cause d'une quelconque rigidité de l'emploi, ce n'est pas non plus à cause d'une torpeur propre à l'économie française, c'est, au contraire, à cause du dynamisme du changement technique : une forte substitution de machines et d'équipements de tous genres aux travailleurs dans un contexte de croissance lente. Ainsi la France peut-elle s'ajuster graduellement aux performances du leader mondial que sont les Etats-Unis. Mais on réalise ces performances dans un système de contraction, de rétrécissement, où la croissance est constamment sacrifiée à l'efficacité.

Emission du 19 décembre 2003 - émission 70 et partie de 71

Le néo-libéralisme était-il une réponse nécessaire à la crise structurelle des années 70 ?

avec **Gérard Duménil**,
Directeur de recherche au CNRS

Pascale Fourier : Jusqu'à la fin des années 60, on pouvait parler d'un modèle fordiste-keynésien, modèle qui a prévalu pendant les Trente Glorieuses ; puis il y a eu une crise structurelle dont on a vu les tenants et les aboutissants la semaine dernière, et puis, finalement, au début des années 80, la mise en place d'un nouveau modèle qui a permis de lutter contre l'inflation essentiellement, mais, comme chacun l'aura remarqué, pas contre le chômage... Ce modèle, le « néo-libéralisme », n'a pas favorisé non plus l'investissement. En fait, quelles sont les caractéristiques du néo-libéralisme ?

Quand le néo-libéralisme s'impose à la suite de la crise des années 70

Gérard Duménil : Je voudrais d'abord dire que ce n'est pas par hasard que s'est produit ce changement d'ordre social dans le capitalisme après la crise structurelle des années 1970. Les deux choses sont liées d'une certaine façon. Pendant les années 1970 ont été utilisées les politiques keynésiennes traditionnelles de l'après-guerre. Ces politiques n'ont pas réussi à enrayer la crise : elles

ont soutenu la croissance, d'une certaine façon, mais en même temps, elles ont généré l'inflation; malgré ces politiques, le chômage commençait, de toute manière, à se développer. Le système néo-libéral s'est imposé à la faveur de cette crise.

La crise des années 70: une catastrophe pour les couches aisées

J'aborde d'abord les caractéristiques les plus connues du néo-libéralisme : on parle toujours du recours au marché, de la diminution du rôle économique de l'Etat. Mais il faut se méfier beaucoup de ce type d'idées : l'Etat ne disparaît pas avec le néo-libéralisme ; ce qui disparaît, c'est l'Etat keynésien, donc un certain nombre de pratiques de l'Etat mais pas toutes. Alors de quoi s'est-il agi ? Eh bien, je crois qu'il faut tout de suite aller au cœur des choses : la crise des années 1970 a eu des effets catastrophiques pour les couches sociales privilégiées, c'est-à-dire les familles qui possédaient une richesse financière et immobilière, mais surtout financière, sous forme d'actions, d'obligations notamment ... Cette crise a été catastrophique pour eux, en ce sens que la Bourse était très basse, les taux d'intérêt étaient peu élevés, même plus faibles que l'inflation parfois. Lorsque les prix augmentent, cela dévalorise les créances : quand les gens sont remboursés, ils ont perdu du pouvoir d'achat parce que les prix ont augmenté...

Pascale Fourier : C'est-à-dire que si je vous prête 100 francs ...

Gérard Duménil : Si je vous les rends dans 5 ans et que

les prix ont doublé, eh bien c'est dommage pour vous ! De ce point de vue-là (on l'observe très bien dans les données), on voit que le patrimoine de ces classes a considérablement diminué pendant les années 1970. Par exemple, aux Etats-Unis, on a des statistiques sur le 1% le plus riche des ménages américains, et on voit qu'avant la crise des années 1970 (depuis la guerre), ils détenaient environ 33 % de la richesse totale des ménages du pays. En l'espace de 7 ou 8 an, ce pourcentage est dégringolé à 22%. C'est une évolution extrêmement rapide. Mais, en fait, la perte de pouvoir et de revenu de ces classes sociales remonte à la crise de 1929 et à la Seconde Guerre mondiale ; la crise des années 1970, ajouta soudainement à ce recul. On peut voir dans le néo-libéralisme une réaction de ces groupes sociaux, visant à arrêter cette descente (qui n'était pas forcément un appauvrissement absolu, mais certainement un appauvrissement relatif, et tout à fait considérable) et à renverser la tendance. C'est une lutte historiquement très ancienne, il faudrait la raconter ; c'est quelque chose qui est en place depuis la crise de 1929 (aux Etats-Unis, on parle de " répression financière " pour caractériser ces premières décennies de l'après-guerre ; les intérêts financiers étaient mal traités, de leur point de vue évidemment) . Avec le néo-libéralisme, les choses vont s'arranger très rapidement : de même que les revenus relatifs des riches avaient fondu en l'espace de quelques années, ils se sont restaurés, en une vingtaine d'années, et à la fin des années 1980, ils avaient retrouvé leur niveau relatif d'avant-guerre : la Bourse était remontée, les entreprises distribuaient des dividendes élevés, les taux d'intérêt étaient très supérieurs à l'inflation.

Pascale Fourier : Et ils s'y sont pris comment ? En luttant contre l'inflation ?

Le « coup de 79 »: le coup de frein à l'inflation par la hausse des taux d'intérêts aux USA

Gérard Duménil : La lutte contre l'inflation a été un des aspects de ces transformations. Il y avait, de toute manière, quelque chose à faire. La décision qui a été prise a été extrêmement violente. On est aux Etats-Unis en 1979 ; Carter termine sa présidence et le Directeur de la Réserve fédérale américaine, la Banque Centrale, qui s'appelle Volker, va prendre (pas tout seul) cette décision de hausser les taux d'intérêt à n'importe quel niveau, pour en terminer avec l'inflation. Du même coup, cette mesure avait l'avantage énorme de rétablir les revenus des groupes sociaux aisés... Mais ce n'est qu'un aspect de la transformation qui s'est produite alors.

Les coûts de cette décision ont été énormes, notamment dans nos économies en Europe. Ils sont évidents dans les pays du Tiers-Monde ou de la périphérie. Il y a deux ans, à peu près, quelqu'un a fait une interview de Volker et lui a demandé : " Quand vous avez pris cette décision, est-ce que vous avez pensé aux conséquences que ça pourrait avoir dans le monde et, en particulier, pour les pays de la périphérie qui étaient très endettés ? ". Volker a répondu : " Non, c'était un problème américain ".

Pascale Fourier : Tout à l'heure, vous disiez que les Etats-Unis ont cherché à augmenter les taux d'intérêt pour en terminer avec l'inflation...je ne vois pas le rapport entre les taux d'intérêt et l'inflation...

Gérard Duménil : L'effet que les taux d'intérêt peuvent avoir sur l'inflation est un effet indirect. En réalité, il s'agit de frapper l'économie, de créer pour l'économie des conditions de financement difficiles ; il s'agit de restreindre le volume du crédit dans l'économie et donc, de diminuer la demande. On ne casse pas l'inflation sans casser l'économie en même temps en terme de croissance. D'ailleurs, aux Etats-Unis, comme dans les autres pays, l'instauration du néo-libéralisme a provoqué une récession très profonde (du temps de Reagan), la récession de 1982, un véritable choc pour l'économie américaine, avec des crises importantes à l'intérieur du système financier. Il s'est donc agi de couper l'oxygène à l'économie en quelque sorte. Lorsque le crédit est coupé, la demande diminue considérablement et les comportements des entreprises par rapport aux prix se modifient fortement. C'est une thérapie de choc. Elle n'est pas sélective. C'est une tactique de répression vis-à-vis de l'économie, qui va conduire les entreprises à être beaucoup plus modestes en matière de hausses de prix. Elles savent que la Banque Centrale n'accompagnera pas la hausse des prix en créant de la monnaie par le crédit, que la demande va donc diminuer. Globalement, on peut parler d'une asphyxie de l'économie dont le but est de maîtriser la demande, et finalement l'inflation. C'est un remède violent.

Une thérapie de choc qui ouvre un nouvel ordre social

Il s'agit dans ce « coup de 1979 » d'un choc, un choc thérapeutique très violent qui va ouvrir un nouvel ordre social, caractérisée par une nouvelle discipline. Car il n'y a pas que les taux d'intérêt qui sont en jeu, il y a aussi la manière de gérer les entreprises tournées désormais

vers la Bourse, les distributions très importantes de dividendes, des recherches de rentabilité très forte quel qu'en soit le coût. C'est la caractéristique du néo-libéralisme : chercher des résultats en matière de flux financiers, de rentabilité, indépendamment du coût pour d'autres catégories sociales.

Pascale Fourier : A qui profite le crime ?

Au bénéfice de qui?

Gérard Duménil : Le crime profite très clairement à ces groupes dont j'ai parlé ou, pour être plus précis, à ce que nous appelons « LA finance ». Qu'est-ce que c'est ? Très souvent, pour traiter du néo-libéralisme on parle de capitalisme financier, d'intérêts financiers. C'est un mot qui revient constamment. Nous, nous parlons de LA finance. C'est quoi, LA finance? On peut définir cette entité comme la combinaison des couches supérieures des propriétaires du capital et de leurs agents que sont les institutions financières. La propriété étant maintenant à distance de l'entreprise, séparée de l'entreprise, et plus ou moins diffuse, le pouvoir de ces couches sociales se trouve « re-concentré » dans des institutions qui peuvent être des banques ou d'autres institutions financières... On peut ainsi mentionner les grands fonds de pension aux Etats-Unis, qui ont pour fonction de regrouper des masses énormes de capitaux qu'ils sont ainsi susceptibles de brasser, de déplacer, ... Ils peuvent ainsi sanctionner les managers des entreprises s'ils ne les gèrent pas en faveur des intérêts des actionnaires ; le même mécanisme se retrouve d'ailleurs au plan mondial: ces masses de capitaux sont dirigées vers certains pays, en fonction de la manière

dont ces pays sont organisés, des politiques qui y sont mises en œuvre (ouverture des frontières, parités des taux de change, politiques de lutte contre l'inflation). Et du coup, ces caractéristiques que j'ai décrites pour les pays du centre, on les retrouve, bien entendu, dans les pays de la périphérie! C'est le cas du Mexique, par exemple, qui s'est associé étroitement avec les Etats-Unis et qui s'est pleinement ouvert à cet ordre néo-libéral. On peut parler à son égard d'un « bon élève » du néo-libéralisme et des Etats-Unis, car il a complètement transformé ses conditions de fonctionnement en accord avec le nouvel ordre social.

Pascale Fourier : Je n'arrive pas bien à comprendre... Vous avez l'air de dire que le néo-libéralisme n'est pas une évolution positive, et pourtant, quand j'écoute la radio, j'entends souvent dire qu'au contraire cette évolution est tout à fait positive, que l'inflation a baissé et que c'est une bonne chose, et que finalement l'ordre économique dans lequel on est vraiment formidable puisqu'il permet aux entreprises de produire plus, d'échanger plus, de faire des profits, de réinvestir les profits.... Je suis un peu étonnée de ce que vous dites...

Le néo-libéralisme n'est pas un mode de développement
--

Gérard Duménil : C'est une chose qu'il faut proclamer haut et fort : le néo-libéralisme n'est pas un modèle de développement ; ça n'est absolument pas un modèle de croissance. C'est une chose qu'on observe dans l'ensemble du monde, à peu d'exceptions près (la Chine et l'Inde)! On l'observe dans presque tous les « pays de la périphérie ». Reprenons l'exemple du Mexique. Ce pays,

avant les années 1980, avait des taux de croissance de l'ordre de 7 ou 8 %. Il ne connaissait pratiquement pas de récession. Malgré l'ouverture néo-libérale du Mexique, malgré son association aux Etats-Unis, malgré l'arrivée des capitaux dans des conditions que l'on sait, le taux de croissance de ce pays a été pratiquement divisé par 3 ! Il a connu une récession très grave, celle de 1994-95 ! Quant à la France, chacun peut observer les conséquences désastreuses de l'ordre néo-libéral : croissance lente et chômage...

L'exception américaine: le « long boom ».

Aux Etats-Unis, les choses se sont mises en place de la même manière, avec une forte chute de l'investissement. Mais il s'est produit quelque chose de très important, et dont il faudrait parler davantage. A partir de 1993, l'économie américaine s'est animée et est entrée dans ce qu'on appelle une période de « boom ». Rien d'extraordinaire. Le cours de l'économie est instable, de temps en temps, elle entre en récession, de temps en temps, elle s'anime, « trop » peut-on dire. Ce qui est tout à fait caractéristique de cette période, c'est que ce boom, au lieu de durer deux ou trois ans, s'est prolongé pratiquement jusqu'à la fin de l'année 2000. C'est pourquoi nous l'avons baptisé le " long boom ". Ce ne sont pas les taux de croissance qui sont extraordinaires, mais le nombre d'années d'une telle croissance. C'est un phénomène qu'il faut analyser très sérieusement, car d'un point de vue idéologique, du point de vue de justification de l'ordre néo-libéral dans la propagande, il joue un rôle très important. L'image est maintenant un peu ternie par le fait que les Etats-Unis sont entrés dans une récession, une récession en fait assez grave,

comme on peut le voir actuellement, et qui se combine avec des déséquilibres. Mais le " long boom ", en lui-même, a bien fonctionné idéologiquement. Il a servi à dire : " Regardez les Etats-Unis. Le néo-libéralisme, ça c'est véritablement le modèle qu'il nous faut suivre, tout le monde doit l'imiter " .

Pascale Fourier : Tout à l'heure vous avez dit : " Le néo-libéralisme n'est pas un modèle de développement ". C'était quand même un peu syncopé comme pensée... Vous pouvez l'expliquer ?

Le néo-libéralisme n'est pas un modèle de développement pour les pays du Sud

Gérard Duménil : Premièrement, ce n'est ni un modèle de développement, ni un modèle de croissance : les deux choses vont ensemble. Mais en disant " développement ", on pense davantage aux pays de la périphérie. C'est un fait qu'on observe, d'abord, empiriquement : les pays qui croissaient le plus rapidement, comme la Corée, par exemple, avant d'entrer dans l'ordre néo-libéral, fonctionnaient avec des systèmes qui étaient le plus radicalement à l'opposé du néo-libéralisme ; ils ont, ensuite, subi des crises très graves, liées à l'ouverture néo-libérale, notamment à la libre mobilité internationale des capitaux, et n'ont pas retrouvé leur croissance antérieure. Mais, plus généralement, on peut penser à des pays comme le Mexique, ou à l'Amérique du Sud. Le néo-libéralisme a mis un terme au développement rapide de ces pays. L'Argentine, par exemple, a changé son système en 1990. Ce pays a, effectivement, connu pendant quelques années une croissance relativement plus rapide, mais avec des déficits extérieurs importants

et des réserves de changes qu'alimentaient des capitaux étrangers... Mais on sait que ça a abouti finalement à une catastrophe. Il n'y a pas eu de succès du néo-libéralisme en terme de développement dans un quelconque de ces pays, tous les pays d'Amérique Latine ont été sanctionnés avec peut-être l'exception du Chili. Tous les taux de croissance ont été cassés. Chez nous, le terme de développement n'est peut-être pas tout à fait approprié parce que nous nous classons parmi les pays développés, mais le néolibéralisme n'est pas un système de croissance. Il ne favorise pas l'investissement.

Pascale Fourier : Eh bien, justement, quel lien faites vous entre croissance et investissement ?

Pourquoi le néo-libéralisme bride l'investissement nécessaire

Gérard Duménil : Pour croître, il faut investir. Investir, ça veut dire, acheter des machines, construire, etc... Il s'agit de s'équiper pour produire davantage. On a besoin d'investir pour croître. Pourquoi le néo-libéralisme n'est-il pas un système d'investissement ? Pour une raison très simple, qui est liée à sa fonction sociale : c'est un système dans lequel les profits des entreprises sont distribués aux couches sociales aisées. Tous les profits sortent sous la forme d'intérêts et sous la forme de dividendes. Actuellement, nous arrivons dans une situation, tout à fait exceptionnelle historiquement et qui marque d'ailleurs une contradiction du néo-libéralisme. Les entreprises distribuent tous leurs profits : dans la récession actuelle, une fois qu'elles ont payés les intérêts et les dividendes, il ne reste pratiquement rien. De manière générale on peut montrer

que les entreprises investissent en réalité ce qu'elles ne distribuent pas ; tout se passe comme si ce qui sortait des entreprises ne revenait pas. Les entreprises utilisent pour investir les profits qu'elles conservent. Et dans le néo-libéralisme, à son stade actuel, on peut dire qu'elles ne conservent rien.

Pascale Fourier : Je suis là, encore une fois, un peu étonnée... Quand j'écoute la radio, j'entends toujours dire que ce qui se passe actuellement (avec le chômage qu'on doit plus ou moins accepter, avec les salaires qu'on doit toujours laisser aussi bas) , c'est une nécessité absolue pour que les entreprises aillent bien et qu'elles fassent des profits, pour qu'elles réinvestissent ces profits et qu'elles fassent marcher la croissance. Vous me dites exactement l'inverse. C'est vous qui dites faux ou ce sont les autres qui disent faux ?...

Des profits non-réinvestis

Gérard Duménil : Bien sûr, ce se sont les autres qui disent faux ! C'est une plaisanterie ! Dans le néo-libéralisme, à son stade actuel en particulier (car les choses se sont aggravées pendant 20 ans), on peut dire que la majorité des profits des entreprises sont distribués (la totalité dans la récession) et qu'ils ne reviennent pas sous la forme de placements. Les gens vont penser aux " émissions d'actions nouvelles ". Eh bien non : les entreprises émettent des actions nouvelles pour collecter des fonds, mais en même temps, elle rachètent des actions. Et on voit parfaitement, dans les données, aux Etats-Unis comme en France, qu'en fait la contribution du marché boursier au financement des entreprises est, au mieux, nulle, voire fortement

négative, comme depuis 15 ans aux Etats-Unis.

On peut dire, au stade actuel du néo-libéralisme, qu'il ne sert à rien de favoriser les profits, parce que de toute façon ces profits n'ont une destination principale qui ne contribue ni à la croissance ni à l'emploi, c'est d'être redistribués à l'avantage des classes possédantes. Quant aux mécanismes qui devraient aboutir à leur retour vers les entreprises qui pourraient alors utiliser ces sommes pour investir et croître, eh bien ces mécanismes sont complètement grippés. Ces canaux de retour ne fonctionnent pas ! On peut donc dire très clairement aux salariés, qu'il s'agissent des retraites ou qu'il s'agissent des salaires : " Il est parfaitement inutile, dans le néo-libéralisme, de faire des concessions afin de préserver les profits des entreprises, car ces profits ne servent pas à financer la croissance et ne servent pas à lutter contre le chômage ". Mais attention aux délocalisations !

Le néo-libéralisme: une catastrophe

Pascale Fourier : Mais alors, soyons naïve jusqu'au bout... Si on trouve tant de défenseurs du nouveau système économique qui s'est mis en place, c'est qu'il doit quand même avoir quelque chose de bon, non ? ?..

Gérard Duménil : Le néolibéralisme s'est construit, à l'échelle mondiale, sur un double mouvement qui est celui de l'ouverture des frontières commerciales et de la libre circulation des capitaux au plan mondial. Les deux ont eu des résultats globalement catastrophiques, mais mirifiques pour une minorité.

L'ouverture des frontières: le pot de fer

contre le pot de terre

L'ouverture des frontières... Il suffit d'étudier les pays d'Amérique latine par exemple. C'est une région du monde qui m'intéresse particulièrement. On y observe la destruction massive du tissu industriel et de l'agriculture qui a été causée par cette ouverture des frontières. On ne peut ainsi ouvrir sans détour et brutalement, sans des processus graduels, des frontières entre un pays fortement développé et un pays de niveau de développement très inférieur. Il s'agit, comme on l'a dit quelquefois, de la concurrence du pot de fer et du pot de terre. L'ouverture de frontières, dans un marché commun comme le Mercosur, par exemple, en Amérique du Sud, ou ce qu'a été la construction européenne, graduelle avec des politiques d'accompagnement entre pays de développement comparable, est tout à fait autre chose. Ces libérations-là peuvent avoir effectivement des effets stimulants. Mais l'ouverture néolibérale, c'est une ouverture de domination.

Bien entendu, face aux difficultés que les États-Unis rencontrent actuellement, ce pays se pose, lui-même, la question de la concurrence extérieure et, comme on le sait, les États-Unis l'ont déjà montré, ils sont prêts à introduire des barrières commerciales. Dans le néolibéralisme, il ne faut pas confondre les moyens et les fins : la libre circulation des marchandises comme la libre circulation des capitaux ont été des moyens visant à l'instauration de l'ordre néolibéral, mais ne sont pas des fins véritables. Dans la mythification du marché, il ne faut pas confondre les discours et la réalité.

Le néo-libéralisme: un système d'une violence inouïe

Je crois que le néolibéralisme a été un système d'une violence extraordinaire, on l'a vu dans la misère qu'il a engendrée, la continuation du chômage et la croissance lente, comme dans les pays européens. Je ne parle pas de l'ouverture du Japon, un désastre national, ainsi que dans les pays de la périphérie... Partout on a observé une rupture de la croissance même chez les meilleurs élèves, où prétendument les capitaux ont afflué : croissance lente, instabilité macroéconomique, dislocation sociale, avec des conséquences politiques majeures. Peut-être le néolibéralisme a-t-il joué un rôle dans ce que j'appelais, dans la première émission, une " amélioration du cours du changement technique " telle qu'on l'observe actuellement... Le néolibéralisme a obtenu ces résultats par la violence, en faisant peser sur les entreprises des contraintes de rentabilité extrêmement fortes et quels qu'en soient les coûts.

Vers un changement?

Mais il me semble que nous arrivons à un tournant dans cet ordre néolibéral. La fin du " long boom ", la récession américaine, et surtout ces déséquilibres cumulatifs de l'économie américaine, la nécessité de gérer le cours de ce qu'on appelle la macroéconomie dans le contexte de ces déséquilibres extérieurs, tout ça, je pense, est en train de produire les conditions d'un changement.

Pascale Fourier : Et quel changement ?

Gérard Duménil : Quel changement ? Il est doux de

rêver, à une extrémité de l'éventail des possibles, au retour à un compromis, un « compromis social », comme le « compromis keynésien ». Mais ce ne peut être que le résultat de luttes répondant à la violence néolibérale, 25 ans de violence extraordinaire sur les plans économique et politique. A l'autre extrémité de l'éventail, on peut penser que ce bruit de guerre qui est en train de s'amplifier à l'échelle mondiale peut préfigurer un durcissement de la domination américaine. Sans innocenter, bien entendu, les pays européens dans le cours des choses actuel, je crois que ce que nous observons de la part des Etats-Unis signale une « recherche d'issue » par un approfondissement de la pression que ce pays exerce à l'échelle planétaire. Alors comment trancher entre les deux options ? On verra...

Pascale Fourier : Horrible suspense ! Eh bien, je vais à nouveau vous donner les titres des livres qu' a écrit Gérard Duménil: " Crise est sortie de crise " aux éditions P.U.F., en collaboration avec Dominique Lévy, et un livre plus petit : " Economie marxiste du capitalisme " aux éditions de la Découverte, collection " Repères ". Vous pouvez aussi visiter les pages Web de Messieurs Duménil et Lévy : www.jourdan.ens.fr/levy. A la semaine prochaine !

Emission du 18 juin 2002 - émission 28

Par quels biais la mondialisation néolibérale s'est-elle mise en place ?

avec **Michel Husson**,
chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES), Membre du Conseil scientifique d'Attac

Pascale Fourier: Je suis toujours un petit peu étonnée par rapport à ce mot " mondialisation "car, quand j'étais petite, c'était un mot qui n'existait absolument pas... J'aurais voulu savoir quelles étaient les idées qui sous-tendaient cette mise en place de la mondialisation. Qu'est-ce qu'on cherchait à faire, qu'est-ce ça suppose comme vision du monde? C'est dans cette optique-là que j'aimerais que vous nous parliez..

Michel Husson : Il faut effectivement parler de la genèse de la chose plutôt que de rester sur le terme de « mondialisation » lui-même, parce qu'il existe une polysémie du terme qui renvoie à des aspects différents les uns des autres. En fait, il peut être assez éclairant de raisonner sur les rapports Nord-Sud et de voir comment la mondialisation est petit à petit apparue comme une espèce de philosophie, de théorie, alors qu'elle était au départ une réponse à des problèmes immédiats.

1975-1979: un dérèglement général de l'économie

Si l'on prend le timing, vers 75, on a une rupture qui est double: dans les pays du Nord, on entre dans la « crise », comme on disait à l'époque, c'est-à-dire une faible croissance, un démarrage du chômage, mais survient aussi dans les pays du Sud une autre crise, qui est celle du modèle dit " de substitution d'importations ": le modèle qui a bien fonctionné dans un grand nombre de pays, qui a assuré une croissance du PIB par tête, un développement relativement puissant, commence à toucher à ses limites et à connaître des problèmes.

Les tentatives de relances keynésiennes

On observe donc ce double basculement, au Nord et au Sud, pendant une période très courte, qui est la période entre les deux chocs pétroliers, pour aller vite entre 75 et 79. On a eu recours face à ce dérèglement général à, des politiques keynésiennes classiques, qui ont consisté dans les pays du Nord à relancer la demande. Par exemple en 76, Jacques Chirac, qui était Premier Ministre, a annoncé un programme de soutien de la demande en créant une politique du logement, ce qui n'est pas l'air du temps de son programme économique actuellement... On s'aperçoit également que les pays du Sud ont pris le relais de cette demande défaillante des pays du Nord, et ont, d'une certaine manière, soutenu la conjoncture pendant ces années un peu transitoires : ce soutien s'est fait au moyen de l'utilisation des excédents de liquidités qui existaient, c'est-à-dire au moyen d'une distribution presque forcée de crédits, permettant à ces pays du Sud de tenir le rôle de demande-relai. Donc dans un premier temps, on applique par rapport à cette crise des méthodes qui étaient les méthodes qui avaient bien réussi pendant l'après-guerre,

pendant la période des années d'expansion, les « Trente Glorieuses » comme on les appelle en France.

Pascale Fourier : Mais quand vous dites que le Sud apporte des subsides au Nord, ce ne sont pas tous les pays du Sud ? Ce n'est pas forcément l'Afrique par exemple... Ce sont les pays pétroliers?

Michel Husson : Ce ne sont pas seulement les pays pétroliers. Il y a eu les pays pétroliers évidemment parce qu'ils ont recyclé les pétrodollars, c'est-à-dire des ressources brutales qui leur arrivaient, qu'ils ont recyclé en les plaçant dans les pays du Nord. Mais il y a eu une politique assez systématique d'offre de crédit . Susan Georges a écrit un livre sur cette question en montrant à quel point la moindre banque américaine allait proposer ses services et presque imposer du crédit pour utiliser et recycler ces pétrodollars effectivement, mais en même temps avec le résultat d'avoir une demande qui soutenait une conjoncture défailante dans les pays du Nord. Donc les pays du Sud ont joué un rôle, mais très transitoire, de bouée de sauvetage.

Le « coup de 79 »

Le vrai tournant, qui apparaît dans les deux grandes zones de l'économie mondiale, c'est le tournant de 79, qui est un basculement total.

- D'une part, on s'aperçoit que ces recettes, ces politiques de relances traditionnelles, ne sont pas à la hauteur de la crise, qui est une crise beaucoup plus structurelle, beaucoup plus profonde et qui n'est pas seulement un problème de régulation, d'accompagnement de la conjoncture,

• et d'autre part, on a un tournant qui est l'apparition de la crise de la dette et qui est un changement assez brutal aussi des rapports Nord-Sud.

La décision très politique qui a été prise en 79 a été l'augmentation des taux d'intérêts par la Federal Reserve Bank, ce que Duménil et Lévy dans leur dernier livre appellent "le coup de 79", à juste titre, à savoir que c'est une décision purement politique qui consiste à dire: " On va faire basculer les rapports entre le capital financier, le capital industriel, et aussi les rapports Nord-Sud " ; c'est-à-dire qu'on va assainir cette situation en pratiquant des taux d'intérêt très élevés qui vont avoir pour résultat dans le cas des pays du sud une crise de la dette, c'est-à-dire un espèce de vol, de rapt sans précédent dans l'Histoire, où en gros des pays s'étaient endettés de manière assez raisonnable à 5%, et brusquement se voyaient obligés de rembourser à des taux de 15, 16%, 17%.

Pascale Fourier : Les taux étaient révisables?

La crise de la dette

Michel Husson : Les taux étaient effectivement révisables, sinon il n'y aurait pas eu de crise de la dette. Alors brusquement ils ont été soumis à ça ! La crise la plus frappante a été celle du Mexique en 82, qui s'était endetté notamment parce qu'il avait lui-même profité du boom pétrolier, mais dans une espèce de logique perverse; et donc tous ces pays se retrouvent dans la situation d'avoir à payer la dette, et donc plutôt que récepteur de capitaux, ce qu'ils avaient été jusqu'à présent, il se trouvent en position d'émetteurs, via le remboursement de la dette, de flux de capitaux vers les

pays du Nord. Et petit à petit, dans le cas des pays du Sud, on passe de problèmes empiriques (comment faire pour obtenir les devises qui permettent de payer la dette) à un système qui apparaît comme un dogme complètement construit. Quand vous êtes un pays du Sud où il faut rembourser la dette, qu'est-ce que vous faites? Vous êtes obligé de tourner votre économie vers tout ce qui permet de capter des devises, du dollar pour aller vite; donc, vous mettez la priorité à l'exportation et vous réduisez à l'intérieur, dans les dépenses budgétaires, dans l'utilisation de la dette publique, tout ce qui pourrait être concurrent à l'objectif de rembourser la dette, c'est-à-dire les intérêts de cette dette qui ont brusquement été gonflés, multipliés par deux ou trois. Donc vous privatisez en partie, vous réduisez les dépenses de l'Etat, et vous faites pour des raisons empiriques, chercher des devises, quelque chose qui va peu à peu être théorisé à travers les plans d'ajustement structurels, et va être proposé aux pays du Tiers-Monde comme "modèle de développement" entre guillemets: il leur faut entrer dans la mondialisation (la mondialisation étant définie comme l'ouverture maximale au commerce international), donner la priorité aux exportations et tout faire pour attirer les capitaux, c'est-à-dire supprimer tous les contrôles et toutes les exigences qui pouvaient être mises sur les entrées de capitaux.

D'une réponse conjoncturelle à sa théorisation : les plans d'ajustement structurel

Et donc, du point de vue Nord-Sud, c'est ce tournant qui fait passer d'une crise de la dette, d'événements par certains côtés conjoncturels, d'une volonté politique de

renverser cette situation, à un discours extrêmement élaboré et avec en plus une force institutionnelle : ce n'est pas seulement un discours idéologique, mais c'est ensuite un discours institutionnel où l'on voit la transformation du rôle du FMI qui devient de prêteur de dernière instance agent actif, imposant de manière très contraignante, avec des menaces de rétorsion aux pays étranglés par la dette, la mise en œuvre de politiques que l'on a appelées " plans d'ajustement structurel ", et qui sont la forme d'imposition de la mondialisation aux pays du Sud.

Pascale Fourier : Et ce coup de 79, ça a été fait par qui?

Michel Husson : Ce coup de 79, c'est le résultat d'un tournant idéologique. Ça a été fait par la Federal Reserve Bank, qui a la capacité, compte tenu de la puissance des Etats-Unis sur les marchés financiers, de fixer de manière arbitraire le taux d'intérêt qui va être imposé. Rétrospectivement, ces événements ont été dilués, mais on imagine mal le côté absolu de coup de force. C'est pour cela que l'idée de "coup" est tout à fait légitime ! On a dit : " Vous étiez endetté à 5% ? C'est 15% maintenant ! ", avec une capacité réellement extra-économique de dire : "C'est comme ça", et de se servir de ce basculement comme d'un levier pour modifier l'agencement de l'économie mondiale.

Pascale Fourier : Mais qui a le pouvoir dans cette Réserve Fédérale Américaine?

L'officialisation d'un tournant : l'abandon des politiques keynésiennes et le retour des politiques de type néo-libérales
--

Michel Husson : C'est le gouvernement des Etats-Unis, de fait. Il y a une vague pseudo-indépendance, mais c'est le gouvernement des Etats-Unis. De manière plus générale, les gouvernements des grands pays européens sont aussi responsable car il y a eu un autre tournant plus idéologique : en 1979, il y a eu un rapport de l'OCDE, qui s'appelle le rapport Mac Kragen, qui est l'officialisation d'un tournant, l'abandon des politiques keynésiennes et le retour des politiques de type néo-libérales.

Reprenons l'histoire des néo-libéraux. Ils ont été complètement battus à la Libération et ils s'étaient maintenus comme une espèce de secte : la société du Mont-Pelerin, avec Hayek et compagnie... Ils se sont, de manière assez étonnante d'ailleurs, construits comme recours possible, et ce basculement de la situation de l'économie fait que, brusquement, en 79, il y a toute une série d'éléments qui convergent pour faire tourner la représentation des classes dominantes par rapport à la manière dont il faut gérer l'économie. Dans le champ politique, vous avez l'arrivée à peu près au même moment de Thatcher au Royaume-Uni, puis de Reagan aux Etats-Unis en 80, et puis un certain nombre d'affrontements sociaux, parce que c'est aussi, à l'échelle mondiale, le rapport capital/ travail qui est en cause, un type d'affrontement qui se manifeste par un certain nombre de grèves symboliques: en France, c'est la grande grève de la sidérurgie, qui se passe dans un climat très dur, avec des manifestations assez violentes, avec les autonomes de la police ... quelque chose de très dur. Ce grand affrontement marque un tournant et le passage à une politique complètement différente, où est privilégiée l'austérité salariale, la baisse du salaire justifiés par une

compétitivité accrue.

Il y a donc un tournant total par rapport aux politiques de l'Etat-Providence et d'une certaine manière, cela ouvre une période dans laquelle on se trouve encore complètement aujourd'hui. C'est pour cela que la mondialisation a à voir à la fois avec la configuration sociale entre capital et travail, et avec l'organisation de l'économie mondiale, de manière indissolublement liée. A priori, ce sont des choses relativement différentes, mais historiquement, elles sont très liées : à l'intérieur, on a des politiques néo-libérales qui abandonnent l'Etat-Providence, qui donnent l'austérité salariale comme objectif, et à l'extérieur une ouverture, c'est-à-dire la création d'instruments de pression qui vont renforcer ce type de politiques à l'échelle planétaire.

Pascale Fourier : Je n'arrive pas bien à comprendre comment ce coup de force qui fait que brutalement la Réserve Fédérale exige des remboursement de la dette de 15%, alors que 5% avaient été demandés au départ, n'a pas suscité une levée de boucliers, comment les partis de gauche en particulier n'ont pas immédiatement compris quel était le risque de cela et comment on en est arrivé à la situation à laquelle on en est maintenant?

Pourquoi une absence de réactions ?

Michel Husson : Une des explications est qu'on était dans une période de crise où effectivement tout était un peu chamboulé, et donc la possibilité de prendre du recul, de se coordonner, au niveau international, puisque cela se passe à ce niveau-là, a été réduite ; et probablement peut-on mettre cela aussi au compte d'un

mouvement ouvrier qui était insuffisamment internationalisé et peu organisé au niveau suffisant pour prendre en compte tous ces aspects-là.

La question se pose au niveau des pays du Tiers-Monde par rapport à la dette : ça a été l'incapacité, malgré certaines tentatives, de se coordonner au niveau international, et donc une espèce de soumission aux grandes puissances, à une domination de type impérialiste. Le problème n'est pas seulement Nord-Sud : le passage à cet ordre néo-libéral n'est pas quelque chose qui a été imposé par les pays du Nord aux pays du Sud ; dans les pays du Sud, il y a eu un tournant aussi des classes dominantes qui était lié à l'épuisement de ce modèle en crise: ils ont, eux aussi, pris parti par opportunisme ou ont utilisé cet élément de crise pour remodeler les rapports internes.

La mondialisation, un moyen de remettre en cause la question sociale

Donc dans chaque pays, que ce soit au Nord ou au Sud, la question de la mondialisation et la question sociale s'articulent, et on ne peut pas comprendre la mondialisation de manière indépendante de la manière dont elle est exploitée pour remettre en cause la question sociale. A l'époque, on a un phénomène qui est un tournant dans l'organisation de l'économie mondiale, tournant complètement imbriqué dans les rapports de force entre classes sociales, entre les salariés et les capitalistes.

Pascale Fourier : « Question sociale », « rapport de forces »... Vous datez de Mathusalem ! Ca n'existe plus,

non?

Michel Husson : Si ! Ca existe toujours !! Parce que le post-modernisme a essayé de balayer, de dissoudre ces deux éléments, mais quand on regarde par exemple l'Histoire de France ou d'Europe, dans les vingt dernières années, on voit que cela existe encore! En France, il y a une histoire un peu particulière... La Gauche est arrivée en 81, donc un peu à contretemps de ce passage à l'économie libérale. Il y a eu une période assez courte de politique de gauche, et un ralliement à ce qu'on a appelé "la pause", ensuite un ralliement à des politiques classiquement libérales. Le tournant se fait en 83, et ce dont on s'aperçoit de manière assez claire dans ces années-là, (ce sont des points d'Histoire effectivement, mais des points d'Histoire qui sont importants, parce qu'ils ont marqué toute la trajectoire dans laquelle on est aujourd'hui), c'est qu'on a de manière imbriquée les deux tournants dont je parlais. La première transformation, c'est celle sur la fixation des salaires : ce qu'on a appelé la " désindexation des salaires ", c'est-à-dire l'idée que les salaires ne devaient plus croître comme la productivité, que quand ils étaient maintenus en pouvoir d'achat, ce n'était déjà pas mal, et que c'était le mieux qu'on pouvait espérer... Et en même temps que cette norme s'est mise en place, se sont instaurées de manière volontariste des politiques d'ouverture, de déréglementation des mouvements de capitaux : d'ailleurs Bérégovoy a créé de toute pièce un marché financier dans le cas français. Et donc on a une imbrication très forte de cette financiarisation et des mouvements de transformation des rapports entre capital et travail avec, par-dessus, la chape de plomb de la mondialisation où l'argument de la compétitivité est

devenu absolument dominant : ce qu'on voulait faire de toute manière au niveau intérieur devenait légitime en se prévalant de la pression de la mondialisation qui faisait, prétendait-on, que l'on était obligé d'agir ainsi, qu'il n'y avait pas d'autres chemins et d'autres voies. Mais c'est une imbrication totale,. C'est un projet social qui a trouvé moyen de s'imposer par le biais de l'internationalisation, sous une forme complètement exacerbée, qu'on appelle " mondialisation " pour la différencier d'une forme plus classique qui faisait moins pression sur les régimes sociaux intérieurs.

Pascale Fourier : Donc, vous voulez dire finalement qu'on nous fait penser par les médias notamment que la mondialisation est une chose nécessaire, absolument incontournable, quelque chose qui ne peut pas ne pas être, pour finalement apporter des mesures qui sont socialement régressives?

Laisser libre-cours aux tendances naturelles des entreprises : des bienfaits attendus...

Michel Husson : On ne peut pas avoir l'idée d'un complot machiavélique, parce que, en somme, la mondialisation consiste à libérer les forces naturelles du fonctionnement des entreprises, des groupes multinationaux: règne l'idée qu'existe un marché mondial sur lequel on peut librement circuler, produire dans n'importe quel pays, vendre dans tous les pays, et donc existe une espèce d'aspiration spontanée à ces mouvements-là. Ce n'est donc pas quelque chose qui a été suscité, inventé. Mais d'un point de vue plus politique, dans l'organisation de cette économie mondiale, on a trouvé qu'il était devenu nécessaire de libérer ces

aspirations spontanées (ce que Keynes appelait les "esprits animaux" des entreprises) au lieu de réguler ou de contrôler. Et donc le choix politique n'a pas consisté à inventer l'aspiration des entreprises à se mondialiser, mais a consisté à dire : " On va leur permettre de le faire, sans partage, parce que l'effet de ce modèle va peser dans le sens qu'on veut d'assainissement et de retour sur un certain nombre d'acquis sociaux qui avaient été gagnés par les salariés à travers le monde, et qui de mesures d'accompagnement plutôt positives pour le fonctionnement de l'économie s'étaient transformés en obstacles ". Par exemple, pendant toute une époque, la protection sociale a été analysée comme quelque chose qui donnait au capitalisme sa capacité à surmonter les crises, à se stabiliser, à croître de manière régulière. Et brusquement, le tournant de 79 est un tournant complet de conception consistant à dire : " Non, pour la sécurité sociale, les aspects négatifs l'emportent ! Ce sont des coûts excessifs qui pèsent sur la rentabilité des entreprises! ". Et donc au lieu de dire que l'aspect principal de la protection sociale, c'était qu'elle était un stabilisateur de l'économie, on a dit que c'était un obstacle, un coût qu'il fallait réduire au maximum. Et la mondialisation, qui est une aspiration naturelle des entreprises, a pour effet de peser dans le sens que souhaitent désormais beaucoup, à savoir la réduction au maximum du coût du travail, sous toutes ses formes. C'est pour cela qu'on peut dire que ce modèle de mondialisation néolibérale a quelque cohérence...

Emission du 25 juin 2002 - émission 29

Une autre mondialisation est-elle possible ?

avec **Michel Husson**,

Chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES), Membre du Conseil scientifique d'Attac

Pascale Fourier : Un des mots d'ordre d'Attac est de dire qu'une " autre mondialisation est possible ". Ce slogan me semble toujours étonnant parce que cette mondialisation qui , soit dit en passant, est libérale, c'est-à-dire qui vise à libéraliser les échanges de marchandises, les transactions financières, etc. est quand même intrinsèquement antinomique avec l'idée de régulation ... : je ne vois pas trop comment on peut dire qu'une « autre mondialisation » est possible ...

La mondialisation, un moyen d'émulation des économies?

Michel Husson : Eh bien, oui une autre mondialisation est possible, mais fondée sur d'autres principes ! Par mondialisation, qu'est-ce qu'on entend ? La mondialisation libérale, celle qu'on critique et qu'on combat. Fondamentalement, en quoi consiste-t-elle ?

- D'une part, en l'ouverture au commerce de tous les pays. Que ce soit dans les pays du Nord ou dans les pays du Sud, c'est l'idée que plus on est ouvert et mieux c'est, et que tout le monde peut y gagner...
- Deuxièmement, c'est la liberté totale de circulation du

capital : tous les capitaux doivent être traités de la même manière ; ils ont le droit de se déplacer, d'aller où bon leur semble, de se retirer quand ça ne va plus.

Au fond, cette conception de l'organisation de " l'économie-monde" est fondée sur un postulat de base qui est fondamental et sur lequel est fondé toute l'allégorie : c'est l'idée qu'on peut réellement créer un seul marché mondial, c'est-à-dire mettre en concurrence directe les travailleurs de toutes les zones du monde ! C'est ça, l'idée de base. L'aspect positif attendu, c'est une espèce d'émulation qui ferait que tout le monde travaillerait mieux, de manière plus productive : tout le monde pourrait être gagnant dans cette opération. C'est cela, le discours officiel.

L'éviction des producteurs qui ne répondent pas aux normes de rentabilité induites par la mondialisation

Or ce discours officiel, on le condamne, on le critique, on le combat parce qu'il est faux dans la réalité. En réalité, l'économie mondiale n'est pas homogène. Elle est constituée de zones ultra-productives, de zones peu productives, de zones moyennement productives, et on ne peut pas l'organiser d'une manière rationnelle en ignorant ces différences. Ce que l'on observe, ce n'est pas une mise à niveau des moins productifs vers les plus productifs, c'est au contraire une expulsion des moins productifs. Finalement, la règle qui préside à l'organisation de l'économie mondiale actuellement, c'est "toute production qui n'est pas associée à la rentabilité la plus élevée possible, avec des normes de rentabilité très élevées, est une production potentiellement non rentable, et donc une production qui doit être supprimée

et qui tend à être supprimée par, justement, la mise en concurrence directe". C'est-à-dire qu'on va créer des exigences, des normes de rentabilité tellement élevées que ceux qui n'y accèdent pas, tous les producteurs qui n'y accèdent pas (et donc les besoins sociaux qui sont associés, et donc les emplois qui correspondaient à la réalisation de ces productions) vont être niés, expulsés et supprimés, évincés par ces normes de rentabilité.

Pascale Fourier: Pourriez-vous donner un exemple concret de cela ?

Michel Husson : Eh bien on peut prendre deux exemples pratiques parce que c'est un phénomène réellement universel. Un qui est dans la zone du Sud et un dans la zone du Nord.

L'exemple du Mexique

- Dans la zone du Sud, l'exemple le plus parlant à mon sens parmi beaucoup d'autres, c'est l'exemple des paysans mexicains qui produisaient du maïs et qui étaient protégés doublement: d'une part par des tarifs, des quotas d'importation vis-à-vis du marché mondial et, d'autre part, par des prix garantis vis-à-vis du marché intérieur. On a fait sauter ces deux protections en même temps, et c'est bien là qu'on voit que la mondialisation est à la fois un programme d'organisation de l'économie mondiale, mais aussi un programme des organisations à l'intérieur. On a fait sauter ces deux protections, et le résultat, c'est que les producteurs de maïs sont confrontés à des producteurs mondiaux, notamment ceux des Etats-Unis. Or ils ne sont pas rentables! Ils coûtent deux à trois fois plus cher pour

des raisons historiques mais aussi parce que les Etats-Unis subventionnent leur agriculture. Bref ils sont évincés. Au lieu d'être tirés par cette concurrence, ce qui est l'argument, la thèse néo-libérale, ils sont évincés, ils disparaissent et en même temps de nombreuses industries de transformation intermédiaires, traditionnelles, pas très rentables mais qui avaient été un début, d'ailleurs assez avancé, de l'industrialisation au Mexique. Ils sont évincés... Mais s'ils ne sont pas rentables, c'est qu'ils ne sont pas rentables par rapport aux normes internationales avec lesquelles on les confronte brutalement ! Premier exemple.

Au Nord, les systèmes de protection sociale

- Deuxième exemple, mais qui est le même avec une dimension plus sociale que spatiale, c'est la pression énorme qui existe, y compris dans les pays très riches et très productifs, sur les systèmes de protection sociale. C'est la même idée. C'est-à-dire que tout ce qui dans les services publics, dans la protection sociale, dans la santé, n'est pas rentable va être, potentiellement, menacé d'expulsion au profit de ce qui, dans ces secteurs, est rentable. Et donc à travers les processus de privatisation, au sens large, des secteurs publics, de l'énergie, mais aussi de la protection sociale, on va extraire ce qui est rentable, et le reste potentiellement sera expulsé.

L'expulsion du paysan mexicain par rapport à la concurrence de l'agro-business américain et l'expulsion des travailleurs de la santé des secteurs non rentables parce qu'on aura remplacé des règles de service public par des notions de rentabilité, c'est la même structure.

C'est une expulsion découlant de l'exigence de normes de rentabilité marchande très élevées qui mettent à l'écart tout le reste. Et la mondialisation joue un rôle-clé : elle n'est pas seulement " la forme d'économie-monde ", mais aussi un " modèle social ". Elle joue un rôle-clé en retirant, de manière très systématique, tout ce qui empêchait la confrontation directe à l'exigence de rentabilité élevée des producteurs pas productifs ou des secteurs où il y avait un mode de satisfaction des besoins sociaux fondé sur d'autres critères que la rentabilité. Donc en gros, c'est l'avancée de la sphère de la marchandise en expulsant ce qui protégeait ou organisait d'une manière protectrice des secteurs pas immédiatement très hyper-rentables.

Pascale Fourier : Finalement, d'après ce que vous dites, il semblerait que l'économie ne soit plus du tout mise au service de l'homme par cette structure de la mondialisation...

Quand l'économie en vient à définir les besoins qui seront satisfaits...

Michel Husson : Cette mondialisation instaure une dictature de la marchandise. La satisfaction des besoins humains, qui est théoriquement le but de l'économie, est subordonnée, dorénavant, et de plus en plus sans aucun contrôle, sans aucune nuance, à l'objectif de rentabilité. Donc, au lieu de dire : " On va satisfaire les besoins et on s'organise de manière à le faire de manière rationnelle, économique, sans gaspiller les ressources ", les choses sont inversées. On va dire : " Quels sont les besoins qui sont dignes d'être satisfaits parce qu'ils correspondent aux normes de l'économie ? "... Les autres sont niés,

expulsés ou rabaissés au niveau de service minimum qu'on va satisfaire vraiment parce qu'on est bien obligé de le faire, mais sans que ce soit un projet, un objectif réel : ce sera une espèce de condition d'accompagnement du vrai fonctionnement de l'économie. Il y a donc un renversement total dans la hiérarchie : l'économie au lieu d'être une technique permettant de définir le meilleur moyen de satisfaire les besoins, renverse complètement les choses ; elle devient une espèce de mécanisme qui va déterminer quels sont les besoins qu'on peut ou qu'on doit réellement satisfaire.

Pascale Fourier : Pourtant, quand j'écoute ce qui se dit dans les médias en général, je devrais être très satisfaite car le système que l'on a actuellement est vraiment le plus pertinent : en tant que consommateur, je vois les coûts baisser, je vois mes besoins satisfaits tous azimuts!! Je suis donc un peu étonnée de ce que vous dites.

Quand la satisfaction des désirs du consommateur nuit à la satisfaction des besoins du citoyen...

Michel Husson : Non, mais ça, c'est le discours très rase-mottes!!... En revanche, ce qui est intéressant de voir, c'est justement qu'il y a une remise en cause de cette espèce d'autosatisfaction du système. Parmi les exemples de remise en cause, là encore je pense qu'il est bon, parce que justement la mondialisation universalise ces problèmes, de relier des remises en cause qui viennent des pays du Sud et des remises en cause de pays du Nord.

Dans le cas de la prétendue souveraineté du

consommateur, l'objection majeure, c'est la situation de tous les besoins qui passent par des services publics.... D'autre part, d'une certaine manière, on peut dire que l'espèce d'ultra-raffinement dans la satisfaction d'un besoin très précis du consommateur - la multiplicité des choix ou des options offertes pour les automobiles par exemple - a pour contrepartie un coût social énorme. Ce que vous gagnez de ce côté-là se paie par ce phénomène massif d'insécurité sociale qui est la contrepartie de ce prétendu supplément de bien-être : insécurité sur l'emploi, insécurité sur les trajectoires sociales, insécurité sur le devenir de vos enfants... C'est cette " société du risque " que le Medef a désignée comme " la valeur des valeurs ", une formule qui est absolument terrible...

...ou la marchandisation des besoins de base...

Dans les pays du Sud on a aussi, maintenant, des éléments critiques. L'un des points les plus intéressants, c'est le livre de Stieglitz, La Grande Désillusion. Stieglitz était l'économiste en chef de la Banque Mondiale. Il en a démissionné (en réalité, il s'en est fait débarquer parce qu'il était très critique vis-à-vis du FMI...). Depuis, il a eu le prix Nobel, ce qui lui donne une grande légitimité. Ce livre est un plaidoyer d'une violence extraordinaire : par exemple, il montre que, dans les préceptes du FMI et de la Banque Mondiale, on trouve justement cette " marchandisation " de tout, et notamment cette idée qu'il faut rendre payant l'enseignement parce que, paradoxalement, l'enseignement gratuit ne profiterait qu'aux riches... On voit bien le vernis social dans l'argumentaire. Et Stieglitz

donne à chaque fois des arguments très concrets ; ainsi il dit: " En Ouganda, le Président avait un autre point de vue que celui des experts. Il disait qu'il devait créer un nouveau climat culturel où on s'attendrait à voir tous les enfants aller à l'école. Il dit qu'il savait qu'il n'y arriverait pas tant qu'il y aurait quelque chose à payer. Il ignora donc les avis des experts étrangers et abolit purement et simplement les frais de scolarité. La scolarisation monta en flèche. Voyant que, chez les voisins, tous les enfants allaient à l'école, chaque famille avait décidé d'y envoyer ces filles elles aussi ". Un des objectifs de la Banque Mondiale, maintenant, dans son nouveau discours, c'est de mettre en avant le rôle des femmes, la revalorisation du rôle des femmes et de la scolarisation des filles. " Ce qui avait échappé aux études statistiques simplistes, c'est la puissance du changement systémique ".

On voit donc apparaître, - venant même de l'intérieur-, des éléments très critiques sur des problèmes absolument essentiels, basiques de la vie en société qui font que cette dictature de la marchandise qui a des effets terribles est en train de perdre beaucoup de sa légitimité comme modèle social.

Pascale Fourier : On entend dire désormais dans les médias : " Il faut réguler la mondialisation, il faut instaurer un gouvernement mondial ". Apparemment on peut se sortir de cette mondialisation et faire en sorte qu'elle soit, finalement, presque ou tout à fait bénéfique, non ?....

Réguler la mondialisation??

Michel Husson : Eh bien je crois que c'est un des symptômes de la crise de légitimité... Dans la théorie pure, la mondialisation se suffit à elle-même, elle n'a pas besoin d'être régulée, les mouvements de capitaux assurent cette régulation. Et donc si on parle de régulation, il ne faut pas tordre le nez ou faire le difficile parce que je crois que c'est un aveu, justement, de reconnaissance de ces difficultés évidentes, de ces résultats de fonctionnement qui sont autant de désaveux.

Le problème, c'est que sous le terme de " régulation ", on veut faire passer quelque chose qui maintienne pour l'essentiel la réalité de la mondialisation et qui formellement essaie de l'organiser ... En même temps on ne peut pas être contre la régulation parce qu'il existe aussi des " extrémistes de la dérégulation " qui sont y compris contre toute forme d'organisation. Par exemple, il existe des ultra-libéraux qui sont contre l'OMC parce qu'elle est déjà un instrument de régulation (à Attac, nous sommes aussi opposés à l'OMC, mais pour d'autres raisons, parce qu'elle n'est pas suffisamment un instrument de régulation...).

Pour un droit absolu des pays du Sud à être protectionnistes...

Et donc, je pense que les questions clés, de manière symétrique dans le Nord et le Sud, c'est : un, affirmer la priorité, le droit absolu aux pays du Sud d'être protectionnistes. J'utilise ce terme exprès parce que le protectionnisme est un mot qui est mal vu... Ces pays doivent avoir le droit absolu de s'organiser de manière à maîtriser, contrôler leur insertion dans le marché

mondial. Les pays du Nord n'ont plus à décider ce qui est bien pour eux. Ce qui est en cause aujourd'hui, c'est que, dans la mondialisation, la règle du jeu, c'est de leur dénier ce droit : par l'OMC notamment, tout contrôle, toute tentative d'organiser va être déclarée comme illégale. Je pense donc que les gens qui sont favorables à une autre mondialisation, doivent, du point de vue des pays du Sud, être absolument fermes sur cette question et dire : " C'est un droit absolu pour ces pays de prendre des mesures de protection contre une insertion qui a des effets, en retour, très pervers " .

... et une réduction de la sphère marchande au Nord...

Et dans les pays les plus riches, je pense que la question-clé, c'est de réduire la sphère de la marchandise et de revendiquer, notamment en matière de services publics et de protection sociale, et en matière de droit des licenciements, des droits qui sont opposés au droit de propriété et au principe que la marchandise est le meilleur des systèmes . Par exemple, pour prendre une question concrète qui a eu un rôle assez important dans la discussion programmatique dans les élections, je pense qu'il faut être contre le discours consistant à dire que le meilleur des mondes, c'est celui où on paie le moins d'impôts. Il faut dire que c'est une régression absolue et que les impôts sont justement un moyen de redistribuer les revenus et de rendre rentables des choses qui, au niveau strictement marchand, ne le sont pas. Il faut donc réduire la sphère de la marchandise. Il est très dangereux que le débat se soit limité dans les dernières élections à savoir s'il fallait réduire les impôts beaucoup, très vite, ou un petit peu, ou progressivement, alors que

la question aurait dû être normalement de savoir si on était pour une socialisation, pour une répartition différente des revenus, contre un principe marchand qui est, effectivement, de réduire au maximum tout ce qui est intervention de l'Etat, tout ce qui est redistribution, répartition dans le système de retraite notamment.

Tout cela forme un tout : la mondialisation veut faire sauter ces obstacles ; une " autre mondialisation " suppose non pas évidemment de supprimer absolument les échanges entre les pays, mais de les maîtriser et de faire que la vraie priorité soit le développement et la satisfaction des besoins sociaux dans chacun de ces pays en tenant compte de leurs différences. La priorité absolue est donc de réduire le champ, l'extension du domaine de la marchandise.

Pascale Fourier : Je vous remercie Michel Husson et rappelle que votre dernier livre s'intitule Le Grand Bluff Capitaliste et est publié publié aux éditions La Dispute.

Emission du 17 octobre 2003 - émission 61

Comment les baisses d'impôts et la dénonciation des déficits s'inscrivent-ils dans la logique de l'idéologie néolibérale?

avec **Liêm Hoang Ngoc**,
Maître de Conférences à Paris I.

Pascale Fourier : J'avoue... : je suis très contente parce qu'en payant mon dernier tiers provisionnel je me suis aperçue que mes impôts avaient baissé ! Du coup, j'ai pu m'acheter, avec cette réduction, une paire de chaussures... Et puis je me suis quand même interrogée... J'entends chaque jour crier à l'horreur du creusement des déficits... Baisse d'impôts sur le revenu d'une part et d'autre part creusement des déficits... ça me semble logique : si on baisse les impôts, après il risque d'y avoir des déficits, non ?...

Pourquoi, dans la logique libérale, prôner la baisse des impôts?

Liêm Hoang Ngoc : Le calcul de la droite libérale est que la baisse d'impôts est censée stimuler l'activité économique et que, en fin de course, l'activité économique plus forte, c'est plus de production, plus de gens qui travaillent, plus de gens qui payent des impôts (à taux réduit..), et donc au bout du compte on a des recettes fiscales. Leur précepte de base étant "trop d'impôt tue l'impôt", ils estiment qu'en baissant l'impôt sur le revenu, ceux qui entreprennent, ceux qui

travaillent, seront enclins à le faire, et qu'au bout du compte cela accroîtra les recettes fiscales.

Pourquoi les baisses d'impôts n'ont pas amené les effets attendus?

Or, aujourd'hui ce schéma-là est en train de prendre l'eau puisque l'activité n'a pas repris suite aux baisses d'impôts, (qui ne datent pas de ce gouvernement : le gouvernement précédent avait déjà mis en place des baisses d'impôt sur le revenu), et la conséquence, c'est que du coup on a des déficits qui se creusent mécaniquement, puisque si vous avez moins d'activité, vous avez moins de gens qui payent les impôts, et donc les déficits se creusent mécaniquement... L'effet qui s'est produit, c'est qu'au lieu de stimuler l'investissement des entreprises, les baisses d'impôts ont gonflé l'épargne, ce qui est logique, puisque lorsque vous baissez l'impôt sur le revenu (c'est de cet impôt-là qu'il s'agit), vous distribuez du revenu vers les classes qui payent des impôts. En France, il n'y a que 50% des actifs qui payent des impôts, et les mesures qui ont été prises favorisent en premier lieu les classes moyennes et les classes à hauts revenus. Or ce sont des classes qui ont ce qu'on appelle une " propension à épargner " plus importante que les classes à bas revenus parce que, lorsque vous avez un revenu par exemple de 50 000 francs par mois, un haut revenu, (je raisonne encore en francs, vous voyez), lorsqu'on vous redistribue du revenu sous forme de baisse d'impôts, vous avez tellement consommé que, sauf si vous êtes collectionneur de Ferraris, vous n'allez pas nécessairement consommer et donc vous allez placer votre argent à la banque qui va se charger de le mettre sur les marchés financiers. A

contrario, si vous êtes un ménage à bas revenu, au S.M.I.C., si on vous augmente votre revenu, vous allez le consommer au lieu de l'épargner parce que vous avez des besoins énormes. Donc là, les baisses d'impôts qui ont été faites ont plutôt stimulé l'épargne des hauts revenus.

Pour les libéraux, ce n'est pas gênant, puisque l'augmentation de l'épargne, en théorie, c'est une augmentation de « l'offre de capital »: on a plus de capitaux sur les marchés financiers qui sont mis à la disposition des investisseurs des entreprises qui demandent du capital. Donc cela devrait stimuler logiquement dans une économie de marché libérale l'investissement, la croissance etc. Or, ça ne s'est pas produit parce que cette épargne, qui aujourd'hui atteint quasiment 17% du P.I.B. - ce qui est un taux historique dans l'histoire économique de France- , ne s'est pas convertie en investissement; elle a alimenté, il y a quelques temps, ce qu'on a appelé la " bulle spéculative ". Or celle-ci a éclaté depuis. On a redistribué des revenus à l'envers, c'est-à-dire vers des classes qui bénéficient déjà de hauts revenus... et ces deniers publics ont été placés sur des valeurs qui ensuite se sont effondrés à la Bourse, ce qui revient, de fait, à avoir distribué du revenu en toute perte. Lorsque le CAC40 passe de 7000 à 3000 points, ça veut dire qu'il y a eu quand même quelques pertes...

Pascale Fourier : Mais ils sont sots, les libéraux ??
Comment est-il possible de ne pas se rendre compte que cela va se passer comme ça ?

Liêm Hoang Ngoc : Alors, ce qui est amusant dans cette

affaire, c'est que les libéraux n'utilisent même plus l'argument selon lequel ces politiques pourraient être efficaces parce qu'elles stimulent l'offre. Là, on se rend bien compte que ce sont des politiques qui sont orientées vers l'offre, c'est-à-dire qu'elles vont essayer de stimuler l'offre de travail, l'offre de capital, comme on vient de le voir, et que, au bout du compte, ça n'a pas fonctionné.... Les libéraux aujourd'hui expliquent donc que ces politiques vont fonctionner dans le futur parce que les baisses d'impôts vont stimuler la demande, la consommation! C'est ça qui est amusant, c'est que, alors qu'auparavant ils faisaient feu de tous bois contre les keynésiens qui s'intéressaient avant tout à la demande, aujourd'hui ils utilisent des arguments quasiment keynésiens comme quoi leur politique a pour but de stimuler la demande. Or sur ce terrain-là, la mesure la moins appropriée pour stimuler la demande, c'est la baisse d'impôt sur le revenu des classes aisées ! Parce que, comme je viens de le montrer, ces classes-là ne consomment pas !

Pascale Fourier : " Stimuler la demande ", ça veut dire faire en sorte que les gens aient des sous et qu'ils aient envie de les dépenser, c'est ça ?

Pourquoi les salariés ne consomment plus et les entreprises n'investissent plus?

Liêm Hoang Ngoc : Oui, ça veut dire " stimuler la consommation des ménages ", et ça veut dire aussi " stimuler la demande des biens d'équipement des entreprises ", c'est-à-dire l'investissement des entreprises. Or aujourd'hui les entreprises n'investissent pas et les ménages ne consomment pas

parce qu' on a des politiques publiques et des politiques salariales d'entreprise qui se sont attachées depuis une vingtaine d'années maintenant à réduire la part des salaires dans la valeur ajoutée.. Il fallait bien qu'à un moment donné, la consommation, qui a été le moteur de la croissance entre 1997 et 2001 avec les exportations, finisse par se tarir, et c'est ce qui s'est produit.

Quant à l'investissement, il y a une explication très simple. Pourquoi l'épargne dégagée ne s'est pas convertie en investissement ? Prenez aujourd'hui le fonctionnement du modèle dit " de gouvernance d'entreprise " qui s'est propagé en Europe et dans le monde, un modèle où les actionnaires demandent une rentabilité financière de 15% aux gestionnaires et aux cadres: eh bien vous n'avez pas un seul chef d'entreprise aujourd'hui qui osera prendre le risque d'investir, parce que 15% de rentabilité financière sur le court terme, c'est irréalisable ! L'horizon d'un investissement dans l'économie réelle, c'est le moyen terme, c'est 10, 15 ans, c'est ce qui se produisait pendant ce qu'on appelait la fameuse période des « Trente Glorieuses » où les investissements se faisaient à partir de prêts bancaires à taux extrêmement bas: on avait alors un horizon qui favorisait considérablement plus l'investissement qu'aujourd'hui où les actionnaires réclament du 15% en moins de deux ans . Donc personne ne va prendre le risque, ou alors on va truquer les comptes, comme Enron l'a fait aux Etats-Unis. Dans un contexte où l'économie n'investit pas, (si vous prenez la courbe des taux d'investissement en France, elle est en chute libre depuis le début des années 90, alors que les taux d'épargne sont en constante augmentation de même que les taux de profit), vous n'avez pas une

augmentation de ce que l'on appelle l'efficacité des machines, l'efficacité du capital; ce qu'on appelle la " productivité globale des facteurs de l'économie " n'augmente pas. Donc pour obtenir cette rentabilité financière de 15%, la seule chose que vous puissiez faire, c'est de comprimer la part des salaires dans la valeur ajoutée, d'où les politiques de modération salariale demandées par les entreprises et appliquées par les gouvernements, via les baisses de charges, etc... Et d'où le fait que, au bout du compte, on a une part des salaires dans la valeur ajoutée qui a tellement diminué que la consommation finit par s'en ressentir... On est donc, à mon avis, dans une situation qui est structurellement récessionniste, et qui va nous amener, dans les cinq ans qui viennent grosso modo, à renouer avec des taux de croissance extrêmement faibles, tels que ceux qu'on a vécus dans les années 90, disons de 93 à 97 où l'économie tournait autour de 1% de croissance.

Pascale Fourier : Le déficit budgétaire va passer au-dessus de la barre des 3% qui ont été définis par les critères de Maastricht. Du coup la France se fait rappeler à l'ordre... Mais le gouvernement actuel semble ne pas tenir compte des rappels à l'ordre...Je suis un peu étonnée : comment un gouvernement libéral peut passer outre à des critères que la logique économique qu'il préconise a pourtant concouru à mettre en place ?

Pour le déficit budgétaire

Liêm Hoang Ngoc : Oui, vous avez raison, les libéraux ont poussé même en Europe pour que le critère de 3% soit remplacé dans le pacte de stabilité par l'équilibre budgétaire. C'était au sommet de Barcelone, il y a deux

ans maintenant. M. Chirac, lorsqu'il a été réélu, a eu à mon sens un certain courage (vous allez me trouver paradoxal !...) parce qu'il est allé dans les sommets européens pour expliquer que la France allait renouer avec le déficit budgétaire. Qu'est-ce qu'il a dit ? Il a dit que la France ne réaliserait pas l'équilibre budgétaire en 2004, sauf si la croissance était au rendez-vous. Tout le monde prévoyait que la croissance allait se casser la figure. Donc ça voulait dire, si vous lisiez la phrase en sens inverse : " Eh bien, je vais m'autoriser à pratiquer le déficit budgétaire"... Bref, "je vais m'autoriser à faire intervenir la dépense publique dans l'économie, comme au bon vieux temps des politiques keynésiennes". Effectivement, les keynésiens sont absolument hostiles à l'équilibre budgétaire parce qu'ils estiment que, au contraire, en période de récession, il n'est pas inutile d'utiliser le déficit budgétaire, non pas pour faire du déficit budgétaire, mais pour financer des dépenses d'investissement public ou de redistribution, de telle sorte que cela engendre un effet positif sur la croissance (les keynésiens appellent cela un " effet multiplicateur ") qui provoque cette multiplication de la production qui engendre en fin de course des recettes fiscales qui finissent par équilibrer le budget.. Mais M. Chirac n'est plus keynésien. Les Gaullistes ont été keynésiens pendant les « Trente Glorieuses »; ils ne le sont plus malheureusement, et le gouvernement Raffarin, qui donc disposait des marges de manoeuvre ainsi dégagées par M. Chirac, les a déjà gâchées ! Il les a gâchées par les baisses d'impôts puisque ces marges de manoeuvre ont été utilisées pour distribuer à l'envers du revenu en faveur des classes moyennes et des classes aisées dont les dépenses n'ont pas stimulé la croissance: elles n'ont pas dépensé, elles ont épargné! Donc moi je

trouve que la Gauche fait un mauvais procès à la Droite lorsqu'elle la critique en disant qu'elle ne respecte pas le Pacte de stabilité. Le vrai débat que devrait poser la Gauche, c'est que les marges de manoeuvre qui avaient été dégagées auraient pu être affectées autrement que dans les baisses d'impôts. Mais pour poser ce débat, il aurait fallu que la Gauche soit au clair sur le programme économique qu'elle aurait appliqué à la place de la Droite... On se souvient que la Gauche aussi avait pratiqué un certain nombre de baisses d'impôts. Or aujourd'hui, si l'on veut vraiment stimuler la croissance dans un contexte de déprime de l'investissement, on aurait très bien pu utiliser les marges de manoeuvre pour stimuler l'investissement public qui aujourd'hui est considérablement déficient; et on aurait également pu redistribuer dans l'autre sens, vers les classes qui consomment, et cela aurait permis également de réduire les inégalités, la fameuse " fracture sociale ". Mais ça n'a pas été le choix de la Droite, et ce vrai débat de politique économique peut, à mon sens, revenir sur le tapis dans la période qui vient.

Pascale Fourier : Mais justement, est-ce que le gouvernement français ne serait pas devenu keynésien pur ? Parce que j'ai cru comprendre qu'il avait dans l'esprit, avec les allemands, de se lancer dans un programme de dépenses européennes, comme s'il y avait un grand pacte pour aller dans le sens de dépenses publiques au niveau européen pour créer des infrastructures diverses....

Des investissements européens concertés
--

Liêm Hoang Ngoc : L'aveu de la plupart des

gouvernements libéraux aujourd'hui, c'est que les politiques purement libérales ont échoué, et qu'il va falloir renouer avec quelques remèdes keynésiens. Les Etats-Unis ont commencé. Depuis 1985, la politique monétaire américaine est une politique keynésienne. La Réserve Fédérale Américaine pratique des baisses de taux d'intérêt chaque fois que la récession s'annonce, ce qui lui permet de stimuler l'investissement et la consommation et aussi, puisque les autres pratiquent des politiques de fort taux d'intérêt, de dévaluer le dollar et de stimuler les exportations américaines... Ce sont des recettes plutôt keynésiennes! Le déficit budgétaire américain cette année est un des plus importants de l'histoire américaine... Ils sont donc véritablement en train de renouer avec une certaine forme de keynésianisme pragmatique. En Europe, on se rend compte aujourd'hui que le fait de confier la politique industrielle aux marchés financiers, aux actionnaires, n'est pas nécessairement efficace: ce n'est pas de nature à assurer un investissement suffisant et on est en train de réfléchir, là encore, à la manière qu'il conviendrait d'utiliser pour relancer l'économie.

Les projets d'investissement entrent dans le cadre de cette réflexion, sauf qu' on ne dispose pas en Europe pour le moment des instruments qui permettraient de relancer l'investissement public. Les directives européennes, on l'a vu avec Alstom, interdisent désormais toute politique industrielle à l'échelle nationale, et la Banque Centrale Européenne n' a pas le droit de financer par la planche à billets les projets d'investissement. Que reste-t-il donc pour financer cela ? A l'échelle européenne, c'est le recours aux banques privées, ou bien à l'échelle nationale, c'est le

recours à l'emprunt. Il y a en fait un troisième instrument de financement des budgets à côté de la masse monétaire et de l'emprunt, c'est l'impôt. Mais comme on veut baisser les impôts, on n'a plus de quoi financer les dépenses avec les impôts. Donc la seule façon de financer ce genre de dépenses, c'est d'utiliser l'emprunt, ce qui veut dire que les Etats émettraient des bons du Trésor, ce qui exercerait une pression à la hausse des taux d'intérêt, puisque pour attirer les épargnants sur les bons du Trésor, il faudrait monter les taux d'intérêt.

Pascale Fourier : Je ne sais pas si je suis particulièrement obtuse, mais je ne comprends toujours rien aux taux d'intérêt. Ce sont les taux d'intérêt sur quoi ?

Au sujet des taux d'intérêts

Liêm Hoang Ngoc : Ce sont les taux d'intérêt à court terme que pratiquent les banques. Ces taux d'intérêt à court terme sont calqués, avec une marge en plus, sur le taux directeur fixé par la Banque Centrale, qui fixe grosso modo les conditions de refinancement de tous les agents économiques qui désirent emprunter des liquidités. Les taux d'intérêt ont donc une influence sur l'activité économique parce que si les taux sont bas, vous pouvez emprunter pour investir ou pour consommer beaucoup plus facilement que s'ils sont élevés. Donc, lorsqu'on dit que les banques centrales pratiquent des " politiques monétaires restrictives ", cela signifie qu'elles relèvent les taux d'intérêt pour freiner la demande de crédits parce qu'elles estiment qu'une trop grande demande de crédit est de nature à relancer l'inflation.

Par contre, lorsque les banques centrales baissent les taux d'intérêt, c'est qu'elles estiment que cela est nécessaire pour injecter du crédit dans l'économie, ce qui a un effet sur le gonflement de la masse monétaire. Dans ce cas-là donc, on a une augmentation de la demande, puisque il y a plus de gens qui vont demander des fonds pour investir et pour consommer. Mais certains pensent que faire ceci de façon excessive est de nature à relancer l'inflation et dans les statuts de la Banque Européenne donc il y a l'idée que la mission centrale de cette banque, c'est de veiller à ce qu'il n'y ait pas d'inflation. Les gouverneurs de banques centrales sont aussi prudents aujourd'hui quand il s'agit de baisser les taux d'intérêt parce que vous avez un autre effet des variations des taux d'intérêt qui est un effet sur le taux de change. Dans un univers où la mobilité du capital est parfaite, lorsque vous avez un différentiel de taux d'intérêt entre l'Europe et les Etats Unis, par exemple plus bas aujourd'hui aux Etats-Unis qu'en Europe, les capitaux à court terme affluent vers l'Europe, ce qui contribue à dévaluer le dollar. Et donc les américains jouent là-dessus parce qu'un dollar plus faible stimule les exportations: ils vendent moins cher leurs marchandises à l'étranger. Aujourd'hui donc vous avez un certain nombre de gens qui pensent que la Banque Centrale Européenne commet une double erreur parce que d'une part des taux d'intérêt encore trop élevés ne sont pas de nature à stimuler l'investissement et la consommation, et que d'autre cela produit l'effet pervers d'un euro surévalué par rapport au dollar qui pénalise les exportations.

Pascale Fourier : Comment est-ce possible que la Banque Centrale ne pense pas comme vous ???

Réformes structurelles ou stimulation de la demande...

Liêm Hoang Ngoc : La Banque Centrale n'est pas keynésienne ! M. Duissenberg et M. Trichet sont des gouverneurs connus pour leurs opinions monétaristes. Ils pensent que la politique macro-économique - c'est-à-dire l'utilisation de la politique monétaire et de la politique budgétaire, les dépenses publiques - ne doit surtout pas servir à stimuler l'activité économique. Ils estiment que la politique macro-économique ne sert à rien et que si vous stimulez les dépenses publiques, il faudra les financer, que donc d'une façon ou d'une autre cela va créer des effets pervers, soit parce qu'il va falloir augmenter les impôts, soit parce qu'il va falloir augmenter les taux d'intérêt pour émettre les bons du Trésor, soit parce que, même si c'est interdit aujourd'hui, il faudra créer de la monnaie par la planche à billets et donc relancer selon eux l'inflation. Et puis ils estiment en dernière analyse que le privé fait tellement mieux que le public qu'il faut laisser faire les forces du marché et que les seules réformes à appliquer sont des réformes " structurelles " sur le marché destinées à les rendre concurrentielles et efficientes. Donc les directives européennes aujourd'hui obéissent à la philosophie suivante : rendre le marché des biens le plus concurrentiel possible, d'où les privatisations, d'où l'interdiction de la politique industrielle des Etats-Nations, et d'où le fait également que, sur le marché du travail, on estime que la seule façon de réduire le chômage, ce n'est pas de faire comme les keynésiens le recommandent, c'est-à-dire de stimuler la demande, mais c'est de pratiquer des réformes structurelles

destinées à rendre le marché du travail plus flexible, pour améliorer la flexibilité de l'emploi, la flexibilité du coût du travail, etc. On a donc bien des points de vue qui s'opposent et qui sont extrêmement tranchés. Vous voyez que ce n'est absolument pas un débat technique, c'est un débat qui est extrêmement politique.

Emission du 5 juillet 2005 - émission 115

Une Europe non libérale est-elle possible ?

avec **Liêm Hoang Ngoc**,
économiste,
maître de conférences à l'Université de Paris I.

Pascale Fourier : Et notre invité est Liêm Hoang Ngoc, économiste, maître de conférences à l'Université de Paris I, et qui met aussi du poil à gratter au Parti Socialiste aux côtés d'Henri Emmanuelli, pour tenter de changer la ligne de ce parti au prochain congrès. Vous avez écrit un livre aux Editions La Dispute, qui s'appelle "Refermons la parenthèse libérale", un livre absolument remarquable. Mais finalement, quand vous dites "refermons la parenthèse libérale", - et si on regarde les choses plutôt au point de vue de l'Europe puisque vous avez appelé à voter Non auprès de M. Emmanuelli -, je ne vois pas comment il pourrait être possible de faire une Europe qui ne soit pas libérale... De toutes les façons, elle l'est déjà...et les gouvernements des autres pays européens ne sont pas prêts de proposer une autre voie. Le libéralisme est la voie de l'avenir; le monde est libéral maintenant.... Franchement, je ne vois pas....

1983....

Liêm Hoang Ngoc : Il faut faire le bilan de cette Europe-là. Souvenons-nous que l'histoire remonte à 1983, au moment où la gauche française applique la politique économique peut-être la plus audacieuse qu'une gauche

ait jamais menée dans ce pays. Et contrairement à ce que l'on a dit, cette politique a échoué non pas pour des raisons économiques, mais parce qu'elle a subi la spéculation des marchés financiers pour décrocher le franc par rapport au mark. De là remonte le projet de monnaie unique. Il y avait deux solutions : soit on sortait du système monétaire européen parce qu'on se moquait des marchés financiers - c'est ce que pensait Jean-Pierre Chevènement, mais aussi Laurent Fabius à l'époque, ce qui explique peut-être ses prises de position actuelles ; l'autre voie était préconisée par Jacques Delors et s'appuyait sur ces arguments : " Faisons la monnaie unique, comme cela il n'y aura plus de spéculation, et avec des moyens financiers en plus, avec une Europe sociale qui reste à construire, et avec une Europe fédérale pour imposer ses choix aux libéraux et notamment aux libéraux britanniques, on pourra faire en Europe ce qu'on n'a pas pu faire en France entre 81 et 83. " Donc le scénario de départ n'est pas libéral, il est eurokeynésien, parce qu'il suppose des moyens financiers et monétaires pour permettre l'intégration de tous les nouveaux entrants, donc des financements massifs pour qu'ils convergent vers le haut, pour qu'ils puissent s'intégrer dans le cadre d'une Europe sociale où il y ait une harmonisation sociale. Et dans cette architecture-là, Delors pensait que cela génèrerait mécaniquement une Europe politique fédérale pour que ces choix puissent être consentis par tous.

La victoire des libéraux

Le problème, c'est que les libéraux britanniques, qu'ils soient ultra ou socio-libéraux, n'ont jamais voulu de cette Europe fédérale et keynésienne, et on voit encore que "

they want their money back " comme disait Margaret Thatcher... On a vu que Tony Blair, en juin dernier, n'a pas voulu revenir sur le rabais britannique : il n'y aura donc pas d'Europe budgétaire permettant ce scénario eurokeynésien. Dans ces conditions, les libéraux ont triomphé, en imposant des textes qui organisent l'intégration européenne en jouant sur la flexibilité des marchés, sur l'ouverture à la concurrence sur le marché des biens, sur la flexibilité de l'emploi et des salaires (c'est la stratégie de Lisbonne en ce qui concerne le marché du travail) et sur les services (on a eu la directive Bolkestein). La bouteille que l'on devait remplir d'Europe sociale et politique ne s'est jamais remplie ; effectivement, le scénario aujourd'hui est beaucoup plus libéral que keynésien ou fédéral. Et quel que soit le résultat des référendums, le dernier Conseil européen du mois de juin dernier aurait abouti à ce résultat catastrophique où l'on n'a pas de budget pour l'Europe.

Pascale Fourier : Quand vous dites que les libéraux anglais ont gagné la bataille dans ce domaine-là, ils ont bien dû s'appuyer sur d'autres parce qu'ils ne peuvent pas gagner ce genre de bataille tout seuls...

Liêm Hoang Ngoc : Ce qui est terrible dans cette histoire, c'est qu'ils ont gagné la bataille sans jamais participer à l'euro parce qu'ils ne sont toujours pas membres de l'euro. Ils ont, au début des années 90, abondamment joué sur les fluctuations de la livre, sur les déficits budgétaires et sur la baisse des taux d'intérêt pour soutenir leur économie. Et ils ont obtenu, en faisant pression de l'extérieur, en disant non à tout, une influence libérale forte dans les textes européens dans un contexte où nos commissaires, nos représentants

dans la Convention ont été séduits progressivement par l'orientation libérale. Même si, pendant une certaine période, il y a eu treize gouvernements de gauche sur quinze, ces gouvernements ont fini par intérioriser le langage libéral. L'Europe est devenue sociale-libérale dit-on, et le 29 mai, les peuples français, et néerlandais quelques jours après, ont dit " Non " à cette Europe-là. Là, les choses sont sur la table, la question sociale est sur la table, et la question qu'il faut se poser, c'est : " Comment sort-on par le haut de cette affaire ? "

Pascale Fourier : Je me posais une question à propos de l'Europe, après ce que vous avez dit précédemment.. On voit que, par exemple en France, on aimerait une politique qui ne soit pas libérale et qu'on se la fait imposer d'un certain point de vue par l'Europe... Finalement qu'est-ce qu'on a à faire ensemble au sein de l'Europe ??.... Avec des Anglais par exemple, mais peut-être pas seulement avec eux ?..

L'Europe telle qu'elle est à 25 ne peut que favoriser le dumping social et fiscal

Liêm Hoang Ngoc : C'est le moment de se poser la question ! Si l'on veut vraiment un rebond du projet européen, dans un sens qui ne soit pas libéral parce que ce sera rejeté par les peuples de toute façon, il va falloir y mettre les moyens. Expliquons cela très simplement pour les auditeurs. On a un marché unique, avec une monnaie unique. Si on intègre les vingt-cinq, ces derniers vont devoir faire face à la compétition avec les pays les plus avancés. Il n'y a plus de barrière douanière. Ces pays-là ne peuvent plus dévaluer leur monnaie puisqu'il y a une monnaie unique, ou ils vont adhérer à la

monnaie unique. Donc si l'on n'engage pas des financements massifs en leur direction (on appelle cela des « financements de type keynésien » en jargon d'économie), si on ne finance pas l'intégration, si on ne leur donne pas de l'argent pour qu'ils améliorent leurs infrastructures, qu'ils développent leurs investissements, qu'ils rattrapent leur retard technologique, la seule arme dont ils disposent, c'est la baisse des coûts salariaux, c'est une fiscalité revue à la baisse dans un but clairement avoué qui est d'attirer les investissements chez eux, c'est-à-dire d'encourager les délocalisations intracommunautaires en leur direction avec les conséquences sociales et politiques que l'on connaît.

De la nécessité du déficit budgétaire

Si c'est ce que l'on veut, il faut le dire clairement au peuple. Mais si ce n'est pas ce qu'on veut, si on veut vraiment faire avancer le projet européen, eh bien il va falloir que le budget communautaire y mette les sous. Et ça, ça pose la question institutionnelle. Est-ce qu'aujourd'hui l'Europe est prête à pratiquer le déficit budgétaire, c'est-à-dire à se doter d'une véritable institution fédérale qu'est le budget, capable d'émettre des emprunts et que la Banque Centrale peut financer ? Parce que pour le moment le budget n'est financé que sur ressources propres, c'est-à-dire sur les contributions des Etats-membres et on sait que les Anglais ne veulent pas donner plus, que personne ne veut donner plus, et que du coup le budget est limité à 1% du PIB communautaire et qu'il ne suffira pas à financer l'intégration des nouveaux entrants. Et de surcroît, ce budget doit être équilibré, ce qui veut dire en clair que le déficit

budgetaire est interdit, ce qui est important parce que, quand on sait que le déficit budgétaire fédéral américain est égal à 420 milliards de dollars et qu'en Europe un déficit ne serait-ce que de 50 milliards par an pendant cinq ans permettrait de financer ce projet-là, on se rend compte qu'on a les pieds et poings liés et que le débat institutionnel sur le traité était important parce que le traité interdisait pour la durée tout ce que je viens de préconiser, c'est-à-dire, le déficit budgétaire, le financement par l'emprunt, le financement par la Banque Centrale.

Pascale Fourier : Déficit budgétaire.... Ca veut dire qu'on dépense plus de sous que ce qu'on a dans sa tirelire ?

Liêm Hoang Ngoc : C'est ce que pratiquent tous les gouvernements nationaux ! Lorsqu'on limite les déficits budgétaires à 3% du PIB, ça veut dire qu'on peut s'endetter et qu'on peut dépenser plus que ses recettes, en escomptant dans le futur que les recettes soient supérieures pour combler le trou et même parvenir à des excédents parce que ce que vous aurez dépensé grâce au déficit engendré ce qu'un économiste comme Keynes appelle un « effet multiplicateur »: des investissements tels que vous avez a des gains de croissance, des gains de production intérieure brute qui, ensuite, sans augmenter les impôts, fait que vous avez des recettes fiscales en plus. Si vous produisez plus, que vous embauchez plus d'individus et que ces individus payent des impôts et des cotisations sociales sans toucher aux taux d'impôts et de cotisations sociales, ça fait rentrer des sous. Donc, moi, je suis pour le déficit! Je pense que le déficit est un détonateur de la croissance et que cela engendre ensuite des rentrées fiscales qui réduisent le

déficit.

Pascale Fourier : Mais moi dans les médias, je n'arrête pas d'entendre dire que c'est vraiment l'horreur absolue, un déficit. Donc je trouve problématique que vous me disiez cela...

Liêm Hoang Ngoc : Parce que les médias sont libéraux ! Et les libéraux pensent que les déficits ne servent à rien parce qu'ils financent des dépenses publiques, investissements publics et redistributions qui faussent la concurrence, en finançant par exemple des investissements publics stratégiques de service public que les libéraux proposent de confier au privé. Ils estiment que la redistribution assiste les gens et que ça les désincite à travailler. Vous voyez qu'il y a un fort travail de logique à faire parce que, même dans les médias, on ne comprend pas tous les enjeux des débats entre les économistes.

Pascale Fourier : Je n'arrive pas à comprendre comment certains, comme Blair qui est censé être socialiste, peuvent s'opposer à une politique qui semble assez rationnelle et qui a bien fonctionné en d'autres temps, la politique keynésienne, et du coup prôner apparemment une lutte de tous contre tous...

A propos du social-libéralisme

Liêm Hoang Ngoc : D'ailleurs, ce sont des politiques qui ont été appliquées au début de l'euro: l'intégration de l'Espagne, du Portugal, de la Grèce, a été réussie par des financements massifs grâce aux plans structurels du budget communautaire. Et ça a permis progressivement

d'harmoniser les normes sociales vers le haut; même si ce n'est pas encore parfait, ce n'est pas le dumping fiscal et social auquel on assiste aujourd'hui avec les nouveaux entrants.

Alors, pourquoi Tony Blair s'oppose à cette voie-là ? Parce qu'il suffit de lire le manifeste de Gerard Schröder, qui est le manifeste du social-libéralisme aujourd'hui, où messieurs Blair et Schröder expliquent que les socialistes se sont trop occupés de redistribution jusqu'alors et qu'il faudrait se tourner du côté de l'offre. Sous-entendu, l'offre, ce sont les entreprises privées à qui il faudrait baisser l'impôt sur les sociétés pour stimuler leurs initiatives. Et l'harmonisation fiscale, induite par le scénario keynésien que j'évoquais tout à l'heure est gênante dans le cadre de cette stratégie néolibérale. C'est la raison pour laquelle les Britanniques ne veulent pas d'harmonisation fiscale ! Et d'ailleurs ils avaient obtenu l'interdiction de l'harmonie fiscale après la convention Giscard dans le Traité Constitutionnel. L'harmonisation sociale, c'est la même chose. Si harmonisation sociale il y a, le marché du travail ne fonctionne pas de façon « flexible » comme disent les libéraux, et donc s'il y a « trop de charges sociales » comme ils disent, eh bien cela contraindrait l'offre des entreprises, et donc les libéraux sont naturellement opposés à l'harmonisation sociale.

Pascale Fourier : Tout à l'heure, vous avez dit qu'il y avait une sorte de logique vers les délocalisations...Ils vont faire comment avec les gens qui n'auront plus de travail ici, avec les salariés de leurs pays?

Liêm Hoang Ngoc : Le schéma peut se résumer de la

façon suivante : pour les socio-libéraux, l'efficacité rime avec l'existence d'une certaine dose d'inégalités, le problème étant de rendre les inégalités acceptables. Les socio-libéraux fustigent les égalitaristes que nous serions parce qu'ils estiment que les inégalités sanctionnent la réussite ou les échecs individuels dans une société dite de libertés. J'utilise la phraséologie de la philosophie sociale libérale ici. Et donc puisqu'il y a des inégalités inévitables si on est dans un monde de libertés et d'efficacité, tout le problème est de rendre ces inégalités acceptables et de permettre à ceux d'en bas d'accéder à l'échelle de ceux d'en haut. Et dans ce cadre-là, la politique sociale privilégiée par les socio-libéraux est l'égalité des chances ! C'est écrit dans les textes ! Il faut lire les textes du Parti Socialiste aujourd'hui, la majorité des textes ! Il y est écrit que l'objectif de la politique sociale, ce n'est plus l'égalité tout court, c'est l'égalité des chances ! C'est-à-dire qu'on ne conteste pas qu'il existe des inégalités de situations dans la société, mais on va égaliser les chances pour que chacun puisse accéder aux fonctions les plus hautes. D'où le thème de la discrimination positive sociale - pas seulement raciale, sociale - ; on va réorienter les deniers de la politique publique uniquement vers les plus démunis. Donc on va tout mettre sous conditions de ressources parce qu'on va considérer que la santé privatisée, les retraites privatisées par les fonds de pension, c'est bien. Et par contre, on va réorienter les dépenses vers des minima par l'assistance aux plus pauvres pour qu'ils puissent accéder à la santé payante, à l'école payante etc. C'est ça, le schéma social-libéral qui induit discrimination positive, crédit d'impôts, etc, là où avant, dans le schéma socialiste traditionnel, vous aviez l'accès gratuit. L'accès gratuit, c'était bien parce que c'était financé par la

dépense publique, qui elle-même était dépendante d'un impôt progressif. Vous voyez la différence entre les deux schémas. Dans le schéma socialiste traditionnel, on a une liste de biens publics gratuits ou au moindre prix qui est financée parce qu'il y a des impôts progressifs: on paye donc en fonction de sa capacité contributive. Ici, dans le schéma social-libéral, on a baissé les impôts, pas seulement l'impôt sur les sociétés mais aussi l'impôt sur le revenu qui n'est plus progressif. Et donc la santé et l'éducation deviennent payantes, et par conséquent, quand on est social-libéral et non pas ultra-libéral, on va faire de la discrimination positive. On va donner de l'argent aux pauvres pour qu'ils puissent se payer ce qui était auparavant gratuit. On a ici deux choix de société clairement opposés, et c'est une des clarifications qu'il faudra avoir lors du prochain congrès du Parti Socialiste parce que mes amis de la majorité de ce parti commencent toutes leurs contributions en disant: " Nous ne sommes pas blairistes "...; les textes de la Fondation Jean Jaurès dirigée par Strauss-Kahn et ses amis commencent par : " Nous ne sommes pas blairistes "... sauf que dans le texte, toutes les références théoriques utilisées sont celles qu'utilise Tony Blair. La philosophie, c'est celle-là.

Pascale Fourier : C'est drôle parce qu'à vous écouter, à un moment je me suis dit que vous aviez dû vous tromper, vous ne parlez pas de gens qui sont de gauche... on dirait des gens de droite.....

Liêm Hoang Ngoc : Il y a deux lignes dans la social-démocratie européenne. Vous avez d'un côté la ligne socialiste traditionnelle qu'on appelle vulgairement " la première Gauche ", qui a été défaite en France en 1983,

qui a été défaite par Margaret Thatcher lors de l'épisode de la grève des mineurs en Angleterre. Et face à l'ultra-libéralisme, la réponse de la social-démocratie a été le social-libéralisme parce que nos camarades de la droite du parti ont intériorisé l'idée qu'on ne peut pas faire autrement. Or la politique qu'ils mènent n'est pas la plus efficace. J'insiste là-dessus. Et elle s'avère socialement extrêmement contestable.

Emission du 28 juin 2005 - émission 114

Après le référendum: quand le Parti Socialiste laisse apparaître les divergences idéologiques en son sein....

**Avec Liêm Hoang Ngoc,
économiste,
maître de conférences à l'Université de Paris I**

Pascale Fourier : Et notre invité aujourd'hui ?

Liêm Hoang Ngoc : Liêm Hoang Ngoc. Je suis économiste à l'université de Paris I. Et je suis également membre du conseil national du Parti Socialiste où j'oeuvre aux côtés d'Henri Emmanuelli pour bousculer un peu les idées de ce parti...

Pascale Fourier : Diantre... Alors au moment du référendum, au sein du PS, il y a eu ceux qui prônaient un vote « Oui », majoritaires, et ceux qui prônaient le « Non »... Qu'est-ce qui se passe au PS??? Il y a deux lignes??

Depuis le Congrès d'Épinay en 1971, deux lignes au sein du PS...

Liêm Hoang Ngoc : Les observateurs et les journalistes ne le disent pas suffisamment, mais depuis la fondation du PS au Congrès d'Épinay en 1971, il y a toujours eu deux lignes qui se sont affrontées : une ligne disons socialiste, et une ligne sociale-libérale. Ça ne s'appelait pas complètement comme ça au Congrès de Metz, mais

souvenons-nous déjà que Michel Rocard et Pierre Mauroy défendaient un recentrage du Parti Socialiste contre la majorité unie par François Mitterrand autour de l'Union de la gauche pour l'application du Programme commun. Et contrairement à ce qu'on a dit, ces deux gauches ont chacune appliqué leur programme : la gauche unie par François Mitterrand a appliqué son programme en 1981, et la deuxième gauche, symbolisée par Michel Rocard et même sans Rocard aux affaires, a appliqué son programme avec la caution de Lionel Jospin entre 97 et 2002. Et moi, j'ai tendance à dire que ces deux programmes-là ont été abandonnés non pas parce qu'ils étaient inefficaces économiquement, mais parce qu'il y a eu une sanction sociale à chaque fois.

La politique menée en 1981 sanctionnée par les marchés financiers
--

La première fois, le programme de 81 était bien meilleur que le programme monétariste en Angleterre et aux États-Unis à la même époque ; il a été sanctionné uniquement par la spéculation des marchés financiers décrochant le franc vis-à-vis du mark, ce qui nous a conduit à choisir la monnaie unique et l'Acte unique. Et puis le deuxième programme, le programme de la "deuxième gauche", a également eu un « bon bilan » disait-on à l'époque (même si je crois qu'il fut aidé, pour beaucoup, par l'euro faible et la baisse des taux d'intérêts), mais il a été sanctionné également, par la pire des sanctions, qui est la sanction électorale de son propre camp le 21 avril 2002.

Pascale Fourier : Décidément je reste dans les interrogations les plus profondes. J'avoue ne pas avoir

bien complètement suivi. Vous avez parlé du congrès d'Épinay en 71, puis du congrès de Metz en 79. Vous dites qu'il y a toujours eu deux lignes à l'intérieur du Parti Socialiste. Je suis étonnée, parce que les médias ne nous parlent jamais de ces deux lignes, enfin du moins actuellement... Et je ne vois pas comment ces deux lignes ont pu se marquer dès 71 alors que la mondialisation n'était pas déjà en branle, pourrait-on dire. Je n'arrive pas à suivre ce qui s'est passé là...

Liêm Hoang Ngoc : Les médias, de même que beaucoup d'observateurs, pensent qu'il y a deux gauches et que ces deux gauches seraient, d'une part, la gauche radicale pure de toute compromission, et d'autre part la gauche gestionnaire, réformiste, qui finirait soit par se rallier aux réalités, soit par trahir, si on adopte le langage de l'extrême-gauche. C'est un petit peu réducteur, et c'est oublier que le vrai débat n'est pas là. Le vrai débat, c'est un débat qui existe entre deux gauches, au Parti Socialiste, mais aussi ailleurs. Je fréquente le milieu altermondialiste et je peux vous dire que dans Attac, il y a deux gauches : il y a une gauche écolo-utopiste et une gauche beaucoup plus centrée sur les questions de partage du gâteau ! Alors au Parti Socialiste en 1971, François Mitterrand remporte le congrès sur une ligne qui est celle de l'union de la gauche pour l'application d'un Programme commun qu'on va négocier avec le Parti Communiste, qui est un programme de rupture avec le capitalisme, mais qui en fait (c'est ce que je montre dans mon livre) est tout simplement la démocratisation et le prolongement du compromis de 1945 inspiré du Programme du Conseil national de la Résistance. C'est un programme très "première gauche", si vous voulez, que le Programme commun, et si vous le comparez au

Programme du Conseil national de la Résistance, ce sont deux soeurs jumelles. Le programme de 81, c'est ça. Donc Mitterrand remporte le congrès d'Épinay, puis le congrès de Metz, en défendant l'idée que dans la cinquième République, si on veut battre la droite unie autour du président de la République, eh bien il faut que la Gauche fasse bloc autour d'un programme qui soit un programme de gauche pour bien capter l'électorat de gauche, qui sert ensuite de base à l'application de ce programme.

Il gagne ce congrès à Épinay contre la ligne dite « de troisième force » symbolisée par Guy Mollet, ligne qui consistait au temps de la quatrième République à passer des alliances avec le centre quand on arrivait au pouvoir. D'ailleurs, la "troisième voie" de Tony Blair, c'est l'écho de cette troisième force en Angleterre par les temps qui courent. Et cette "troisième voie", qui consiste grosso modo à adopter une ligne sociale-libérale, a séduit certains socialistes français très tôt (Michel Rocard en l'occurrence, Dominique Strauss-Kahn ensuite). Et ce sont des gens qui pensent qu'il faudrait que la gauche se recentre et s'adapte aux réalités de la mondialisation, entendue comme un *deus ex machina* qu'on ne pourrait pas domestiquer. Moi je suis de ceux qui pensent que la mondialisation, c'est un choix de société qui a été politiquement organisé, qui n'était absolument pas inéluctable, et qui, par ailleurs, est socialement désastreux et économiquement inefficace.

Victoire de la deuxième gauche en 1983

Ca, ça commence en 1983 en France, lorsque la ligne de 1981 subit la défaite sociale face aux marchés

financiers, qui, comme je l'ai dit tout à l'heure, spéculent contre la politique de la gauche. Et à partir de 83, c'est progressivement l'autre ligne, la ligne défendue par la deuxième gauche (symbolisée par Jacques Delors à l'époque) qui va s'imposer. Alors au départ, c'est pour ouvrir la parenthèse, c'est pour pouvoir faire la monnaie unique et construire l'Europe sociale et fédérale qui nous permettrait de vaincre la spéculation et de faire en Europe ce qu'on n'a pas pu faire en France en 1981. Mais comme on le sait, progressivement cette bouteille se videra ; les dérives libérales de l'Europe se feront très rapidement (Pacte de Stabilité à Amsterdam, stratégie libérale de l'emploi de Lisbonne, privatisation de l'énergie, réforme des retraites décidée à Barcelone, Traité constitutionnel, etc). Le bilan de cette période, c'est un rejet massif de l'électorat de gauche d'une politique qui a pris l'eau de toute part.

Pour aller plus loin avec les invités de Des Sous ...

Bibliographie sélective

Duménil, Gérard et Dominique Lévy

Crise et sortie de crise, Presses Universitaires de France, Paris, 2000
Economie marxiste du capitalisme, La Découverte, collection Repères, Paris, 2003

Halimi, Serge

Le grand bond en arrière, Librairie Arthème Fayard, Paris, 2004

Hoang-Ngoc, Liêm

Refermons la parenthèse libérale, La Dispute, Paris, 2005

Husson, Michel

Le grand bluff capitaliste, La Dispute, Paris, 2001
Les casseurs de l'Etat Social, Editions La Découverte, Paris, 2003

Plihon, Dominique

La monnaie et ses mécanismes, La Découverte, collection Repères, Paris, 2000
Le nouveau capitalisme, éditions Flamarrion, collection Dominos, Paris, 2001

Liens internet:

Duménil, Gérard:

<http://www.jourdan.ens.fr/~levy/>

Husson, Michel:

<http://hussonet.free.fr/>

<http://ecocritique.free.fr/>

Ramaux, Christophe:

<http://www.france.attac.org/a5736>

<http://www.france.attac.org/a5796>

<ftp://mse.univ-paris1.fr/pub/mse/cahiers2005/R05060.pdf>

et

Des Sous... et des Hommes, émissions en écoute libre:

www.des-sous-et-des-hommes.org